ANNÉE — T. 13

N° 274 — 24 JANVIER 1925

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



...dveniat Regnum Tuum

PARAIT LE SAMEDI (*46 fascicules par an; tables semestrielles*)

PRIX DU NUMÉRO : 0 FR. 75

Abonnements : Six mois, **13 fr.**; un an, **25 fr.** Étranger, **16 et 30 fr.**

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIII°

(Chèques postaux : *Maison de la Bonne Presse, Paris*, Cte N° 1668.)

Les Questions Actuelles — Chronique de la Presse — L'Action Catholique — Rev. d'Organisation et de Défense Religieuse

Sommaire analytique

« LES QUESTIONS ACTUELLES » et « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

ORGANISATION ET PROPAGANDE SOVIÉTISTES

L'action communiste en France [1]

« Rapport moral du Secrétariat général »

Présenté par le secrétaire général du Parti, P. Semard, au « Congrès national de Paris du 17 au 21 janvier 1924 » (2) (*Cahiers du Bolchevisme*, 1er numéro spécial, 20. 12. 24) :

Ce rapport moral part du 5e Congrès de l'Internationale communiste. La période qui s'est écoulée du Congrès de Lyon au Congrès mondial ayant été examinée par le Conseil National de Saint-Denis en juin et sanctionnée par une résolution votée à la presque unanimité. L'important est le travail effectué depuis par la Direction du Parti.

Au 5e Congrès de l'Internationale communiste (3), la délégation du Parti communiste français marq son plein accord avec le Comité central de l'Intern tionale en adoptant à l'unanimité les thèses et résol tions présentées en conclusion des questions porté à l'ordre du jour.

Par leurs votes unanimes, les représentants d centre et de la gauche, qui composaient la délég tion, confirmèrent la position qu'ils avaient pri avant le 5e Congrès par l'adoption de la résolutio qui approuvait le Comité central dans sa lutte cont l'opposition russe et contre la droite international et ils indiquèrent ainsi nettement leur volonté travailler dans la ligne fixée par le 5e Congrès.

En accord avec l'Exécutif, la délégation exami alors quelle devait être la composition de la no velle direction du Parti communiste français quelles étaient les tâches particulières qu'elle aura à réaliser. Il fut décidé que les éléments du cent qui démontraient leur volonté d'œuvrer dans ligne de l'Internationale formeraient avec la gauc un bloc politique qui aurait charge d'appliquer l décisions du 5e Congrès. Dans ce but, la créati d'un secrétariat et d'un bureau politique nouvea et un plan complet de réorganisation du Parti fure examinés pour être présentés pour exécution deva le Comité directeur de notre Parti.

Dès le retour de la délégation, le Comité directe accepta sans réserves les propositions de l'Intern tionale concernant la nouvelle direction du Parti il adopta à l'unanimité une thèse sur les travau et décisions du 5e Congrès (*Bulletin Communiste* d 22 août — voir annexes [1]), marquant ainsi so accord complet avec l'Internationale communiste.

---

(1) Cf. *D. C.*, t. 13, col. 172-183.

(2) Il faut lire évidemment 1925. — Nous respectons fidèlement la syntaxe et les néologismes de ce rapport.

(3) Le 5e Congrès de l'Internationale communiste s'est tenu à Moscou du 17 juin au 8 juillet 1924. La séance d'inauguration ainsi que la 17e (27 juin soir) se sont tenues au Grand Théâtre de Moscou ; les vingt-neuf autres séances dans la salle Saint-André du Kremlin de Moscou. Treint, chef de la délégation française, présida deux des séances. Dix-sept questions figuraient à l'ordre du jour : 1. Lénine et l'Internationale communiste ; 2. L'activité et la tactique de l'Exécutif ; 3. La situation économique mondiale ; 4. La question du programme ; 5. La tactique syndicale ; 6. Question nationale ; 7. Questions d'organisation ; 8 La propagande ; 9. Le fascisme ; 10. La question des intellectuels ; 11. Situation économique de l'Union soviétique ; 12. L'Internationale des Paysans ; 13. Le mouvement des jeunes ; 14. Le Secours rouge international ; 15. Questions concernant les différentes sections ; 16. Question coopérative ; 17. Election de l'Exécutif et du président de l'Internationale communiste. Dans sa 3e séance, le Congrès décida d'ajouter à cet ordre du jour un rapport sur l'Institut Marx-Engels.

A signaler, parmi les rapports entendus, ceux de Zinoviev (Activité et tactique de l'Exécutif, 1922-1924) et de Varga (Situation économique du monde) ; ils donnèrent lieu à une discussion très serrée, qui s'étendit sur onze séances.

Le Congrès adopta 25 résolutions. En voici l'énumération: 1. Sur le rapport de l'Exécutif ; 2. Sur la tactique communiste ; 3. Sur la situation économique mondiale ; 4. Sur la question du programme ; 5. Statuts de l'Internationale communiste ; 6. De la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprise ; 7. Sur la propagande dans l'I. C. et ses sections ; 8. Sur la question syndicale ; 9. Sur le Gouvernement travailliste anglais ; 10. Sur le fascisme ; 11. Sur les questions nationales dans l'Europe centrale et les Balkans ; 12. Sur le Conseil paysan international ; 13. Sur le rôle des coopératives et des coopérateurs communistes ; 14. Sur le travail parmi les ouvrières ; 15. Sur l'Internationale communiste des jeunes ; 16. Sur l'éducation physique de la classe ouvrière ; 17. Sur le Secours rouge international ; 18. Sur le Secours ouvrier international ; 19. Sur la question russe ; 20. Sur la question polonaise ; 21. Sur la question suédoise ; 22. Sur la question norvégienne ; 23. Sur la question irlandais 24. Sur les travaux de l'Institut Marx-Engels ; 25. S l'affaire Souvarine.

Ajoutons que le Congrès avait, dans sa 3e séanc adopté le règlement suivant : les séances plénières du Co grès ont lieu de 10 à 15 heures et de 17 à 21 heure — il est accordé aux rapporteurs une heure pour le rapport, et une demi-heure pour la réplique ; — les c rapporteurs ont à leur disposition un temps égal ; — l délégués ont le droit de parler deux minutes sur règlement ; — la parole ne leur est accordée sur ce poi qu'une seule fois ; — chaque délégué peut prendre parole deux fois sur chaque question : la première fo quinze, et la seconde fois cinq minutes ; — les demand de parole et les propositions doivent être adressées p écrit au Bureau ; il sera procédé au vote nominal sur demande de trois délégations ayant voix délibérativ (Cf. *Ve Congrès de l'Internationale communiste, 17 jui 8 juillet 1924*, compte rendu analytique, librairie d l'*Humanité*.) — Sur la fondation de l'Internationale com muniste en 1919 et son but, cf. *D. C.*, t. 9, col. 156 1563 ; sur le IIe Congrès mondial (du 19. 7. au 7. 8. 2 et les 21 conditions d'affiliation : *D. C.*, t. 9, col. 16 170 ; sur le IVe Congrès mondial (du 5. 11 au 5. 1 22) et son décret déclarant incompatibles la Franc-Maço nerie et le Communisme : *D. C.*, t. 9, col. 167-17 (Toutes les notes sont de la *D. C.*)

(1) A ce rapport, sont jointes plusieurs annexes que, raison de leur étendue, il nous est impossible de repr duire. En voici les titres : 1. Thèse sur les travaux décisions du Ve Congrès mondial (adoptés par le Comi directeur le 12. 8. 24) ; — 2. Félicitations de l'Internati nale communiste à l'*Humanité* et au Comité directeur Parti communiste ; — 3. Un appel de l'Internationa

Le nouveau plan de travail du Bureau politique [1].

Le nouveau Bureau politique, parfaitement homogène, dressa immédiatement le plan de travail qu'il avait à réaliser avant le 1er janvier 1925 en divisant les tâches en trois catégories : 1° campagnes politiques ; 2° organisation intérieure du Parti ; 3° organisation de son action au sein des masses.

Les premiers mots d'ordre qui furent lancés : 100 000 membres au Parti, 400 000 lecteurs à l'*Humanité* et un million pour la caisse du Parti (*Bulletin Communiste* du 3 octobre 1924) firent l'objet d'une campagne de presse en faveur du versement d'une journée de travail et d'un emprunt. Il y eut un appel du Comité directeur (*Humanité* du 9 août) suivi de plusieurs appels du secrétariat. Pour le recrutement, une Semaine spéciale fut organisée du 15 au 21 septembre. (*Humanité* des 14 et 16 septembre.)

Les résultats à ce jour sont les suivants :

19 116 nouveaux adhérents depuis juin, ce qui porte notre effectif à 76 076.

1 168 246 fr. 05 au titre de souscriptions.

788 416 francs au titre emprunt.

Le nombre des lecteurs de l'*Humanité* a augmenté de plus de 11 000 sur l'année dernière.

L'effort a été important dans les fédérations suivantes :

	Sommes versées Fr.	Par adhérent Fr.
Région parisienne	75 990 15	11 80
Ardèche	2 700 »	11 »
Deux-Sèvres	1 327 »	10 60
Ain	2 776 »	9 90
Marne	5 368 05	9 33
Oran	769 »	9 60

Il a été faible dans celles-ci :

Seine-Inférieure	7 321 30	7 32
Algérie	1 873 90	7 50
Aude	1 517 65	6 75
Somme	2 577 25	6 44
Rhône	6 938 05	4 78
Cher	3 355 50	4 80

Insuffisant dans toutes les autres fédérations, qui n'atteignent pas 2 francs par membre, et nul dans les Hautes-Alpes, les Côtes-du-Nord, l'Orne et la Moselle, qui n'ont rien versé du tout.

communiste pour le renforcement de la discipline du Parti ; — 4. Résolutions contre la droite et les luttes fractionnelles adoptées par l'assemblée gén. des secrétaires fédéraux les … et 22. 9. 24) ; — 5. Un Comité d'action a été constitué entre la C. G. T. U. et le Parti communiste ; — 6. La lutte internationale contre le plan Dawes ; — 7. Contre les chemises noires : le Comité ouvrier antifasciste appelle à la formation des centuries ; — 8. Solutions communistes contre la vie chère ; — 9. La lutte pour l'unité du mouvement syndical international ; — 10. Pour l'unité du mouvement syndical ; — 11. La reconnaissance de la Russie des Soviets (U. R. S. S.) ; — 12. Le Bloc des gauches, c'est le Bloc National qui se survit ! ; — 13. Jaurès sous le drapeau rouge de la révolution prolétarienne ; — … *bis*. Situation italienne, Thèse du Bureau politique ; — … Thèses sur la situation anglaise ; — 15. Appel du Parti communiste français aux travailleurs anglais ; — 16. Le Parti communiste français à ses frères d'Allemagne ; — … Parti communiste français contre les persécutions des communistes allemands ; — 17. Le Parti communiste français félicite Abd-el-Krim pour ses succès ; — 18. Un télégramme du Bureau politique au Conseil national égyptien ; — 19. Le Parti communiste français au Parti communiste russe ; — 20. La lutte contre la droite.

(1) Les sous-titres sont de l'auteur.

En même temps, d'importantes transformations étaient faites dans l'appareil du Parti :

1° Un bureau d'organisation était créé pour décharger le Bureau politique du travail administratif et d'organisation ;

2° Des Commissions spéciales étaient constituées pour l'étude et l'application des décisions du Bureau politique : Commission des Cellules, syndicale, paysanne, féminine, coopérative, coloniale ;

3° Le groupe parlementaire était définitivement incorporé dans le Parti, et un membre du Bureau politique était placé à sa tête pour assurer la liaison et poursuivre l'examen du travail parlementaire en accord avec le groupe. Le groupe parlementaire a fait un bon travail au Parlement et dans la propagande à travers le pays. Cela fera l'objet d'un rapport spécial devant notre Congrès national.

Transformation de l' « Humanité » de Paris.

Parallèlement, la réorganisation de l'*Humanité* fut poursuivie.

Le personnel fut sensiblement réduit, et les traitements subirent une diminution.

Ces mesures provoquèrent d'assez violentes protestations de quelques licenciés, qui, par leurs manifestations, nous démontrèrent qu'ils n'avaient rien de communiste et que nous avions frappé juste en les chassant du journal du Parti.

Les services furent transformés, ainsi que la direction politique du journal, et nous pouvons dire maintenant, malgré quelques imperfections qui subsistent et qui sont dues aux insuffisances journalistiques de quelques-uns de nos camarades, que l'*Humanité* est vraiment le journal du Parti.

Depuis octobre, la présentation du journal démontre aux travailleurs qu'il est le seul organe de leur classe ; une large place est laissée à la vie des usines et à la vie du Parti, et les campagnes politiques et économiques qui y sont poursuivies démontrent l'activité et la volonté déployées par notre Parti pour la défense des intérêts du prolétariat.

L'Internationale communiste a félicité le Comité directeur pour cette tâche particulière de réorganisation de la presse. (*Humanité* du 15 octobre — voir annexe 2.)

Au sujet de l' « Humanité du Midi » et d'un quotidien du Nord.

Le Bureau politique a examiné la question de la suppression de l'*Humanité du Midi*. Bien que ce soit toujours une faute politique de supprimer un organe du Parti, la suppression avait été envisagée en raison de nos difficultés financières, aggravées par le déficit de cet organe, qui n'a pas de perspectives de développement dans cette région à moins de faire un nouveau lancement que nos ressources actuelles ne permettent pas.

Le Bureau politique a décidé la création d'un journal quotidien dans le Nord, qui pourra vivre et se développer plus facilement que celui du Midi, et la question de la suppression de l'*Humanité du Midi* fera à ce moment l'objet d'un nouvel examen.

Un rapport spécial sur la presse sera établi pour la discussion du Congrès.

Création des « Cahiers du Bolchevisme ».

Le *Bulletin Communiste* a été transformé en *Cahiers du Bolchevisme*, non pas pour donner une nouvelle présentation de textes dans un nouveau format, mais pour donner aux communistes une nouvelle substance s'inspirant des pensées et des actes de Lénine qui soit susceptible d'activer la bolchevisation idéologique de notre Parti.

Réorganisation du Parti sur la base des Cellules.

La réorganisation du Parti sur la base des cellules fut immédiatement entreprise et activement poursuivie ; des instructions précises furent envoyées à toutes les fédérations pour que, conformément aux décisions du 5e Congrès, la réorganisation soit terminée au 1er janvier 1925. (*Humanité* du 29 juillet et 4 août. Circulaire 43, reproduite dans le *Bulletin Communiste* du 26 septembre.)

Pour faciliter cette réorganisation, trois régions industrielles furent choisies où l'effort fut plus particulièrement porté de façon à servir d'exemple aux autres fédérations : Région Parisienne, Région du Nord et Région Lyonnaise.

La fusion de la Seine et de la Seine-et-Oise, par la création de la fédération de la Région Parisienne, a permis la réorganisation complète sur la base des cellules et des rayons. Au 1er janvier, cette fédération fonctionnera parfaitement sur les nouvelles bases.

La fusion du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme a facilité la réorganisation du Parti dans cette importante région. Le Bureau politique a mandaté le camarade Cadeau pour réaliser, d'accord avec les secrétaires fédéraux, les tâches politiques et organisatoires (*sic*) qui, en raison de leur complexité et de certaines difficultés régionales, se trouvaient négligées. Quelques frictions se sont produites entre le délégué du Bureau politique et le secrétaire de la Fédération du Nord, Guy Jerram, qui n'admettait pas la présence de Cadeau à ses côtés, bien qu'étant envoyé par le Bureau politique. Ces difficultés furent heureusement aplanies, et le travail de réorganisation de cette région se poursuit très activement et sera terminé à la date fixée par le Bureau politique.

La fusion du Rhône, de la Loire et de la Saône-et-Loire est faite, et dans cette région la réorganisation du Parti se poursuit activement et pourra être réalisée dans quelques mois. Le Bureau politique a mandaté le camarade Carlier pour le travail politique et organisatoire à accomplir en accord avec les secrétaires fédéraux. Quelques divergences qui existaient entre le Bureau fédéral du Rhône et le Bureau politique furent solutionnées par deux conférences entre les membres du Bureau politique et ceux du Bureau fédéral et du C. E. (1) du Rhône. Le Bureau politique se prononça catégoriquement contre la tendance droite représentée par Louis Sellier, du Rhône ; il critiqua les déviations « gauchistes » du Bureau fédéral et, en accord avec les éléments de gauche, qui déclarèrent vouloir œuvrer dans la ligne de l'Internationale, il décida des tâches politiques et organisatoires à accomplir. (*Humanité* 3 novembre.)

Le travail de réorganisation est très avancé dans les Fédérations de :

Aube, Allier, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Cher, Doubs, Eure-et-Loir, Gironde, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Oise, Seine-Inférieure.

Il est en voie d'exécution dans les Fédérations de :

Aisne, Ardennes, Ariège, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Creuse, Gard, Hérault, Ille-et-Vilaine, Loiret, Maine-et-Loire, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Orne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Sarthe, Seine-et-Marne, Tarn, Var, Vendée, Vienne.

Par contre, il n'est pas ou à peine commencé dans les Fédérations de :

Ain, Alger, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardèche, Aude, Aveyron, Calvados, Cantal, Constantine, Corse, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Finistère, Haute-Garonne, Gers, Indre, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Manche, Martinique, Mayenne, Moselle, Morbihan, Nièvre, Oran, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Savoie, Haute-Vienne, Savoie, Haute-Saône, Deux-Sèvres, Somme, Tarn-et-Garonne, Tunisie, Vaucluse, Vosges, Yonne.

D'autre part, le Bureau politique a décidé le resserrement des Fédérations sur les bases ci-après :

Fédération de la Région Troyenne : Aube, Haute-Marne, Yonne, Côte-d'Or ;

Fédération de la Région Est : Sud de la Meuse, Sud de la Meurthe-et-Moselle, Vosges ;

Fédération du Bassin de Briey : Ardennes, Nord de la Meuse, Nord de la Meurthe-et-Moselle ;

Fédération de l'Alsace-Lorraine : Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.

Fédération de la Région Belfortaise : Territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs ;

Fédération de la Région Méditerranéenne : Bouches-du-Rhône, Gard, Vaucluse ;

Fédération de la Région de la Garonne : Tarn, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Nord de la Haute-Garonne ;

Fédération de la Région Bordelaise : Gironde, Charente, Charente-Inférieure, Lot-et-Garonne, Ouest de la Dordogne ;

Fédération de la Région du Sud-Ouest : Haute-Vienne, Ouest de la Creuse, Corrèze, Nord-Ouest de la Dordogne ;

Fédération de la Région du Centre : Cher, Indre, Nièvre, Allier, Est de la Creuse ;

Fédération de la Région Atlantique : Loire-Inférieure, Sud du Morbihan, Ouest du Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée ;

Fédération de la Région Basse-Seine ; Seine-Inférieure, Sud-Ouest de la Somme, Eure ;

Fédération de la Région Bretonne : Finistère, Côtes-du-Nord, Nord du Morbihan ;

Fédération de la Région Tourangelle : Est de Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Sarthe ;

Fédération de la Région Rennaise : Ille-et-Vilaine, Mayenne ;

Fédération de la Région Normande : Manche, Calvados, Orne ;

Fédération de la Région du Roussillon : Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège ;

Fédération de la Région Varoise : Alpes-Maritimes, Var, Basses-Alpes ;

Fédération de la Région des Alpes : Sud-Est de l'Isère, Hautes-Alpes, Savoie, Haute-Savoie ;

Fédération de la Région de l'Ardèche : Ardèche, Drôme, Lozère.

Les quelques départements qui n'ont pas été rattachés à ces Fédérations le seront au moment où celles-ci seront organisées.

Travail de bolchevisation du Parti.

Malgré les difficultés financières, malgré la faiblesse de l'appareil du Parti, due au manque de militants qualifiés et à la grande faiblesse du Comité directeur, le travail de la bolchevisation du Parti fut poursuivi en même temps que la constitution des cellules ; des conférences des secrétaires des cellules, des conférences fédérales, régionales et nationales eurent lieu, au cours desquelles les théories et les pratiques léninistes et bolchevistes furent largement exposées.

Les nécessités d'un renforcement de la discipline conformément à l'appel de l'Exécutif (*Humanité* du 7 août — voir annexe 3), d'une plus grande centr

(1) Comité exécutif.

ation dans l'administration et la direction du Parti, une discussion plus complète et plus profonde des estions politiques dans les réunions des cellules, t été comprises par tous.

Pour activer et développer cette tâche urgente bolchevisation de notre Parti, des écoles léninistes t été ouvertes : écoles des jeunesses, écoles fédéles et école centrale du Parti, où 65 camarades ivent pendant deux mois les cours, pour être utiés ensuite aux besognes d'organisation et d'agitaon.

L'effort actuel est particulièrement porté sur les gions industrielles de la province ; il sera ensuite endu à tout le pays de façon que toutes les régions dustrielles ou paysannes soient politiquement et ganisatoirement au même niveau que la région risienne et que le danger d'une région très avancée, oyée au milieu de régions trop en retard, disparaisse le plus rapidement possible.

ssemblée des secrétaires fédéraux et conférence paysanne.

Dans le double but de donner un compte rendu es travaux du 5[e] Congrès et de fixer les tâches olitiques et organisatoires à réaliser, une conférence es secrétaires des Fédérations eut lieu les 21 et 2 septembre.

Après les exposés sur le 5[e] Congrès, sur la situaon mondiale, sur les tâches immédiates et les quesons coloniale et antimilitariste, quelques éléments e droite, et notamment Guilloud, secrétaire de la endée, et Monatte, crurent devoir attaquer le Bueau politique sur des faits tout à fait secondaires et n remettant en discussion l'exclusion de Souvarine.

L'assemblée condamna ce retour offensif de la roite en adoptant, à l'unanimité moins trois abstenons, une résolution indiquant que les critiques 'ordre secondaire formulées par la droite revêtaient n caractère d'opposition grave aux décisions du Congrès et qu'elles marquaient une volonté de uire et de décomposer le Parti en entravant son avail politique et de réorganisation. (*Humanité*, 3 septembre — voir annexe 4.)

Guilloud, qui avait apporté à la tribune les criques les plus démagogiques et les pires ragots, et ui était l'auteur d'une brochure électorale vraiment candaleuse, témoignant de son esprit petit-boureois, fut l'objet d'une demande d'exclusion qui fut loptée à la presque unanimité de la Conférence et écutée, par la suite, par le Comité directeur.

Ces attaques de droite furent suivies par des taques gauchistes de Rieu, qui crut devoir remettre n cause la gestion financière du Bureau politique ctuel et qui fit ainsi le jeu de la droite.

Cela détermina la Conférence à adopter une euxième résolution, présentée par la Nièvre, condamnt les éléments de droite et d'extrême gauche, et ur demandant de faire confiance et de soutenir le ureau politique, qui applique les décisions du Congrès, ou de quitter le Parti. (*Humanité*, septembre — voir annexe 4.)

La Conférence paysanne, qui se tint à l'issue de tte assemblée des secrétaires fédéraux, examina la tuation et les revendications des petits paysans et aucha les thèses qui furent ensuite adoptées par le omité directeur.

Action et travail commun avec la C. G. T. U.

Les rapports avec la C. G. T. U. (1) furent très équents et cordiaux. L'accord se réalisa toujours r les différentes questions politiques et syndicales et sur l'agitation à faire pour les mots d'ordre communs.

La coalition ouverte du capitalisme, des social-démocrates et des anarcho-syndicalistes rapproche de plus en plus les deux organisations révolutionnaires du prolétariat, qui devront s'unir encore plus étroitement pour lutter contre tous leurs ennemis.

L'agitation en faveur de l'amnistie, pour les huit heures, contre le plan Dawes, contre la vie chère et le pain cher, contre le fascisme, pour la reconnaissance de l'U. R. S. S. (1), pour l'unité syndicale nationale et internationale, etc., a été poursuivie en complet accord.

La participation à la Conférence internationale de Cologne contre le plan Dawes a été commune.

Par la suite, un Comité national d'action a été créé entre la C. G. T. U., le Parti communiste et les Jeunesses (*Humanité* du 19 octobre — voir annexe 5), et des instructions ont été données pour la création de Comités régionaux ou départementaux sur les mêmes bases.

Un Comité d'action franco-belge a été créé entre les partis communistes et les organisations syndicales révolutionnaires des deux pays, en vue d'accentuer la lutte contre le plan Dawes et de poursuivre la réalisation du front unique et de l'unité syndicale.

Des manifestations communes ont eu lieu pour l'amnistie, contre le plan Dawes, et notamment pour la grande démonstration de Luna-Park à l'occasion du 7[e] anniversaire de la Révolution russe, le 9 novembre ; elle fut suivie de vingt-cinq meetings dans les plus grandes villes, le 11 novembre.

Conférence de Cologne et lutte contre le plan Dawes.

Dès la réunion du Comité des experts, une active propagande fut faite contre le plan Dawes (2). Celle-ci fut encore accentuée par l'appel lancé par l'Exécutif (*Humanité* du 5 août). Par notre presse, par des meetings et des réunions d'usines, par une forte intervention à la tribune du Parlement, lors de la session extraordinaire d'août, par des tracts et brochures diffusés dans les usines, nous avons fait connaître aux travailleurs ce qu'était le plan Dawes et quelles allaient être ses conséquences.

Nous avons participé avec la C. G. T. U. à la Conférence de Cologne, le 9 octobre, et signé l'appel aux travailleurs de tous les pays, qui fixe l'agitation à poursuivre sur le plan international. (*Humanité*, 12 octobre — voir annexe 6.)

Cette Conférence lança également un appel aux peuples opprimés, un appel aux travailleurs des régions occupées et une résolution contre la terreur blanche. (*Bulletin Communiste* du 31 octobre.)

Agitation autour des différents mots d'ordre.

L'agitation en faveur de l'amnistie fut poursuivie par la presse, par meetings et par plusieurs interventions parlementaires.

Une agitation spéciale fut faite pour les emprisonnés de Mayence (édition de la brochure *Le Procès de Mayence*, par A. Marty), pour la réintégration des fonctionnaires révoqués en 1920, pour la libération des condamnés des conseils de guerre et pour les rabioteurs.

Notre Parti participa aux meetings organisés par le « Secours rouge », contre la terreur blanche et le fascisme, contre l'emprisonnement des révolutionnaires espagnols.

(1) Confédération générale du Travail unitaire.

(1) Union des républiques socialistes soviétiques.
(2) En voir le texte dans *D. C.*, t. 11, col. 963-1023.

Contre le fascisme.

Une campagne de presse et de meetings contre le fascisme en Italie, en Pologne, en Allemagne et en France, a été faite et se continue avec vigueur.

Au moment de l'assassinat de Matteotti (1), une vive agitation fut créée dans toute la France ; des propositions de front unique furent faites aux S. F. I. O. (2) pour une action commune ; ceux-ci refusèrent, préférant manifester avec la bourgeoisie. Quand les assassinats se multiplièrent à la suite du meurtre du fasciste Casalini, un Comité ouvrier antifasciste composé d'éléments du Parti communiste, de la J. C. (3) et de la C. G. T. U. fut créé pour la constitution de centuries ouvrières. (*Humanité* du 14 septembre.)

En France, la clique réactionnaire, rangée derrière Millerand, ayant lancé un appel au fascisme sans que le Gouvernement du Bloc des Gauches et les social-démocrates qui le soutiennent ne prennent aucune mesure pour l'empêcher de s'organiser, le Bureau politique a dressé un programme de lutte contre la réaction fasciste, en invitant nettement le Bloc des Gauches et les S. F. I. O. à se prononcer et à dire s'ils sont avec Millerand ou avec le prolétariat. (*Humanité*, 12 novembre — voir annexe 7.)

Contre le pain cher et la vie chère.

L'agitation contre le pain cher et la vie chère fut activement poursuivie par la presse, par meetings et par interventions parlementaires.

Un programme général de lutte fut dressé par le Bureau politique, qui, tout en dénonçant la démagogie stupide du Bloc des Gauches et des S. F. I. O., proposait un certain nombre de mesures énergiques, susceptibles de faire baisser le coût de la vie. (*Humanité*, 27 septembre — voir annexe 8.)

Ce programme a été déposé comme projet [proposition] de loi.

Pour le relèvement des salaires.

Tout en soutenant l'ensemble des corporations qui luttent pour le relèvement des salaires, une campagne spéciale fut faite pour les 1 800 francs des fonctionnaires et cheminots, et l'agitation poursuivie par la Fédération des fonctionnaires a été fortement soutenue.

Une campagne spéciale pour le relèvement des salaires est engagée sous le titre *Ceux qui n'ont pas 20 francs* ; après une enquête sérieuse et approfondie, la situation des ouvriers est traitée corporation par corporation, en même temps que se poursuit l'agitation contre la vie chère.

Pour l'unité syndicale nationale et internationale.

La propagande en faveur de la reconstitution de l'unité syndicale nationale et internationale fut poursuivie en accord avec la C. G. T. U.

Les décisions du 3e Congrès de l'Internationale syndicale rouge (*Humanité*, 2 septembre — voir annexe 9) sont strictement observées, et nous donnons la plus large place à cette importante question dans notre presse.

Partout où nous en avons eu l'occasion, devant le Parlement comme devant les travailleurs, nous démontrons la nécessité de réaliser l'unité du prolétariat pour le triomphe des luttes immédiates comme pour le triomphe de la révolution.

(1) Député socialiste, enlevé en automobile dans une rue de Rome et tué par des fascistes.
(2) Section française de l'Internationale ouvrière.
(3) Jeunesse communiste.

Un récent appel des exécutifs de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale roug[e] aux ouvriers et ouvrières de tous les pays indiqu[e] une fois de plus l'urgence de la réalisation de l'unit[é] nationale et internationale, pour la lutte contre l[e] plan Dawes. (*Humanité*, 10 octobre — voir an[-] nexe 10.)

Cette question fait l'objet d'un rapport spécia[l] devant notre Congrès national.

Contre la scission syndicale provoquée par les anarchistes

Toutes les manœuvres de scission qui ont précéd[é] la sortie de la minorité anarcho-syndicaliste de l[a] C. G. T. U. ont été systématiquement dénoncées pa[r] nous.

Nous avons soutenu la C. G. T. U. par tous no[s] moyens et la scission perpétrée par les anarchiste[s] a pu être limitée aux seuls syndicats du bâtimen[t] de la région parisienne, directement placés sous leu[r] influence.

Reconnaissance de la Russie des Soviets (U. R. S. S.)

Ce mot d'ordre passa au premier plan, et la cam[-] pagne poursuivie eut un tel retentissement dan[s] les masses travailleuses qu'elle obligea le Bloc de[s] Gauches à réaliser enfin la promesse de reconnais[-] sance immédiate qu'il avait faite pendant la périod[e] électorale (1).

Au moment de la reconnaissance *de iure*, le Par[ti] souligna le caractère véritable de la reprise des rela[-] tions et adressa au peuple russe un télégramm[e] saluant cette nouvelle victoire du prolétariat sur l[e] capitalisme. (*Humanité*, 29 octobre — voir an[-] nexe 11.)

L'agitation se poursuit pour que cette reconnais[-] sance, qui a été faite du bout des lèvres, et qu[i] cache les pires appétits et les desseins les plus louche[s] des capitalistes, ne se retourne pas contre l'U. R. S. S., et qu'elle s'établisse complètement sans au[-] cune condition.

Contre les reniements du Bloc des Gauches et les trahisons des S. F. I. O.

Nous avons dénoncé avec force les multipl[es] reniements du Bloc des Gauches ; ces reniements on[t] constitué autant de trahisons de la part des S. F. I. O. :

1° Pour le sabotage de l'amnistie et la non-réin[-] tégration des révoqués ;

2° Pour le maintien de l'occupation de la Ruhr [et] le vote des crédits par les S. F. I. O. ;

3° Pour l'acceptation du plan Dawes et des accord[s] de Londres, qui appauvrissent et asservissent le pro[-] létariat mondial, votés par les S. F. I. O. ;

4° Pour le bluff de l' « ère nouvelle de paix » et la comédie de Genève à la 5e Assemblée de l[a] Société des Nations, à laquelle participaient les S. F. I. O., au moment où la guerre se continuait a[u] Maroc, en Syrie et en Chine ;

5° Pour le retard apporté à reconnaître la Russ[ie] des Soviets. Pour la politique agressive poursuiv[ie] par le Bloc des Gauches, qui soutient les contr[e-] révolutionnaires géorgiens, qui donne des millio[ns] à la Petite Entente et notamment à la Pologne, pou[r] créer une base sous-marine, au moment même o[ù] il reconnaît *de iure* l'U. R. S. S. ;

6° Pour la présentation d'un budget qui compren[d] tout comme celui du Bloc National, le double décim[e] l'impôt sur les salaires, une augmentation de 600 mi[llions]

(1) Cf. *D. C.*, t. 12, col. 1188 ; t. 13, col. 28.

...ons aux budgets de la Guerre et de la Marine et ...s fonds secrets pour les provocateurs et les mou...hards de la police politique. Nous avons largement ...ignalé la canaillerie des S. F. I. O., qui ont voté ...s fonds secrets en argumentant misérablement que ...'était *pour ne pas faire le jeu de la droite* ;

7° Pour la mauvaise volonté évidente du Bloc des ...auches à combattre la vie chère en employant les ...oyens qu'il avait promis au cours de la période ...lectorale, et que les S. F. I. O. continuent à prôner ...émagogiquement par la bouche de Renaudel, qui ...ffirme que *le Bloc des Gauches prendra l'argent où ... est*, alors qu'il continue à le prendre dans la poche ...es travailleurs ;

8° Pour la politique de soutien du fascisme, orga...isé par la bande à Millerand, que le Bloc des ...auches se borne à ironiser et à critiquer, mais ne ...herche pas à détruire. Pour sa complaisance cou...able à l'égard de toutes les ligues fascistes : Ligues ...es Camelots du roi de Daudet ; Ligue nationale du ...rio Millerand, Maginot, François-Poncet, serviteurs ...u Comité des Forges ; Ligues civiques du général ...alleterre ; Ligues catholiques du général de Cas...elnau ; Ligues des anciens combattants chefs de ...ection, de Binet-Valmer.

Le Parti, dans un appel aux ouvriers, paysans et ...oldats (*Humanité* du 19 août — voir annexe 12), ... démontré sa volonté de combattre le Bloc National ...e gauche de la même façon qu'il avait combattu ...elui de droite, et il a invité tous les travailleurs à ...e grouper derrière lui, pour hâter la décomposi...ion et vaincre le bloc Herriot, *aile gauche de la ...ourgeoisie et du fascisme*, au sein duquel se trouve ...éfinitivement incorporé le Parti S. F. I. O.

Dans toutes les occasions : par la presse, les mee...ings, au cours des élections partielles, notre pro...agande s'est exercée en faveur du « Bloc Ouvrier ...t Paysan » (1), et la signification de ce mot d'ordre a ...té longuement expliquée dans les organes du Parti. ...ne thèse sur le programme municipal du « Bloc ...uvrier et Paysan » a été élaborée par le Comité ...irecteur pour servir aux prochaines élections muni...ipales d'avril 1925. (*Bulletin communiste* du 7 no...embre 1924.)

Contre l'insurrection menchevick en Géorgie.

Au moment où les blancs et les menchevicks ...éorgiens, de complicité avec les gros financiers et ...s rois du pétrole, déclanchèrent leur insurrection ...n Géorgie grâce au soutien qui leur fut donné par ... Bloc des Gauches, par les S. F. I. O. et leur ...e Internationale, nous dénonçâmes cette criminelle ...venture, en publiant de larges extraits du procès ...avinkov et des documents émanant des contre-ré...olutionnaires géorgiens eux-mêmes.

Notre campagne a démontré le rôle actif joué par ...os gouvernants, et particulièrement par les social-...émocrates du type Renaudel, dans l'organisation et ... soutien de ce soulèvement.

Nous avons invité les chefs S. F. I. O. à venir ...xpliquer leur attitude contre-révolutionnaire devant ...s travailleurs parisiens, dans un grand meeting ...ublic où la liberté de la parole leur était garantie. ...s se gardèrent bien de répondre à cette invitation, ... c'est devant 6 000 travailleurs que nous réfutâmes ...s affirmations mensongères produites par eux, ...ut en apportant la preuve de la besogne contre-...évolutionnaire qu'ils accomplirent aux côtés des ...enchevicks géorgiens.

(1) Sur la constitution et le programme de ce « Bloc ...uvrier et paysan », cf. *D. C.*, t. 11, col. 1176-1179.

Soutien des grèves.

Quatre grèves importantes : des mineurs belges du Borinage, des dockers de Bizerte, du Textile de la région de Rouen et des sardiniers de Douarnenez, ont reçu l'appui du Parti par tous les moyens dont il dispose.

Dans la grève des mineurs belges du Borinage, notre Parti, aux côtés de la C. G. T. U. et de la Fédération Unitaire des Mineurs, intervint auprès des organisations syndicales belges en grève, et il donna son plus complet concours moral et financier pour soutenir cette grève, qui fut sabotée et brisée par les chefs social-démocrates belges.

Dans la grève sanglante des dockers de Bizerte, où les communistes furent à leur poste de combat et donnèrent l'exemple, notre Parti, malgré les grandes difficultés dues à l'éloignement, ne cessa pas d'apporter son plus grand appui à ce mouvement, qui prit un caractère de révolte contre les brimades, les provocations et les emprisonnements des membres du Comité de grève.

Quand le gouverneur Saint donna carte blanche au directeur de la Sûreté Campana pour mater le mouvement — ce qui permit, le 11 septembre, à cet ignoble individu de faire mitrailler les manifestants qui venaient protester contre l'emprisonnement de leurs militants, — le Parti communiste et la C. G. T. U. élevèrent leurs protestations et saisirent tout le prolétariat de cet assassinat policier, en dénonçant la complicité du Gouvernement du Bloc des Gauches et des S. F. I. O., qui couvraient Saint et son acolyte, le bourreau Campana.

Pour la grève de Douarnenez, notre Parti y délégua ses propagandistes et apporta tout son appui moral et financier pour assurer le succès de ce mouvement.

Dans les multiples grèves de moindre importance, notamment celle des inscrits et du textile, notre Parti ne marchanda jamais son concours pour en assurer le succès. Malgré cela, il reste encore beaucoup à faire pour assurer aux ouvriers l'appui complet du Parti dans tous les mouvements contre le patronat.

Manifestations sur les mots d'ordre du Parti.

Un certain nombre de manifestations de rue et de grands meetings eurent lieu pour diffuser les mots d'ordre du Parti, pour s'opposer aux provocations de la bourgeoisie, et pour dénoncer les reniements du Bloc des Gauches et les trahisons des S. F. I. O.

Fin juillet et commencement août, eut lieu la Semaine internationale contre la guerre et la social-trahison, avec meetings et démonstrations en province et à Paris.

Cette semaine se termina par une manifestation de rue à Paris à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Jaurès et du carnage impérialiste ; elle rassembla 15 000 manifestants, qui clamèrent leur volonté d'opposer à la guerre impérialiste la guerre civile. (*Humanité*, 29 juillet.)

Commencement septembre, notre Parti soutint la 10e Semaine internationale des Jeunesses, qui se termina par une manifestation de rue à Saint-Denis.

Le 28 septembre, à l'occasion du 60e anniversaire de la fondation de la Ire Internationale (1), eut lieu une grande manifestation de rue à Courbevoie, pour soutenir tous les mots d'ordre du Parti et particulièrement la lutte contre le plan Dawes et la vie chère. 25 à 30 000 travailleurs défilèrent derrière

(1) Sur les diverses Internationales, cf. *D. C.*, t. 3, pp. 787-788.

les drapeaux du Parti et applaudirent les déclarations des orateurs qui parlèrent sur les trois tribunes dressées sur la place de la Défense, au centre de Courbevoie.

Le 9 novembre, à l'occasion du 7e anniversaire de la Révolution russe (1), une grande démonstration, organisée par le Comité d'Action (Parti communiste, Jeunesse communiste, C. G. T. U.), eut lieu dans l'immense salle de Luna-Park, à Paris. 20 à 25 000 travailleurs répondirent à l'appel du Comité d'Action, et, tout en saluant la Révolution russe, l'U. R. S. S., qui venait d'être reconnue par le Gouvernement Herriot, clamèrent leur volonté de soutenir tous les mots d'ordre du Parti, des Jeunesses et de la C. G. T. U. En province, 25 meetings eurent lieu dans les plus grandes villes et obtinrent dans l'ensemble un bon succès.

A cette occasion, le Comité exécutif de l'Internationale communiste publia une thèse pour l'agitation et la propagande (*Bulletin Communiste* du 7 novembre) et un appel aux travailleurs de tous les pays (*Humanité*, 9 novembre).

Le 23 novembre, à l'occasion du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, organisé par le Gouvernement du Bloc des Gauches, le Comité d'action (Parti communiste, Jeunesse communiste, C. G. T. U.) décida d'organiser une manifestation distincte de la manifestation officielle. Tous les mots d'ordre du Comité d'action y furent soutenus et son caractère puissant donna à la mascarade politique préparée par le Bloc des Gauches, sous la direction des traîtres S. F. I. O., sa véritable signification révolutionnaire.

Sérieusement préparée par des meetings à la sortie des usines, elle rassembla environ 200 000 travailleurs (2) derrière le Comité d'action, et fut une des plus puissantes qu'on ait jamais vues.

Cette masse formidable cria son mépris, sa colère, sa haine, aux bourgeois de droite et de gauche, et fustigea les social-traîtres, qui venaient de voter les fonds secrets et osaient encore se réclamer de Jaurès. Le mot d'ordre *Jaurès appartient au Prolétariat* fut repris par tous les travailleurs, qui comprirent et protestèrent contre l'accaparement de la dépouille de Jaurès par les bourgeois radicaux qui, en 1914, le menacèrent du poteau d'exécution, pour s'en servir en 1924 pour les besoins de leur politique de collaboration avec les social-traîtres.

Un numéro spécial de l'*Humanité, tiré à 100 000 exemplaires*, qui contenait une déclaration du Bureau politique : *Jaurès sous le drapeau rouge de la Révolution prolétarienne* (*Humanité* du 23 novembre — voir annexe 13), fut distribué gratuitement au cours de la manifestation.

Activité politique internationale.

Notre Parti intervint politiquement et d'une façon tout amicale auprès des partis frères, quand les événements le nécessitaient.

(1) Voir l'origine et le récit de cette révolution par Jean Deschartes, dans *D. C.*, t. 6, pp. 54-63.

(2) Ce chiffre est celui qu'accusait l'*Humanité* du 24 novembre. Il est très supérieur à ceux qui figurent dans les comptes rendus de la presse au lendemain de la manifestation : la *Liberté* parle de 100 000 communistes ; l'*Eclair*, 20 000 ; la *Croix*, le *Matin*, le *Journal*, 15 000 ; l'*Echo de Paris*, le *Radical*, 10 000 à 15 000 ; la *Victoire* : « Sont-ils 25 000 ? Sont-ils 50 000 ? Peut-être davantage. » En général, la presse du Cartel des Gauches, notamment le *Quotidien* et l'*Ere Nouvelle*, de même que certains organes d'information comme le *Petit Parisien* et le *Petit Journal*, ne donnent aucun chiffre.

Auprès du Parti communiste italien.

Au moment où la situation politique en Italie devenait sérieuse, par suite de l'assassinat de Matteotti et de la décomposition du fascisme, notre Parti frère publia une thèse qui nous parut inexacte et dangereuse ; nous envoyâmes immédiatement un camarade mandaté par le Bureau politique pour étudier la situation et discuter avec les militants responsables. A son retour, et après examen sérieux de la situation en Italie, le Bureau politique publia une thèse (*Bulletin Communiste* du 17 octobre — voir annexe 13 *bis*) qui fixait la position de notre Parti à l'égard de la situation en Italie et de la position prise par le Parti communiste italien. Les événements qui se déroulèrent en Italie modifièrent la position du Comité central du Parti communiste italien et justifièrent notre thèse. Le Parti communiste italien nous informa qu'un contact plus étroit serait établi entre nos deux partis.

Auprès du Parti communiste espagnol.

Quand les Riffains, sous la conduite d'Abd-el-Krim, menacèrent de jeter les Espagnols à la mer, rendant ainsi la situation politique de Primo de Rivera très chancelante, notre Bureau politique mandata un camarade pour se rendre auprès du Parti communiste espagnol, afin de l'aider à engager l'agitation contre la guerre marocaine et contre le dictateur, et de nous renseigner sur la situation en Espagne.

Au retour de ce camarade, la situation politique en Espagne fut reconnue comme étant très sérieuse et les faiblesses et les fautes du Parti communiste espagnol furent critiquées pour être, si possible redressées en accord avec notre Parti frère.

Les Jeunesses et notre Parti apportèrent par la suite, dans la mesure de leurs moyens, leur aide au Parti espagnol.

Une importante manifestation franco-espagnole fut organisée à Bayonne et, dans les récents événements, notre Parti intervint de toutes ses forces contre les persécutions et les exécutions des militants. Avec le concours du « Secours rouge », une série de meetings fut organisée à Paris et en province, pour protester contre la terreur blanche de la dictature agonisante et pour dénoncer l'attitude du Gouvernement Herriot, qui emprisonnait les révolutionnaires arrêtés en France et les livrait à la police espagnole.

Auprès du Parti tchéco-slovaque.

Notre Parti a suivi avec la plus grande attention les discussions qui eurent lieu au sein du Parti tchéco-slovaque, au lendemain du 5e Congrès.

Au Congrès national du Parti communiste tchèque en octobre, notre camarade Treint, représentant l'Exécutif de l'Internationale communiste, parla également au nom de notre Parti : il défendit la ligne de l'Internationale, et œuvra pour la bolchevisation de ce Parti, qui est un des plus importants de l'Internationale.

Auprès du Parti communiste suédois.

Au moment où le social-démocrate Hoeglund fit la scission dans le Parti communiste suédois, notre Parti intervint, en blâmant l'attitude de Hoeglund et nos cellules votèrent des résolutions pour soutenir la fraction restée fidèle à l'Internationale communiste.

Notre Parti désigna par la suite deux camarades pour assister au Congrès du Parti communiste suédois reconstitué, afin d'y défendre les mots d'ordre et la ligne politique déterminée par le 5e Congrès mondial.

Auprès du Parti communiste anglais.

Notre Parti soutint fortement le Parti communiste nglais dans la période électorale. Pour lui éviter es déviations qui auraient été fâcheuses pour son éveloppement, notre Bureau politique élabora une nèse sur la situation anglaise, qui fixait la position u Parti communiste français sur les tâches du Parti ommuniste anglais et l'attitude qu'il devait adopter endant la lutte électorale à l'égard des partis en résence (*Humanité*, 15 octobre — voir annexe 14). otre Parti lança également un appel aux travailleurs anglais groupés dans les Trade Unions, dans quel les illusions travaillistes et les multiples trahisons du Gouvernement Mac Donald étaient dénoncées, et où, en conclusion, les tâches et l'attitude es ouvriers anglais étaient fixées. (*Humanité*, 21 ocobre — voir annexe 15.)

Une brochure des *Cahiers du Militant* fut éditée ur la « Question Anglaise », pour être diffusée et ermettre aux travailleurs communistes de se faire ne opinion.

Le Bureau politique désigna deux camarades pour ider le Parti communiste anglais pendant sa camagne électorale et pour y soutenir notre thèse et la igne de l'Internationale communiste.

Auprès du Parti communiste belge.

En accord avec l'Internationale communiste, notre Bureau politique examina avec le Parti communiste elge des possibilités de développement, au moyen l'un accord politique réalisé avec l'organisation yndicale des « Chevaliers du Travail » et avec la raction gauche du P. O. B. (1) — groupe Demblon, — dont certains éléments, et Demblon lui-même, taient menacés d'exclusion.

Plusieurs réunions eurent lieu entre les représenants de notre Bureau politique, ceux du Parti comnuniste belge et des « Chevaliers du Travail », qui boutirent à la formation d'un Comité entre les deux rganisations pour la reconstitution et le dévelopement du Parti communiste belge et pour l'incororation éventuelle du groupe Demblon.

Enfin, comme il est déjà indiqué plus haut, notre Parti et la C. G. T. U. secondèrent le Parti communiste belge et les « Chevaliers du Travail » pendant es grèves du Borinage et se rencontrèrent dans les Conférences internationales où se discuta l'agitation commune à faire contre le plan Dawes.

Auprès du Parti communiste allemand.

En dehors des deux Conférences internationales qui se tinrent à Cologne, en juin et octobre, pour 'organisation commune de l'agitation contre le plan Dawes et qui sont signalées plus haut, notre Parti fut en apport constant avec le Parti communiste allemand.

A plusieurs reprises, des camarades mandatés par notre Bureau politique se rendirent auprès de la Centrale allemande, soit pour examiner la situation politique intéressant plus particulièrement nos deux pays, soit pour l'agitation contre le plan Dawes et en faveur de l'Unité syndicale. Réciproquement, le Parti communiste allemand se fit représenter par un délégué auprès de notre Bureau politique.

Au moment où les gouvernants social-démocrates d'Allemagne accentuèrent leur répression contre les communistes en emprisonnant les militants ouvriers et les dirigeants du Parti, notre Bureau politique envoya une adresse de solidarité (*Humanité* du 25 octobre — voir annexe 16), qui fut par la suite adoptée par un grand nombre de nos cellules d'entreprises et transmise aux cellules correspondantes d'Allemagne.

Un appel de l'Exécutif (*Humanité* du 2 novembre) et une nouvelle protestation du Bureau politique contre les persécutions des communistes (*Humanité* du 5 novembre — voir annexe 17) furent publiés pour accentuer le mouvement de solidarité des ouvriers français envers les ouvriers allemands, et pour dénoncer la terreur blanche instaurée par les social-démocrates fascistes allemands.

Notre Bureau politique décida d'envoyer dix camarades, pris à l'usine et au Parlement, pour soutenir la campagne électorale aux côtés des communistes allemands. C'est dire que les rapports entre les deux partis frères n'ont pas été seulement cordiaux, mais très actifs dans la lutte contre l'impérialisme.

Agitation pour la libération des peuples coloniaux.

Notre Parti a entrepris un sérieux travail sur la question coloniale et poursuivi une vive agitation pour la libération des peuples coloniaux.

Trois meetings des peuples coloniaux eurent lieu à Paris, pour dénoncer l'impérialisme espagnol au Maroc et pour éclairer les travailleurs sur les événements de la Guadeloupe.

Au moment où Abd-el-Krim battait les troupes de Primo de Rivera, le Bureau politique lui envoya une dépêche le félicitant pour sa lutte pour l'indépendance du Maroc, et lui demandant de la poursuivre en liaison avec le prolétariat contre tous les impérialismes. (*Humanité*, 11 septembre — voir annexe 18 [1].)

Quand le Gouvernement conservateur Baldwin lança son ultimatum à ses peuples coloniaux égyptiens et soudanais, le Bureau politique adressa un télégramme au Conseil national égyptien, et le Comité central d'Action proposa un Comité international pour la défense de l'Egypte opprimée. (*Humanité*, 27 novembre — voir annexe 18.)

Un Congrès des peuples coloniaux s'est tenu à Paris, le 7 décembre, et adopta d'importantes résolutions. (*Humanité*, 9 décembre.)

Une école coloniale va s'ouvrir sous peu à Paris.

Il reste encore du travail à accomplir pour réaliser toutes les tâches fixées par le 5e Congrès, et, à ce propos, un rapport beaucoup plus détaillé sera établi par la Commission coloniale.

Contre l'intervention en Chine.

Par sa presse, par ses cellules et dans les nombreux meetings, notre Parti a saisi la classe ouvrière du caractère de l'intervention des impérialismes français, anglais et américains, en Chine.

Une brochure, *Les Cahiers du Militant*, sur « Les Impérialistes en Chine », fut éditée pour éclairer les travailleurs sur l'imbroglio chinois.

En conformité avec un appel de l'Internationale communiste (*Humanité*, 9 septembre), notre Parti a soutenu le chef du Parti national révolutionnaire, Sun-Yat-Sen, contre les autres généraux aventuriers, agents des impérialistes français, anglais, américains et japonais.

Nous avons dénoncé le Gouvernement Herriot pour sa participation dans l'intervention impérialiste en Chine par l'envoi de navires de guerre dans les ports chinois.

Pour les élections municipales de 1925.

Notre Parti a déjà amorcé dans sa presse la campagne municipale de 1925.

Des thèses sur le programme municipal (*Bulletin*

(1) Parti ouvrier belge.

[1] Reproduite dans *D. C.*, t. 13, col. 182, en note.

Communiste, 7 novembre) et sur l'application du mot d'ordre du « Bloc Ouvrier et Paysan » à l'action municipale seront transmises sous peu aux Fédérations ; elles fixeront l'attitude du Parti communiste à cette occasion.

Notre politique et notre travail chez les paysans.

Un gros effort a été fait par notre Parti pour le développement de son influence dans les milieux paysans.

Par notre presse, par brochures, par interventions à la tribune du Parlement, nous nous sommes adressés aux petits paysans en prenant la défense de leurs revendications et en leur démontrant que nous étions le seul Parti capable de déposséder les gros propriétaires terriens et de remettre la terre aux travailleurs capables de l'exploiter et aux paysans pauvres.

En dehors d'une conférence paysanne qui eut lieu à l'issue de l'assemblée des secrétaires fédéraux, des conférences restreintes se tinrent et des conférences régionales vont se tenir courant décembre, pour examiner l'organisation du travail et de la propagande chez les paysans. Une thèse fixant le plan de travail de notre Parti a été adoptée. (*Bulletin Communiste* du 7 novembre.)

Cette importante question fera l'objet d'un rapport particulier, et une conférence spéciale aura lieu à l'occasion de notre Congrès national.

La lutte contre la Droite nationale et internationale.

Le Bureau politique a poursuivi une lutte persévérante et sévère contre les éléments social-démocrates ou confusionnistes de droite. Les leaders de cette droite en France, Monatte et Rosmer, après s'être déclarés d'accord avec les décisions du 5e Congrès, engagèrent dès le lendemain une lutte sourde contre la direction du Parti, en colportant divers ragots, notamment en affirmant qu'il existait un testament de Lénine qui était caché aux partis communistes de l'Internationale par quelques militants du Comité central de l'Internationale communiste.

Ils donnaient ainsi raison à la presse bourgeoise, qui avait attaqué les communistes à l'aide de ce ragot. Il fut aussi utilisé ensuite par les éléments confusionnistes groupés autour de Monatte et Rosmer, dans les assemblées de cellules, rayons et sections, à l'Assemblée fédérale de la Seine, à l'assemblée des secrétaires fédéraux, etc., dans le but de discréditer les militants responsables du Comité central de l'Internationale communiste et de jeter le désarroi et la confusion dans les rangs de notre Parti.

Les ouvriers communistes firent eux-mêmes justice de ces ragots de concierge en blâmant leurs auteurs et en activant la réorganisation du Parti sur la base des cellules.

Ces petits moyens furent employés à défaut de pouvoir rouvrir devant le Parti la discussion sur l'exclusion de Souvarine ; cette question ne fut que timidement posée devant les Assemblées, on se contenta d'en parler dans les coulisses. Ce cas avait été également tranché par la masse communiste.

Il y a quelques jours, et de la même manière qu'était (*sic*) parue la brochure *Cours Nouveau*, de Souvarine, à la veille du 5e Congrès, une brochure, *Lettres aux Membres du Parti communiste*, signée Monatte, Rosmer, Delagarde, est (*sic*) adressée aux membres du Parti à la veille du Congrès National.

Cette brochure, dans laquelle les membres du Bureau politique sont attaqués à l'aide d'arguments employés autrefois par les Fabre, Victor Méric, Pioch, Frossard, etc., est éditée, dit-on, *sous le prétexte que la presse communiste est monopolisée par la Direction du Parti.*

Il est évident qu'une prose de ce genre, poissarde et anticommuniste au plus haut point, ne trouvera jamais place dans les organes de presse du Parti.

Pour l'édification des camarades qui ne connaîtraient pas le contenu de cette brochure, voici quelques-unes des insanités qu'elle contient et qui se passent de commentaires :

« Nous avons méprisé les attaques, estimant que le Parti avait mieux à faire que de s'entre-déchirer, et que le temps suffirait à calmer l'ardeur des néophytes du prétendu bolchevisme français qui nous insultent. »

« Naturellement, ce qui leur importe, ce n'est pas un jugement éclairé du Parti, mais son approbation aveugle et fanatique. »

« Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on obéit sans comprendre et surtout sans murmurer autre chose que le sacramentel « Capitaine, vous ave » raison ! » Une mentalité de Chambre se crée et les mœurs des sous-of. s'installent. Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt, la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'Etat français. »

« Il faut s'incliner non devant des idées ou des décisions prises par l'organisation, mais devant des hommes. Par ce moyen, ce ne sont que des cadres solides que l'on prépare, ce n'est pas une cohorte de fer que l'on forme, mais un régiment de limaces ! »

« Des perroquets communistes peuvent seuls parle sans rire de l'unité monolithique du Parti communiste français ! »

« L'importance du Congrès prochain ne peu échapper à l'ensemble des membres du Parti. C qui est important, ce n'est pas que nous puission y être frappés d'exclusion, c'est que, sous l'étiquett de la bolchevisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles, qui sont bien le plus flagran désaveu du bolchevisme et du communisme. »

Voilà qui suffit à juger les auteurs.

Lénine a magistralement répondu à ces attaques tout imprégnées d'anarchisme, en écrivant :

« Cet anarchisme de grand seigneur est caractéristique du nihiliste russe, auquel l'organisation d Parti semble une monstrueuse fabrique ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majo rité, une servitude ; la division du travail sous l direction d'un organisme central, une transforma tion des hommes en « rouages ». Il est clair qu ces protestations contre le « bureaucratisme » n servent qu'à masquer chez leurs auteurs un mécon tentement personnel de la composition des orga nismes centraux. »

Nous avons vu que les cellules n'ont pas attend les décisions du Bureau politique pour demande l'exclusion des trois signataires.

Signalons tout de suite que le Bureau politique convoqué une conférence des représentants des fédé rations et rayons constitués et des membres d Comité directeur pour faire prononcer l'exclusion d ces ennemis du Parti et de l'Internationale et de ceu qui se solidariseraient avec eux.

Examinons quelques autres passages de la brochu qui démontrent l'état d'esprit des auteurs.

Ces maladroits et mauvais défenseurs de Trotsk écrivent : « Certes, on nous a trouvés et on no trouvera partout chaque fois qu'on insultera Trotsk parce que son nom et son effort, à côté du no et de l'effort de Lénine, s'identifient avec la révol

ı russe. Nous dirons plus : nous pensons que c'est ›tsky qui, à l'heure actuelle, pense et agit vrainnt dans l'esprit de Lénine, et non ceux qui le ırsuivent de leurs attaques, tout en se drapant ıs le manteau du léninisme. »

Nous avons reconnu l'œuvre, le grand rôle et le vail d'organisation révolutionnaire accomplis par ›tsky pendant la révolution russe, mais nous penıs que sur certains problèmes politiques et éconoques actuels il se trompe, comme cela lui est ivé autrefois, et nous le lui disons carrément, ıs notre langage d'ouvriers révolutionnaires.

Nous ne suivrons pas Monatte et Rosmer dans leurs préciations sur la soi-disant position léniniste de ›tsky ; notre Parti a condamné, dans une adresse Parti communiste russe, les tentatives de l'oppoion russe, dirigée par Trotsky, de recommencer ıs une forme idéologique la lutte contre le Comité ıtral, qui applique la ligne léniniste. (*Humanité* 28 novembre — voir annexe 19.)

S'il plaît aux confusionnistes de droite d'opposer trotskysme au léninisme, qu'ils en prennent la sponsabilité, mais qu'ils sachent bien que nous mbattrons de toutes nos forces, et dans toutes les uations, toutes tentatives de reviser le léninisme travers du trotskysme. Nous pensons qu'il y a ieux à faire dans une période où le fascisme et mpérialisme menacent de plus en plus le monde ı travail.

Nous disons qu'il existe un Comité central de nternationale qui a la confiance du prolétariat sse ; qui a été désigné par les Partis communistes ı monde entier pour diriger l'Internationale, qui ıide celle-ci dans la voie du léninisme et de la lchevisation des partis ; qui est composé de miliıts appartenant à la vieille garde bolchevik qui ont tté aux côtés de Lénine, et nous déclarons faire tièrement confiance dans [à] ce Comité, où collecement les pionniers de la révolution d'Octobre traillent pour le développement et le triomphe du mmunisme dans le monde.

Rosmer et Monatte déclarent plus loin : « Que le ıreau politique a dirigé le Parti sans tenir compte ı Comité directeur ; celui-ci a été réuni ou non au é du secrétariat, on a tranché de tout sans le nsulter et souvent sans l'avertir ensuite. »

C'est vrai que seul le Bureau politique a dirigé Parti depuis le 5e Congrès, mais nous n'avons s caché que le Comité directeur était politiqueent faible, très faible, et que beaucoup de membres, ur des motifs divers, n'assistaient pas régulièreent aux séances. Dans les quelques séances qui se ırent, il n'y eut aucune controverse sérieuse, aune discussion intéressante sur les problèmes orgasatoires et politiques posés par le 5e Congrès et par s événements intérieurs et extérieurs. On se borit à sanctionner automatiquement le travail du ıreau politique, et les éléments de droite y jouaient rôle de spectateurs désintéressés.

On comprendra que, après plusieurs expériences et ns des conditions semblables, nous n'ayons pas u utile de continuer à perdre notre temps à pérer dans le vide. Nous avons d'ailleurs remplacé s réunions du Comité directeur par des assemblées s secrétaires des cellules, où nous exposions les oblèmes multiples qui retenaient notre attention.

Nos confusionnistes de droite écrivent encore : Nous sommes bien certains que l'*Humanité* est jourd'hui de moins en moins un journal, qu'elle devenue un mauvais *Bulletin Communiste* quolien. »

Ces extravagantes appréciations sont apportées, ns doute, parce que nous avons remercié un certain nombre de rédacteurs de tendance confusionniste et de mœurs petites-bourgeoises qui considéraient l'*Humanité* comme leur chose et se moquaient comme de leur première chemise des décisions du Bureau politique sur la transformation du journal.

Nous pensons que le tirage actuel de l'*Humanité*, sa tenue communiste, son allure combative, la large place qu'elle donne aux revendications et à la vie des travailleurs, sont la meilleure réponse aux calomnies apportées.

Certes, il nous manque encore des journalistes ouvriers pour remplacer les journalistes petits-bourgeois que nous avons remerciés. Il manque souvent des virgules, des points sur les i et des barres sur les t ; les phrases sont parfois mal tournées, le style et les nuances sont absents ; mais la pensée, la foi et la volonté communistes s'y trouvent tout au long des lignes écrites à la hâte par des mains qui tiennent mal la plume mais qui savent traduire les angoisses, les misères, les désirs et les espoirs des travailleurs pour les avoir vécus et pour les vivre encore.

Si nous n'avons plus les poèmes de Georges Pioch et les belles phrases de Frossard, nous avons une vie des usines qui intéresse bien autrement les ouvriers.

Et puis, en portant ces appréciations injustes et tendancieuses, Monatte et Rosmer auraient dû être un peu plus modestes, car nous les avons vus à l'œuvre à la direction de l'*Humanité*, et la collection est encore là pour établir la comparaison et pour apprécier la différence et la valeur de leurs capacités de journalistes.

Enfin, ils parlent d'une intervention de Guy Jerram au 5e Congrès en faveur de Souvarine, en ces termes : « Jerram, dans un geste de courage, cherche à empêcher la délégation française de commettre une faute préjudiciable au Parti. »

Ils n'ont pas osé ouvrir devant le Parti la discussion sur l'exclusion de Souvarine, mais ils usent de petits moyens de ce genre pour la poser, la faire poser à notre Congrès national.

Les camarades apprécieront comme il convient ce qu'ils appellent « l'acte de courage » de Jerram, qui se prononça contre l'exclusion de Souvarine pour actes répétés d'indiscipline et que Monatte et Rosmer qualifient de « faute préjudiciable au Parti ».

Mais où apparaît leur esprit mesquin et anticommuniste, c'est quand ils écrivent : « Au retour du 5e Congrès, on expédie quelqu'un pour le démolir dans la Fédération du Nord. »

Ce « quelqu'un » a été envoyé par le Bureau politique dans la région du Nord en plein accord avec l'Internationale communiste après discussion sur la réorganisation du Parti et décision que les efforts organisatoires seraient plus particulièrement portés dans les régions industrielles du Nord, de l'Est et du Lyonnais, où les « chefs » social-démocrates possèdent encore une forte influence.

Des représentants du Bureau politique ont été envoyés dans ces régions avec mandat de travailler en accord avec les secrétaires fédéraux, et de poursuivre le travail organisatoire et politique en conformité des décisions du 5e Congrès.

Monatte et Rosmer, par leurs insinuations, veulent sans doute spéculer sur de légers incidents qui se sont produits dans le Nord entre le représentant du Bureau politique et Jerram, pour créer une opposition des mécontents et des froissés à notre Congrès national ; les camarades du Nord répondront eux-mêmes à leur petite manœuvre en signalant le travail réalisé en commun dans leur région.

Le cas Souvarine a été définitivement solutionné par le 5e Congrès ; le cas de Rosmer, Monatte et

Delagarde a été tranché par la Conférence des représentants des fédérations, rayons et membres du Comité directeur, qui ont prononcé l'exclusion ; le Congrès national apportera la sanction définitive.

Cette Conférence nationale a motivé ces exclusions dans une motion (*Humanité* du 7 décembre — voir annexe 20) précisant que, si les éléments de droite n'avaient fait qu'exprimer un point de vue arriéré, s'ils s'étaient bornés à lutter pour le point de vue de la droite internationale et à défendre les erreurs du trotskysme contre le léninisme, le Parti aurait accepté cette bataille politique et l'aurait menée jusqu'au triomphe complet du léninisme. Mais que, en combattant la Direction du Parti avec des arguments mensongers et injurieux, indignes de communistes, au moment précis où le Parti était attaqué par toute la bourgeoisie, socialistes compris, et dans une pleine période d'offensive fasciste, Rosmer, Monatte et Delagarde se montraient des ennemis du prolétariat, du Parti et de l'Internationale, et n'avaient plus leur place dans les rangs du Parti communiste.

Déviations gauchistes.

Quelques éléments « gauchistes » marquèrent leur opposition aux décisions de l'Internationale en ce qui concerne l'incorporation d'éléments du centre dans le nouveau Bureau politique. Pourtant, ces camarades étaient informés que ce Bureau politique centre-gauche était présenté sur la demande même de l'Internationale, en raison de ce que les éléments du centre s'étaient déclarés en complet accord avec les décisions du 5e Congrès et montrés décidés à les appliquer loyalement avec les éléments de gauche.

Cependant, Rieu, à la Conférence des secrétaires fédéraux, en fit argument pour attaquer la Direction du Parti, et plus spécialement certains éléments du centre, risquant ainsi de briser l'homogénéité du Bureau politique, en même temps qu'il renforçait l'opposition de la droite et contrariait le travail de réorganisation du Parti.

Depuis, Rieu, dans une déclaration, a reconnu la faute qu'il avait commise, et s'est déclaré prêt à travailler avec le Bureau politique pour la réorganisation et la bolchevisation du Parti. (*Cahiers du Bolchevisme* du 5 décembre.)

Le Parti communiste français d'accord avec le Comité central de l'Internationale Communiste.

Notre Parti, dans la première crise qui a précédé le 5e Congrès mondial, s'était, après une longue et intéressante discussion, placé résolument derrière le Comité central de l'Internationale, contre l'opposition dirigée par Trotsky.

Au 5e Congrès, sa délégation, à l'unanimité, se maintint dans cette position, et elle intervint pour soutenir le Comité central dans la ligne léniniste, qu'il défendait contre la droite.

Tout dernièrement, quand fut connu le discours de Trotsky devant l'assemblée des vétérinaires et la préface tendancieuse de son livre — *1917*, — le Bureau politique, après examen, adressa une dépêche au Parti communiste russe pour lui marquer à nouveau son accord complet avec le Comité central, et, par le canal de l'*Humanité* et des *Cahiers du Bolchevisme*, il porta la discussion devant les cellules, rayons et fédérations.

Jusqu'à ce jour, toutes les assemblées, à tous les degrés, ont indiqué leur confiance dans le Comité central de l'Internationale communiste et condamné les tentatives de révisionnisme du léninisme, entreprises par l'opposition, sous la plume de Trotsky.

Les thèses présentées par le Bureau politique sur la situation internationale (*Cahiers du Bolchevism* du 28 novembre) et sur la situation national (*Cahiers du Bolchevisme* du 12 décembre) fixent l ligne politique et tactique de notre Parti en face d la situation capitaliste et impérialiste, qui indiqu que, dans le monde, la période démocratico-pacifist est terminée, et que de grandes luttes sont en perspec tive où le prolétariat pourra vaincre s'il est entraîn et guidé par des partis vraiment bolchevistes.

En France, le fascisme, depuis quelques mois, s développe et s'organise rapidement, avec la bienvei lance du Bloc des gauches et des socialistes S. I. O. ; notre Parti doit gagner le fascisme de vites dans l'organisation des masses ouvrières.

Pour gagner la confiance de celles-ci, il faut qu nous montrions que nous sommes le seul parti d lutte capable de s'opposer par tous les moyens à violence fasciste, si elle tente de se déchaîner cont les organisations ouvrières ; que nous sommes le seu parti qui prend la défense des revendications imm diates des travailleurs, et qui, méthodiquement, pou suit leur libération par le renversement du capit lisme et l'instauration de la dictature du prolétaria

Pour cela, il nous faut un parti idéologiquement politiquement fort, qui pénètre de plus en plus l masses ouvrières et paysannes par ses cellules ; q travaille en plein accord et en liaison intime à to les degrés avec les organisations syndicales de C. G. T. U. ; qui pénètre dans toutes les organis tions réformistes et gagne à son influence les tr vailleurs encore trompés par les « chefs social-dém crates ».

Depuis le 5e Congrès, le Bureau politique s'e efforcé de réaliser les tâches qui lui avaient été ass gnées ; il n'a pas cessé de travailler en parfaite hom généité ; ses relations avec la C. G. T. U. ont é constantes et elles ont permis une excellente agitatio commune sur des mots d'ordre communs. Ses ra ports avec l'organisation des Jeunesses communist ont été excellents et ont permis un travail des pl fructueux et des plus importants. Un rapport spéci sera fait au Congrès par notre camarade Doriot. Parti doit continuer dans cette voie et amélior encore ses relations et ses liaisons avec les organis tions révolutionnaires.

C'est ainsi qu'il pourra pénétrer plus profond ment et plus sûrement dans toutes les couches prolétariat.

Enfin, notre Congrès national de janvier doit êt puissant par sa représentation ouvrière, imposant p sa méthode de travail, par le sérieux de ses discu sions, *et démontrer qu'il est le Congrès de bolch visation du Parti communiste français.*

L'Internationale communiste et la classe ouvriè tout entière attendent cela de nous.

Le secrétaire généra
P. SEMARD.

Bibliothèque communiste

ÉDITIONS DE L' « HUMANITÉ » PARIS 1924

Almanach bolchevick pour 1925. — Un vol. 20 × 13 c de 113 pages. Prix : 3 francs.

Jacques Sadoul, par MARCEL CACHIN. — Une brochu 21 × 13,5 cm. de 8 pages.

Cinquième Congrès de l'Internationale communi (17 juin-8 juill. 1924). Compte rendu analytique. Un vol. 23 × 14 cm. de 477 pages. Prix : 12 fran

Cinquième Congrès communiste mondial. Résolutio — Un vol. 23 × 14 cm. de 106 pages. Prix : 2 fran

...nqui, par Maurice Dommanget. — Un vol. 19 × 12 cm. de 96 pages. Prix : 2 fr. 50.

...armée et la défense du Capitalisme, par Jacques Doriot. — Une brochure de 35 pages. Prix : 0 fr. 75.

...Code du Travail et la défense des jeunes ouvriers, par Jacques Doriot. — Une brochure de 18 × 13 cm. de 45 pages. Prix : 1 franc.

...Jeunesse communiste, par Jacques Doriot. — Une brochure de 17 × 12,5 cm. de 45 pages. Prix : 1 franc.

...s Cellules d'usines, par R. Gaillard. — Une brochure de 16 pages. Prix : 0 fr. 30.

...ettres du front et de la geôle, par Karl Liebknecht. — Un vol. 19 × 12 cm. de 205 pages. Prix : 6 francs.

...utte (La) contre la droite. Réponse du Bureau politique à la lettre de Monatte, etc. — Une brochure 24 × 15 cm. de 19 pages. Prix : 0 fr. 50.

...'amnistie intégrale, par André Marty. — Une brochure 15,5 × 10 cm. de 48 pages. Prix : 1 franc.

...ans les prisons de la République, par André Marty. — Une brochure 16 × 11 cm. de 92 pages. Prix : 1 fr. 25.

...énine et le parti pendant la Révolution, par Viatcheslav Molotov. — Un vol. 17 × 11 cm. de 72 pages. Prix : 2 francs.

...es Commissions syndicales, par Pierre Monatte. — Une brochure 17 × 11 cm. de 16 pages. Prix : 0 fr. 25.

...e parti bolchevik restera bolchevik. — Un vol. 20 × 14 cm. de 244 pages. Prix : 3 francs.

...remière Conférence internationale paysanne. — Un vol. 19 × 12 cm. de 117 pages. Prix : 2 fr. 50.

...rogramme de l'Internationale communiste. — Un vol. 19 × 14 cm. de 238 pages. Prix : 7 francs.

...ue veut donc ce Parti communiste auquel toute la réaction déclare la guerre ? — Une brochure 22 × 15 cm. de 16 pages. Prix : 0 fr. 25.

...e léninisme théorique et pratique, par I. Staline. — Un vol. 15,5 × 11 cm. de 98 pages. Prix : 2 francs.

...roisième Congrès national, tenu à Lyon, les 20, 21, 22 et 23 janvier 1924. — Une brochure de 82 pages. Prix : 2 fr. 50.

...ouze militants russes, par Boris Voline. — Un vol. 17 × 11 cm. de 63 pages. Prix : 1 fr. 75.

L'ACTION DES ADVERSAIRES

Fiches des Instituteurs publics contre les congréganistes et l'enseignement privé

De l'*Echo de Paris* (14. 12. 24), sous le titre « Le régime abject. — Instituteurs espions » :

Il y a des gens qui semblent avoir perdu le sens moral, la pudeur, le simple respect des convenances. S'il est bas, en tous lieux et toujours, de faire du « mouchardage », cette pratique devient répugnante quand elle prend pour victimes des hommes ou des femmes qui sont du même métier, supportent les mêmes charges, obéissent à la même vocation. Eh ! bien, c'est ce que fait, à l'heure actuelle, le Syndicat national des instituteurs et institutrices publics de France et des colonies (section des Côtes-du-Nord).

Car ce syndicat, médiocrement syndical, n'a cure d'améliorer la valeur professionnelle de ses membres ou de lutter contre la propagande communiste qui ronge notre corps d'instituteurs. Son unique souci, c'est de « se défendre ». (Ces gens de gauche sont admirables : ils ont la majorité, ils ont les gendarmes, la police, la troupe, les préfets, les administrations, les places, les fonds secrets, voire les chèques, et ils ont encore besoin d'être protégés !) Or, pour se défendre, le Syndicat national accuse. Et qui accuse-t-il ? Les opprimés. Et comment les accuse-t-il ? Par la délation en grande série.

Quel autre nom donner à cette « enquête sur la défense laïque et la fréquentation scolaire » qu'il mène méthodiquement auprès de chaque institutrice et de chaque instituteur ? Car avec le secrétaire du Syndicat, le citoyen Burel, il ne s'agit pas de plaisanter : il faut *répondre par retour et avec le plus de précision possible*. Et il ne faut pas non plus faire la sourde oreille : *Dans la dure lutte que nous avons entreprise pour la défense de l'école laïque, le concours de tous les maîtres soucieux de l'avenir de l'école nous est indispensable*. Autrement dit, ceux qui ne répondront pas seront considérés comme « insoucieux de l'avenir de l'école », et l'inspecteur primaire, croyez-le, se chargera de les noter... Charmante alternative : « fichard » ou « fiché ».

Voici maintenant le *questionnaire* du Syndicat. C'est du travail bien fait : rien n'y manque. Il arrive même à rendre les gens suspects d'être suspects...

Défense de l'école laïque.

a) *Infractions à la loi du 7 juillet 1904.*

Article premier. — *L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congréganistes* (1).

Des congréganistes enseignent-elles dans votre commune ? — Combien ? — Depuis quand ? — A quelle Congrégation appartiennent-elles ? — Quel est l'effectif de leurs écoles ? — De l'école publique ?

Art. 14 (2). — *Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement* (3), *s'il appartient à une Congrégation religieuse non autorisée.*

Des congréganistes, sans faire classe, dirigent-elles un pensionnat annexé à une école ? — Dans un pensionnat privé de votre commune, des congréganistes surveillent-elles les promenades, les dortoirs, les réfectoires, les études ; et, d'une manière générale, s'occupent-elles de l'école ?

Même question relative à des congréganistes qui auraient ces temps derniers quitté l'habit ? — Les congréganistes habitent-elles l'école ?

Dirigent-elles un ouvroir ? — Cet ouvroir est-il dans le local scolaire ? — L'école privée a-t-elle une classe enfantine ? — Qui fait cette classe ? — L'école privée emploie-t-elle des moniteurs ? — Sont-ils congréganistes ?

(1) Les textes cités par le « Questionnaire » sont inexactement ou incomplètement reproduits. Nous signalerons les erreurs au passage. Ici, il faut lire « Congrégations » et non congréganistes (cf. *Rev. d'Org. et de Déf. rel.* [*R. O. D.*], 1906, p. 511, col. 1). (Les notes sont de la *D. C.*)

(2) La loi du 7 juillet 1904 ne comporte que 6 articles (*R. O. D.*, 1906, pp. 511-512). L'art. 14 dont il est ici question appartient au titre III de la loi du 1er juillet 1901 (*ibid.*, p. 506).

(3) Cet article est incomplètement reproduit ; il faut ajouter ici : « de quelque nature qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient », etc.

a) *Infractions à la loi du 30 octobre 1886. — Art. 2 (Avis du Conseil d'Etat du 29 juillet (1) 1888). — Les communes ne peuvent se prévaloir de la loi municipale, art. 145, pour subventionner les écoles privées.*

La commune subventionne-t-elle les écoles privées ? — De quelle façon (citer les chiffres) ? — Sur quel budget sont prises ces subventions ? — Préciser la subvention, chauffage, balayage, etc. — Y a-t-il des secours aux élèves indigents des écoles privées ? (2) — Comment sont payés ces secours ? — Le receveur municipal établit-il un mandat fictif au nom d'un commerçant, lequel mandat est touché par le directeur d'école privée ? (donner tous renseignements avec détails permettant vérification). — Y a-t-il pensionnat privé ? Effectif ?

c) *Attaques.*

Mentionner les attaques cléricales (se borner à des faits précis) : a) contre l'école en tant qu'institution ; b) dans la localité. — Trouver des témoignages pour les attaques pouvant donner lieu à poursuites. — Envoyer des journaux attaquant l'école laïque.

d) *Contre les maîtres.*

Y a-t-il pression sur les parents pour les empêcher d'envoyer leurs enfants à l'école publique ? — Citer des faits. Envoyer toute documentation en précisant.

e) *Divers.*

Les pupilles de l'Assistance publique fréquentent-ils les écoles privées ? — Les pupilles de la nation. Quelles sont les subventions accordées sur ce chapitre aux écoles privées ? — Des institutrices privées exercent-elles dans les écoles de garçons ? — Le catéchisme a-t-il lieu pendant les heures de classe ? — Les enfants des fonctionnaires fréquentent-ils les écoles publiques ? — Avez-vous averti l'Administration ? — A quelle date ? Quelle suite a été donnée ?

L'importance de ces renseignements ne vous échappera pas pour la défense de l'école laïque.

Adressez les renseignements demandés par retour à la secrétaire à la Défense laïque, Mme Nicolas, institutrice à Plouvara.

Pour le Syndicat, le secrétaire général,
M. BUREL.

Le morceau est joli. Je vous conseille de le reprendre en méditant les couplets sur le balayage ou sur le mandat fictif, et puis, dans un autre registre, ce « final » sur les fonctionnaires qui n'envoient pas leurs enfants à l'école laïque : « Avez-vous averti l'Administration ? Quelle suite a été donnée ? » Pauvres têtes : ils ont la phobie de la tolérance, ils la redoutent chez leurs propres inspecteurs...

Je dois dire que cette littérature de tortionnaires a révolté bon nombre de ceux à qui on l'a adressée. C'est ainsi que nous avons reçu en communication plusieurs exemplaires avec des commentaires indignés des destinataires, et nous ne pouvons que féliciter les instituteurs et institutrices publics qui, catholiques ou non, résistent aux propagandes abominables — non seulement contre la religion, mais contre la patrie et la morale — qui les assaillent journellement.

Et c'est à l'un d'eux, incroyant mais patriote, que je voudrais donner la parole pour finir. C'est un texte qui n'est pas vieux, il date de la fin de la guerre, et il a paru dans une revue « laïque », *L'Ecole et la Vie*, du 10 août 1918. Voici ce que l'auteur, M. Alfred Tintignac, écrivait du clergé, et aussi des congréganistes :

(1) Cet avis est du 19 juillet (cf. *R. O. D.*, 1913, p. 34, col. 1 ; D., 90. III. 14).

(2) Sur cette question, cf. RIVET : *D. C.*, t. 5, pp. 402-408.

Les membres du clergé que j'ai approchés, que j'ai appris à connaître et à apprécier face au danger, ont fait preuve en toutes circonstances — et ils recherchaient souvent les plus périlleuses — d'un esprit de sacrifice, d'un mépris de la mort, d'une volonté inébranlable et d'une égalité d'humeur souriante qui soulevaient partout une admiration sans réserve. Je tiens à leur adresser ici l'hommage du respect d'un laïque qui les a vus de près pendant la mort et qui ne saurait être suspect de partialité.

M. Tintignac avait approché un Jésuite, un vrai :

Je dois au Père Jésuite que j'ai connu et qui m'a fait l'honneur de m'accorder son amitié, de témoigner que, lorsqu'il est mort, au cours d'un assaut auquel il prenait part avec la première vague, sans autre arme que son crucifix, sans autre intention que d'assister les mourants, sa disparition a laissé dans le régiment un vide immense et que tous, amis et adversaires, se sont accordés à reconnaître que cet homme était un saint.

Ainsi parlaient, ainsi parlent encore, les combattants. Mais c'est qu'ils vivaient à une époque où les réalités ressortaient davantage ; on ne connaissait alors en France d'autres ennemis que l'ennemi, et celui-là était tout près, innombrable, imminent, mortel.

On ne le voit plus aujourd'hui, soit ; mais pour nous déchirer comme quelques-uns tentent de le faire, croit-on que cet ennemi soit si loin ?

CHARLES PICHON.

BIBLIOGRAPHIE

Le Politique, par LOUIS BARTHOU, de l'Académie française. — Un vol. in-16 de 128 pages. Prix : 6 francs. Hachette, Paris.

« ... En trois parties il étudie : 1° *la préparation* du Politique : le mandat par devoir, les compétences, etc. 2° *l'action* : les premiers pas, la tribune, le Ministère et la Présidence du Conseil, la Présidence de la République, l'action hors du Parlement, et 3° enfin, hélas ! *la retraite.*

» C'est à la *tribune* qu'il consacre les plus longues et les meilleures de ses pages : il y a là un ensemble d'aphorismes qui constituent un excellent petit traité de l'art oratoire, et des jugements où l'on est heureux de relever ce qu'il dit de Veuillot : après avoir opiné que « Lacordaire est, je le crains bien, devenu de toutes façons illisible », il ajoute : « La réputation de Veuillot grandit, et la postérité ne refuse pas à son talent de polémiste la justice dont il ne fut pas toujours prodigue envers les autres » (p. 73). » (*Ami du Clergé*, 6. 3. 24, p. 160.)

Sur cet ouvrage, cf. également article de M. JEAN GUIRAUD dans la *Croix*, 27 et 30. 11. 23.

Six entretiens sur le « Pater », par J. LABOURT. — Un vol. in-12 de 122 pages. Prix : 3 fr. 50. Gabalda, Paris. 1924.

« Le professeur A. Ehrhard a publié en 1912 les sermons qu'il nous avait faits à la cathédrale de Strasbourg sur le *Pater*. (A. EHRHARD, *Das Vater unser*. Akademische Predigten. — Mainz, 1912.) Le chanoine Labourt nous en présente la contre-partie française dans ses *Entretiens sur le « Pater »*. Ce sont des allocutions faites aux hommes de la paroisse de la Madeleine à Paris. Il est très intéressant et instructif de comparer comment les deux orateurs ont conçu et traité les différentes demandes du *Pater*. » (*Bulletin ecclésiastique de Strasbourg*, 1. 9. 24.)

I TERME DU CONFLIT DE LA RUHR

olitique rhénane de la France vue de l'étranger

es paroles surprenantes à l'adresse de la France le sa politique rhénane que nous avons reprotes (1) ne sont pas seulement le fait de plumes laises. Les passions nationales et les préjugés ctent d'autres peuples et d'autres continents.

a neutralité théorique des États-Unis

orsque le Gouvernement américain eut décidé de peler les troupes qu'il entretenait sur le Rhin (2), après un vote du Sénat favorable au retrait (1), la *Washington Post*, souvent considérée comme officieuse, présentait ainsi cette mesure à l'opinion française :

Des nouvelles de Paris donnent clairement à entendre que le Gouvernement français serait désagréablement surpris si les Etats-Unis intervenaient à l'heure actuelle dans la question des réparations. On déclare qu'un personnage haut placé fait observer que l'heure de l'intervention des Etats-Unis est passée. La conclusion tirée de ces nouvelles, c'est que le Gouvernement français désire appliquer son programme de saisie d'une partie de la Ruhr et que, ayant écarté l'obstacle d'une entremise anglaise, il désire maintenant éviter celui d'une entremise américaine.

Le Gouvernement français se forge des ennuis s'il s'imagine que les Etats-Unis esayeront de faire obstacle aux projets actuels. Notre Gouvernement n'a pas l'habitude de se mêler des affaires de l'Europe. Il a exprimé son opinion au sujet de l'emploi de la force dans la question des réparations et a pris la liberté, en tant qu'ami de toutes les nations intéressées, de suggérer une méthode qui permettrait de trouver une solution sans recourir à la force. Mais le Gouvernement américain a bien indiqué qu'il n'entend pas aller plus loin. Il ne protestera pas contre l'occupation de la Ruhr par la France, si erronée que puisse lui paraître cette opération au point de vue américain. Et les Etats-Unis ne convoqueront pas une conférence pour étudier la situation de l'Europe. La question des réparations doit être résolue par l'Europe. Bien que son incapacité de la résoudre ou que l'accumulation de nouvelles complications résultant d'opérations militaires puissent retarder le payement des dettes de l'Europe aux Etats-Unis, le Gouvernement continue de considérer que la question des dettes et celle des réparations sont des problèmes séparés. L'Europe devra résoudre la question des réparations de son mieux, si elle refuse d'envisager la suggestion amicale présentée par les Etats-Unis (2).

LE PRINCIPE DE NON-INTERVENTION DANS LES AFFAIRES D'EUROPE

Déclarations des hommes politiques.

L'accession des républicains au pouvoir, avec les présidents Harding et Coolidge, marqua le retour à une politique plus purement américaine, que, le 11. 11. 23, M. Wilson qualifiait à Washington d' « isolement maussade et égoïste, d'autant plus vil qu'il était manifestement lâche et déshonorant » (3). Il n'en est pas moins vrai que, aux yeux de la grande majo-

---

) Cf. *D. C.*, t. 12, col. 1055-1088.

) « M. Pierrepont B. Noyes, qui fut commissaire ricain en Rhénanie et représentant officiel du Gouement des Etats-Unis à Coblence en 1919-20, a adressé sénateur Borah une lettre dans laquelle il demande les troupes américaines stationnées sur le Rhin soient édiatement rappelées, à moins que les Etats-Unis ne sentent à intervenir officiellement en Europe pour ndre des initiatives en ce qui concerne le règlement problèmes européens, dans l'intérêt de la paix unielle : « Si nous ne sommes pas prêts, en tant que ition, à accepter l'inconséquence d'ordre politique qui paraîtrait si nous prenions la direction active de reconstruction européenne, nous devons alors, par spect pour nous-mêmes, rappeler nos troupes du hin. Le maintien de l'occupation des provinces alleandes du Rhin fait de la paix européenne une farce. » Noyes déclare en outre que ce n'est un secret pour sonne que le département de la Guerre attache une portance considérable à ce fait, qui d'ailleurs est jet de ses préoccupations, que les troupes commans par le major général Allen ne sont pas uniquement éricaines ; le nombre de soldats français que commde le général Allen est, en effet, supérieur à celui soldats américains.

Les Américains qui approuvent notre politique d'isoent en face de l'Europe qui cherche sa voie vers la , continue M. Noyes, devraient se rendre compte que résence de nos soldats sur le Rhin nous entraîne dans broglio européen. Nous prétendons que nous ne vous pas prendre part aux négociations de paix en Europe. qu'on prononce devant nous le terme « Société des ions », nous rougissons et quittons la place, et pour nous demeurons, par notre présence sur le Rhin, intiment associés aux belliqueuses activités de l'Europe. s refusons de prendre part aux conférences de paix, ce que nous craignons d'être entraînés dans le maquis, pourtant nous laissons nos soldats dans le réseau milie français à l'endroit même où cette armée a, à plurs reprises, manifesté l'intention de faire à nouveau guerre.

Nous nous sommes retirés des conférences euronnes de paix, nous ne voulons y exercer aucune innce, d'abord pour demeurer fidèles à notre tradition tique et, d'autre part, et surtout, parce que nous ne lons pas être entraînés dans des guerres étrangères ; pourtant nous maintenons une armée américaine sur Rhin, nous maintenons une occupation « ennemie » s que la guerre est terminée depuis quatre ans et que paix a été signée, il y a plus d'un an. » (*New York es*, 8. 1. 23 ; traduit de l'anglais par le *Bulletin quoen de Presse étrangère* du 6. 2. 23.) (Dans les renvois suivront, *Bull. quot.* est mis pour *Bulletin quotidien de sse étrangère* ; *Bull. Pr. am.* pour *Bulletin périodique a Presse américaine*.) (Toutes les notes sont de la *D. C.*)

(1) Le 6. 1. 23, le Sénat américain votait une résolution présentée par M. James Reed, sénateur démocrate du Missouri, ainsi conçue : « Le Sénat est d'avis que le Président ordonne le retour immédiat de toutes les troupes américaines se trouvant actuellement en Allemagne. » A la demande de M. New, sénateur républicain de l'Indiana, on ajouta le paragraphe suivant : « En donnant cette expression de son opinion, le Sénat désavoue toute attitude inamicale vis-à-vis d'une nation européenne ou d'un groupe quelconque de nations européennes. » La résolution fut adoptée par 57 voix contre 6 sur 96 membres.

(2) *Washington Post*, 7. 1. 23. (trad. *Bull. Pr. am.*, 18. 2. 23).

(3) *New York Herald*, 12. 11. 23.

rité des hommes politiques de l'Union, c'est un corollaire de la doctrine de Monroë que de ne pas mêler le Nouveau Monde aux questions d'ordre strictement européen, qui concernent la situation intérieure de l'Ancien Monde.

Le sénateur Johnson.

M. Hiram Johnson, sénateur de Californie, qui voulait briguer l'honneur d'être candidat du parti républicain à la présidence, déclarait dans le premier discours de sa campagne, prononcé à Chicago, le 27. 11. 23 :

Intervenir en Europe pour y amener la paix et l'ordre ! Au nom de quelle théorie nous incombe-t-il de maintenir la paix et l'ordre en Europe ? Naturellement, il n'y a qu'une manière de maintenir la paix et l'ordre en Europe, et c'est de faire appel aux ressources de notre pays. Je nie que nous ayons ce devoir, et je refuse de le faire (1).

Le secrétaire d'État Hughes.

Le 30. 11. 23, à Philadelphie, à l'occasion du centenaire de la doctrine de Monroë, M. Hughes, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2), parla devant l'*American Academy of Political Science* et passa en revue les différents problèmes de politique étrangère qui s'imposent à son pays :

Aucune alliance avec une nation européenne quelconque (3).

Vis-à-vis de l'Europe, notre politique a continué d'être, pour employer les expressions de Jefferson, « la paix, le commerce et l'honnête amitié avec toutes les nations ; des alliances enchevêtrantes avec aucune. »

Nous sommes entrés dans la grande guerre sans violer notre tradition, car la cause de la liberté était en jeu. Nous sommes sortis de la guerre avec les mêmes buts généreux qu'avant d'y entrer. Bien que vainqueurs, nous n'avons recherché ni territoires ni réparations générales. Notre peuple a porté son propre fardeau et nous portons dans une large mesure celui des autres. Nous ne cherchons pas à dicter à l'Europe ni à priver aucun peuple de ses droits.

Mais nous désirons la paix et le relèvement économique de l'Europe. Nous avons pris les armes dans l'intérêt de la liberté, et pour détruire la menace d'un Gouvernement autocratique, mais non pour obtenir l'affaiblissement économique d'un peuple. Nous avons la plus profonde sympathie pour le peuple français ; nous chérissons chaudement son ancienne amitié. Nous désirons voir la France prospère et en sécurité, ses blessures cicatrisées et ses justes demandes satisfaites.

Nous désirons voir une Allemagne unie et prospère, qui veuille la paix, fasse amende de ses fautes dans toute la mesure de son pouvoir, et obtienne la récompense due à son labeur et à son habileté.

Nous désirons voir mettre fin au gaspillage des efforts militaires et alléger les fardeaux des dépenses improductives.

Nous désirons voir éteindre le feu de la haine.

C'est l'indépendance de sa position qui fait la force des États-Un

Cependant, le peuple américain estime encore a jourd'hui que « l'Europe a une série d'intérêts esse tiels différents » des siens.

L'unité du temps de guerre n'a pas réussi à faire dis raître la divergence de ses objectifs politiques en tem de paix. Ce n'est pas que nos intérêts ne puissent êt lésés par ces controverses. Cela était vrai à l'époque Washington, de Jefferson et de Monroë. En vérité, l'eff des changements survenus depuis lors est que no sommes bien plus capables aujourd'hui qu'alors de su porter le tort ainsi fait à nos intérêts, ainsi que le fo voir les souffrances que nous endurâmes pendant guerres de Napoléon.

Mais, en dépit de ces souffrances, la conviction gén rale était qu'il valait mieux les supporter que de sub les maux plus grands qui auraient résulté de l'aband de notre position indépendante.

Nous sommes toujours de cet avis. L'idée dominan parmi nous, c'est que notre influence ne serait pas accr si nous la mettions en commun. L'influence qui est d à notre détachement et à notre impartialité ne pourra être longtemps préservée si nous substituions à not position actuelle le rôle de partisan dans les affaires l'Europe.

Dans l'ensemble, on peut résumer ainsi qu'il suit no politique vis-à-vis de l'Europe :

Nous demeurons opposés aux alliances. Nous refuso de nous engager par avance au sujet de l'emploi de puissance des Etats-Unis dans des circonstances enco inconnues. Nous réservons notre droit d'agir en chaq occasion comme nous le dictera notre sentiment du devo Nous sommes opposés à des discriminations contre n nationaux. Nous demandons pour eux des chances équitab et égales dans les territoires sous mandat, car ces ma dats ont été acquis par les Alliés avec notre aide. No désirons coopérer, conformément à notre politique hist rique, au règlement pacifique des différends internati naux, ce qui implique le règlement juridique des questio susceptibles d'être remises à l'arbitrage d'un tiers.

Collaboration pour les efforts humanitaires.

Nous voulons collaborer aux différents efforts huma taires qui tendent à réduire ou à prévenir les maux qu' ne peut combattre efficacement que par une action co mune. Par exemple, nous sommes en ce moment à tête d'un effort pour mettre fin à l'abus des stupéfian Nous sommes tout à fait favorables, ainsi que l'ont mon nos initiatives récentes, à des conférences international lorsque la situation est telle qu'elles peuvent fournir moyen de régler les différends et de conclure des c ventions utiles.

Nous cherchons à aider au rétablissement d'une sit tion économique saine. Bref, notre coopération, en t qu'Etat indépendant, en vue de rapprocher le monde l'objectif de la paix et de la justice, a toujours été demeure un trait distinctif de notre politique (1).

Les divisions de l'opinion publique.

Tout en préférant nettement l'expectative, presse américaine se partagea, dès le début de l' cupation, entre partisans et adversaires de la Fran les premiers favorables à l'abstention, les seconds une protestation. Le *Public Ledger*, de Philad phie (6. 1. 23), écrivait : « Nous ne pouvons d aux Français ce qu'ils doivent faire ou ne pas fai

---

(1) *New York Times*, 29. 11. 23.

(2) M. Charles Evans Hughes, qui avait été candidat du parti républicain contre M. Wilson en 1916, fut chargé du département des Affairse étrangères lorsque, en 1921, M. Warren Gamaliel Harding devint président des Etats-Unis, et il garda ce poste sous la présidence de M. Calvin Coolidge. Se trouvant en difficultés avec le Sénat, M. Hughes a donné sa démission le 10. 1. 25 ; M. Frank B. Kellogg, ambassadeur des Etats-Unis à Londres, a été désigné pour lui succéder.

(3) Les titres et sous-titres des documents et articles reproduits dans le présent dossier sont de la *D. C.*

(1) *New York Times*, 1. 12. 23 (trad. *Bull. Pr.* a 9. 1. 24).

ne pouvons leur dire ce que nous croyons s devraient faire. Vu le caractère aigu de la actuelle, cela ne ferait qu'aggraver les es. » (1) Le 30 janvier, le même journal répon- à ceux qui demandaient qu'une démarche fût auprès du Gouvernement français pour arrêter mesures militaires en cours d'exécution :

eutre en 1914, l'Amérique le sera encore en 1923.

sénateur Reed, de Pensylvanie, a exprimé l'opinion aillions d'Américains lorsqu'il a rappelé au Sénat que l'Allemagne, et l'Allemagne seule, qui explique qu'il t des baïonnettes françaises dans la Ruhr... Nous s besoin qu'on nous rappelle que c'est le butor de qui gémit aujourd'hui sous l'application la plus e du traitement qu'il a fait subir à ses ennemis, sans i, pendant plus de quatre ans. Le sénateur Reed ; que nous devons « nous occuper de ce qui nous rde » aussi soigneusement aujourd'hui que nous l'avons de 1916 à 1917.

ous avons fait bien peu de bruit, de ce côté de l'eau, d l'Allemagne ouvrit à ses soldats en feld-grau une e sanglante à travers la Belgique. Nous n'avons pas d'intervenir quand la *Lusitania* a été coulée, et d les Allemands ont déchaîné sur le monde l'haleine elle du diable — les gaz asphyxiants. Nous n'avons trouvé à dire quand les Allemands ont déporté en magne, pour les faire travailler dans les champs et fabriques de munitions, des femmes françaises et es et leurs petits enfants. Aujourd'hui, il y a parmi des gens qui voudraient que l'Amérique intervînt délivrer de l'étreinte de la France le butor pleurard. énomène assez étrange, un grand nombre de ceux tre nous qui étaient alors d'une neutralité impeccable, qui étaient tièdes pendant la guerre, sont aujourd'hui iculièrement désireux de nous voir voler au secours Allemagne. Ce n'est pas le même bœuf qu'on saigne. inion publique américaine commence à se grouper nt les anciennes divisions.

y a ici et là des exceptions notables. Il arrive bien choses en neuf ans, mais dans l'ensemble les Amé- ns qui étaient indignés par l'arrogance allemande les premières années de la guerre sont en faveur de r faire la France, même s'ils doutent du résultat et craignent qu'elle ne commette une faute sérieuse. e souviennent du butor de 1914 et des années sui- s. (2).

(1) Trad. *Bull. Pr. am.*, 18. 2. 23. — Le 8. 1. 23, le *al of Commerce* soutient cette thèse que l'Europe désire pas la participation des Etats-Unis : « Si fort soit le sentiment du devoir que nous inspire la situa- de l'Europe, nous ne pouvons nous laisser pousser lui à intervenir en Europe si l'on ne veut pas de aide. Cela ferait plus de mal que de bien. Notre nce en Europe n'aura de bons résultats que lorsque y serons bien accueillis par ceux qu'elle affecterait us. Mais les hommes d'Etat qui nous ont si longtemps ché notre absence des Conseils européens disent hement aujourd'hui qu'ils ne désirent pas notre par- tion. Cela donne un tout autre aspect à la question. »

(2) Trad. *Bull. Pr. am.*, 14. 3. 23. — On trouve une semblable dans le *Kansas City Star* (9. 2. 23), qui à propos des mesures prises par la France dans la : « Ces mesures sont dures ? Peut-être. Mais elles ont en aucune façon aussi dures que celles que l'Alle- ne a adoptées quand elle en avait le pouvoir, non ne mesures de guerre, mais comme mesures desti- à mettre la France hors d'état de lui faire concur- dans le domaine industriel. La France lève des im- sur la production de la Ruhr et arrête les envois arbon en Allemagne tant qu'elle ne sera pas servie. n'a pas dévasté les mines de charbon de la Ruhr, oupé ses arbres fruitiers, ou détruit ses usines et ses machines. L'Allemagne peut rendre grâces au ciel de ce que la France n'a pas suivi l'exemple qu'elle a donné en 1914. »

Les Américains doivent rester amis des deux pays en conflit.

A l'opposé, la *Washington Post* du 14. 2. 23 calme l'ardeur de ceux qui voudraient voir les Etats-Unis aux côtés de la France :

Il y a une clameur incessante dans le pays pour demander que le Gouvernement mette son influence aux côtés de la France pour faire de l'occupation de la Ruhr un succès. Mais cette clameur ne vient pas de la majorité du peuple. La majorité semble approuver la décision prise par le président d'éviter de prendre part au différend. Il n'y a pas de manifestation d'hostilité contre la France, mais simplement un désir de tenir les Etats-Unis hors de la controverse. Les appels adressés aux Etats-Unis par l'Allemagne pour qu'ils agissent en sa faveur ne font pas d'impression sur la majorité du peuple. L'opinion du pays semble être que toute action entreprise par les Etats-Unis pour ou contre la France ou l'Allemagne leur vaudrait l'hostilité de l'une de ces deux nations et provoquerait chez elle un ressentiment si profond qu'elle accuserait les Etats-Unis de tous les malheurs qui pourraient lui arriver.

Les Américains n'oublient pas qu'ils ont des devoirs à remplir d'abord envers leur pays. Ils peuvent éprouver, personnellement, des sympathies pour la France ou pour l'Allemagne, suivant le cas, mais ils se rendent compte du fait que les sympathies individuelles et l'action gouvernementale sont des choses distinctes. Les Etats-Unis sont en paix à la fois avec la France et avec l'Allemagne. Ils n'ont pas signé le traité qui exige des réparations de l'Allemagne. Ils ne sont pas moralement tenus d'exprimer leur opinion sur le sujet de la controverse. Leur devoir moral et légal est de rester les amis des deux pays (1).

Ce même balancement se répétera durant toute l'année 1923 à travers la presse entière. L' « Alliance mondiale pour l'amitié internationale par l'intermédiaire des Eglises », que nous avons déjà vue à l'œuvre en Hollande (2), pense que « de toutes les nations, l'Amérique devrait être la dernière à blâmer la France parce qu'elle est entrée dans la Ruhr pour faire exécuter les clauses du traité relatives aux réparations. Si l'Amérique avait fait partie de la Ligue

Au cours d'un meeting tenu à Madison Square le 22. 2. 23, sur l'approbation ou la condamnation de l'opération de la Ruhr, les adversaires de la politique française, qui étaient en nombre, ne permirent pas qu'on lût les lettres de personnalités favorables à la France. Celles-ci furent alors communiquées à la presse. M. Martin W. Littleton disait notamment : « Il est épouvantable de penser que nous ayons pu oublier si vite que l'Allemagne a commis le plus grand crime de toute l'histoire. » Le docteur Charles Eliot, président « émérite » de l'Université Harvard, avait envoyé un message très net : « Notre Gouvernement ne devrait pas condamner aujourd'hui l'occupation de la Ruhr par la France. Les pertes et les souffrances de l'Europe, depuis 1914, et les craintes que la France éprouve pour sa sécurité, sont la conséquence directe de notre refus de faire partie de la Société des Nations. Aucun remède pour ses maux, aucun espoir d'abolir la guerre, ne seront possibles tant que nous ne participerons pas à l'œuvre de la Ligue de tout notre pouvoir. » 14 000 personnes assistaient à cette réunion. Le discours le plus applaudi fut celui du Rev. Henry Pinkham, de Boston, chef de l'Association pour l'abolition de la guerre, qui dit que l'entrée de l'Amérique dans le conflit ne fit que le prolonger. Une allusion à l'emploi des troupes noires par l'armée française fut couverte de huées. (*New York Times*, 23. 2. 23.)

(1) Trad. *Bull. Pr. am.*, 14. 3. 23.
(2) Cf. *D. C.*, t. 12, col. 1079-1081.

des Nations, la France aurait pu s'abstenir » (1). La *New York Evening Post* va plus loin et estime que l'Amérique serait capable de collaborer à la solution du problème sous une forme qui pourrait être favorablement accueillie en France :

A Washington, on assure qu'une nouvelle offre de nos bons offices ne serait pas du tout bien accueillie à Paris. Cela dépend ; nous ne sommes pas du tout sûrs que la France rejetterait une offre accompagnée de la promesse que nous ferions tous nos efforts pour tenir l'Allemagne au payement de la juste somme sur laquelle on se serait mis d'accord. Ce sera seulement si la France rejette une garantie morale de cette nature que nous pourrons dire que la France ne sait pas ce qu'elle veut ou, pis encore, qu'elle nourrit des desseins sinistres (2).

Partisans d'une initiative contre la France.

Mais les organes plus germanophiles pressaient le président Harding de prendre des initiatives susceptibles de faire échec à la politique française. La *New Republic* exposait, le 14. 2. 23, tout un plan d'action contre nous :

En dehors de la guerre, il n'y a probablement aucun moyen de contraindre la France à abandonner son projet de ruine de l'Allemagne ; et l'envoi de troupes ou de navires anglais et américains sur le continent européen afin de combattre pour l'Allemagne contre la France, quelques années seulement après qu'elles avaient combattu pour protéger la France contre l'Allemagne, serait d'une ironie historique trop colossalement et tragiquement grotesque même pour le Dieu des armées. La seule pression à laquelle la Grande-Bretagne et les Etats-Unis peuvent avoir recours est celle de la coercition morale. Si la coercition morale doit réussir, elle devra compenser son efficacité moindre par la patience, la netteté et la fermeté. Elle pourrait prendre la forme d'une communication de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis annonçant la suspension des relations diplomatiques avec la France jusqu'au jour où elle aurait évacué la Ruhr, consentirait à la revision du traité de Versailles et à l'abandon de ses sanctions militaires, et serait prête à indemniser l'Allemagne, sur le compte des réparations, pour les dommages qu'elle lui a infligés par son invasion (3).

---

(1) *New York Times*, 2. 2. 23. — La *New Republic* (31. 1. 23), après avoir regretté que les attaques dirigées contre la France par M. Lloyd George n'aient pas eu un retentissement suffisant aux Etats-Unis, déplore en ces termes l'apathie des Eglises : « Aucune des organisations alliées aux Eglises chrétiennes qui ont, au cours de ces dernières années, insisté sur l'opposition entre la chrétienté et la guerre, n'a considéré que les mesures militaires prises par le Gouvernement français contre l'Allemagne constituaient une violation de la moralité chrétienne suffisamment claire pour mériter une répudiation. » La *New York Tribune* (28. 3. 23) donne ces renseignements sur l'activité des milieux religieux : « Exprimant la crainte que le monde ne soit entraîné en ce moment vers la guerre, la ruine économique et un désastre naval [moral] qui pourra amener l'éclipse de la civilisation pour plusieurs siècles, le Conseil fédéral des Eglises du Christ en Amérique a adressé un message aux 150 000 églises protestantes, réparties en trente dénominations différentes, qu'il a comme adhérentes, pour les engager à réclamer du Gouvernement l'adoption d'une politique de coopération avec les nations étrangères et une participation plus étendue aux problèmes internationaux. »

(2) *New York Evening Post*, 15. 2. 23 (trad. *Bull. Pr. am.*, 14. 3. 23).

(3) Trad. *Bull. Pr. am.*, 14. 3. 23. — Ce journal s'est signalé par son zèle contre la France. M. Herbert Croly, dans le numéro du 12. 9. 23, terminait comme il suit un article dont le titre était « *American withdrawel from Europe* » [L'Amérique se détourne de l'Europ[e]] : « A l'heure actuelle, les Américains ne sont pas assez [au] courant de la politique européenne pour pouvoir in[ter]venir de façon utile et sage. S'ils devaient se décide[r à] cette intervention, j'espère qu'ils agiraient par con[nais]tion, par sympathie et en connaissance de cause. En ce moment, l'action isolée d'un Gouvernement [dans] une question d'intérêt général constituerait soit [une] menace de guerre, soit une manœuvre stérile. Il n'[y a] aucun doute que les Gouvernements britannique et a[méri]ricain pourraient réaliser une combinaison politique [qui] aurait plus de chance de devenir pratique et qui s[erait] moins dangereuse que toute initiative isolée. Mais s[i ce] moyen est jugé le meilleur, il faut que les partisans [de] l'intervention américaine se déclarent nettement en fa[veur] d'une coopération, non point avec l'Europe, mais ave[c la] Grande-Bretagne contre la France. Nous ne voulons [pas] d'escapade dans la forêt vierge. Nous sommes contre [une] intervention sans réserves, sans entente et sans une [pré]paration politique spécifique et avisée. » (Trad. par F[ran]çois Lechannel, « A travers la presse étrangère », [le] *Correspondant*, 10. 10. 23.)

Le *New York American* (5. 9. 23), sous le titr[e] « Poincaré induit en erreur », exprimait sa convi[c]tion que le peuple américain ne saurait approuv[er] aucune politique militariste :

Aucun homme ne peut dire avec autorité quelle [est] l'opinion de la majorité des Américains, tant qu'elle [n'a] pas été exprimée par le peuple américain lui-même. [Un] visiteur occasionnel, ne rencontrant qu'une petite porti[on] de notre peuple dans l'enthousiasme d'un accueil adm[i]ratif, ne peut certainement pas se fonder sur les app[a]rences superficielles pour juger des sentiments profon[ds].

Mais voici qui est certain, parce que cela est fondé s[ur] le caractère américain :

La majorité du peuple américain n'approuve pas qu'[on] frappe un ennemi abattu ;

Elle ne croit pas qu'il soit sage de gaspiller en d[es] aventures impérialistes l'argent et l'énergie nécessai[res] pour payer de justes dettes et rétablir la paix ;

Elle n'a pas combattu le militarisme allemand po[ur] édifier le militarisme français à sa place. Elle a comba[ttu] pour que le monde, tout entier, soit meilleur (1).

La prospérité des États-Unis, atteinte par la politique française.

La *Chicago Tribune* (11. 1. 23) avoue un poi[nt] de vue plus réaliste et, toute question de princip[es] moraux mise à part, estime l'opération de la Ru[hr] contraire aux intérêts de tous, y compris ceux [des] Etats-Unis :

Si vive que soit sa sympathie pour les difficultés [de] la France et pour sa résolution de contraindre l'Al[le]magne à payer des réparations dans toute la mesure possible, le peuple américain ne peut sympathiser a[vec] la politique actuelle de la France. Elle nous paraît, nous autres Américains, préjudiciable non seulement a[ux] intérêts de la France, mais aux nôtres. Nous ne pouvo[ns] voir dans l'occupation de la Ruhr aucun espoir d'am[é]lioration et nous redoutons les conséquences les p[lus] funestes pour tous les intéressés, peut-être une révoluti[on,] probablement un rapprochement ou une alliance en[tre] l'Allemagne et la Russie des Soviets, ou mieux un ajo[ur]nement du retour de l'Europe centrale à l'équilibre é[co]nomique. Même cette dernière conséquence porte un c[oup] sérieux à la prospérité de l'Amérique, à notre re[mise] sur pied économique, à notre espoir de voir alléger [le] lourd fardeau d'impôts que nous avons à supporter pa[rce] que nous avons sauvé d'une défaite militaire la Fra[nce] et nos associés en Europe (2).

---

(1) Trad. *Bull. quot.*, 25. 9. 23.

(2) Trad. *Bull. Pr. am.*, 18. 2. 23. — De Berlin, [par] l'intermédiaire de l'*Associated Press*, le *New York T[...]*

Raisons de la politique d'isolement.

...nérique, soucieuse avant tout de sauvegarder ...ance en Europe, penchait vers une solution ...nique du conflit. Le grand métallurgiste ...s M. Schwab déclara, au retour d'un voyage ...nce et en Angleterre : « J'ai reçu, des person... que j'ai rencontrées, l'impression qu'une ...ission internationale pourrait être constituée ...déterminer le montant de la dette allemande ...meilleur mode de payement. Je sais que les ...Unis seraient les bienvenus à cette Commission, ...u'il soit nécessaire pour nous d'adhérer à la ... des Nations. J'ai été informé que cette me...erait acceptable pour l'Allemagne. » (1) Cette ...ission se forma, et ce fut sous la présidence ...Américain, le général Charles G. Dawes, pro...ment vice-président des Etats-Unis, qu'elle ...a son rapport (2). Toutefois, l'Amérique a ...sa position expectante.

...s un article intitulé « *Anglo-french Dead-...* » [l'impasse anglo-française] (3), M. FRANCK ...MONDS examinait les diverses alternatives de...esquelles se trouvait la politique américaine ...nait ses raisons de choisir l'isolement :

...ière voie : Nous pourrions intervenir aux côtés de ...nde-Bretagne, et il serait possible, dans ce cas, que ...menions la faillite complète de la politique suivie ... France. Mais notre honneur et notre loyauté nous empêcheraient d'obliger la France à abandonner une méthode qui équivaut pour elle à une garantie de sa sécurité nationale, sans lui assurer notre protection matérielle au cas où les événements lui donneraient raison. Nous ne pourrions pas davantage la forcer à accepter une réduction sur sa part des réparations allemandes sans diminuer d'autant ses dettes envers nous.

Seconde voie : Nous pourrions intervenir pour appuyer la politique de la France, mais il nous serait impossible de le faire sans prendre des engagements à l'égard de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ; car, si l'Allemagne capitulait devant la France à notre instigation, nous deviendrions moralement responsables de la future intégrité de l'Allemagne ; tandis que, si l'acceptation britannique de notre décision amenait — ce serait inévitable — une grande réduction des dettes de réparations auxquelles l'Angleterre a droit, nous devrions envisager des sacrifices semblables. De plus, si nous nous décidions à suivre la politique anglaise, nous serions inévitablement entraînés dans une coalition européenne ; et, si nous devenions les champions de la France, elle nous obligerait naturellement à soutenir ses satellites...

De nous engager, à cette heure, impliquerait notre participation absolue et sans limites dans ce qui peut devenir une lutte interminable entre deux conceptions dérivant des traditions et des usages de deux grandes nations.

Troisième voie : Il nous reste la politique de l'isolement. En continuant à la suivre, nous ne contenterions ni les Français ni les Anglais ; mais, en rompant avec elle, nous perdrions automatiquement toutes les amitiés qui nous lient à celles d'entre les nations contre lesquelles nous nous serions indirectement déclarés. En adoptant cette politique d'isolement, nous ne contribuerions en rien à la solution des difficultés en question, mais il resterait à savoir si cette solution est en vue ?...

Il y aurait évidemment le moyen de recommencer l'expérience du président Wilson, et de nous poser en arbitres des disputes mondiales... ; mais se trouverait-il quelqu'un aux Etats-Unis pour accepter cette formidable responsabilité ?...

Si nous intervenions aujourd'hui, ce ne seraient pas nos idées, nos vues, notre raison, qui arriveraient à convaincre et peut-être à contrôler. Ce serait notre force, matérielle et financière, et notre influence ne dépasserait pas la durée du pouvoir exécutif de notre force et cesserait dès qu'une autre force s'opposerait à la nôtre. Et quand nous serions soit évincés, soit dépassés, notre influence disparaîtrait et l'Europe resterait l'Europe, et les choses se passeraient exactement comme à l'époque du retour de Wilson aux Etats-Unis, après la Conférence de Paris, lorsque le pays a rejeté tous les engagements pris par lui en son nom.

La paix européenne n'est pas un règlement de longue durée des questions qui séparent les nations ou les races, mais un état d'équilibre temporaire soumis aux risques de la guerre ou aux épuisements économiques...

Ce que nous autres Américains gratifions du nom d'impérialisme des nations européennes n'est en somme que l'effort des pays du continent pour trouver des garanties de sécurité, et l'effort de la nation britannique pour trouver des marchés.

La victoire des Alliés sur les Allemands, bien loin d'avoir garanti l'intégrité de la France, l'a placée en première ligne de danger...

Même la course de la France aux réparations est bien plus un effort accompli en vue de la restauration économique du pays, pour parer à l'éventualité d'une Allemagne rétablie, que la simple poursuite d'un débiteur insoumis. L'intervention de l'Amérique pourrait sauver l'Allemagne et profiter à l'Angleterre, mais entraîner dans ce même cas la ruine de la France, de la Pologne, de la Tchéco-Slovaquie et de la Belgique. Ou bien elle pourrait

---

...23) recevait ces renseignements sur « l'occupation ...Ruhr et le commerce américain » : « Il est pris ... trop de liberté avec les intérêts commerciaux des ...ains dans la Ruhr, et l'on apprend que les ambas...e Paris et de Berlin sont occupées à transmettre ...nbreuses protestations que leur envoient les firmes ...ines dont les marchandises sont arrêtées par la ...exportation qu'ont imposée les Français et par la ... chaotique des transports.

...s marchandises et les produits dont l'expédition ...rdée rentrent surtout dans les catégories : pro...chimiques, soieries, matériel mécanique, articles ...cturés, lainages et cotonnades. On dit même que ...cles qui ont été commandés et qui ont fait ...d'un payement avant que les Français pénètrent ...Ruhr sont également arrêtés. Cependant, on déclare ...aque cas fera l'objet d'un examen particulier et ... intérêts américains seront protégés. Les indu...allemands n'osent pas hâter les expéditions en ...les taxes imposées par les Français, car ils risque...ainsi d'être accusés de trahison et punis par le ...ement allemand. Les firmes de Crefeld (centre de ...ie en Allemagne) avaient fait en Amérique de ...ses commandes de soieries, de velours et autres ...és qui ne peuvent être livrées ; 40 % des mai... produits chimiques d'Allemagne sont dans la ...occupée par les Français, ainsi que l'*International ...r Company* et la *National Radiator Company*, à ...dont l'activité est sérieusement retardée par l'oc...

...qu'à présent, le Gouvernement de Washington n'a ...it connaître sa décision ou tout au moins aucun ...ement ne nous est parvenu ici, et les exporta...méricains sont désespérés, car là confusion et le ... règnent dans la Ruhr et dans un certain nombre ... régions avoisinantes, où les transports sont com...t désorganisés. Les exportateurs anglais, hollan...suisses, sont dans le même cas, et les promesses ...nent les Français, en ce qui concerne l'examen ...êtes, ne procurent qu'un faible réconfort aux ache... produits et marchandises « de saison », car ils ...t que les livraisons ne soient arrêtées pour une ...limitée. » (Trad. *Bull. quot.*, 17. 4. 23.)

(1) *...ll. Pr. am.*, 27. 4. 23.

(2) ...ir le texte intégral de ce rapport dans *D. C.*, t. 11, ...1019.

(3) *...merican Review of Reviews*, New-York, sept. 1923.

profiter à la France, aux dépens de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, mais elle n'arriverait pas à la fois à sauver l'Allemagne, à assister l'Angleterre et à garantir la sécurité de la France.

Nous ne pourrions atteindre ce triple résultat qu'en exerçant une hégémonie sans réserve sur toute l'Europe, qui aurait vite décidé de s'unir contre nous en une coalition formidable, ainsi qu'elle l'a fait contre toute domination exclusive d'une Puissance, depuis l'Empire Romain (1).

LES SENTIMENTS A L'ÉGARD DE LA FRANCE

La note antifrançaise.

Sous l'afflux des fausses nouvelles, venues la plupart de Berlin (2), une partie importante de la presse et de l'opinion suivit, au début, les adversaires irréconciliables de la politique européenne (3) dans leur condamnation de l' « invasion » de la Ruhr.

Le 22. 1. 23, le *New York American* (4) déclare que « la France n'a jamais su user de sa puis[sance] avec sagesse. Chaque fois qu'elle a triomphé, [elle] s'est transformée en tyran et a été pour l'Eu[rope] une menace impérialiste et militariste ». On [parle] du militarisme allemand, mais « le militarism[e de] l'Allemagne n'était rien en comparaison de [celui] de la France, une pauvre imitation futile ».

Le militarisme de la France.

Violemment antifrançais, le *New York Ame[rican]* écrivait encore le 3. 2. 23 que « le Gouverne[ment] français est aussi abjectement impérialiste et m[ilita]riste que son ancien allié, le Gouvernement tsari[ste] ». Le 9. 2. 23, il accuse l'Europe de renier les pa[roles] du président Wilson, qui, au nom des Alliés, [avait] promis la justice au peuple allemand :

Est-il juste de faire tenir garnison en territoire [alle]mand à des armées d'occupation dont l'Allemagne [doit] payer l'entretien ? Est-il juste d'imposer à l'Allemagn[e une] indemnité *trente fois* plus élevée que celle qu'elle [a im]posée à la France ? Est-il juste de loger des tr[oupes] noires et jaunes chez les Allemands dans des cond[itions] qui constituent une offense pour les femmes et les [jeunes] filles ? Et, s'il est juste qu'une grande partie des a[nciens] territoires allemands et des colonies allemandes en g[énéral] lui aient été enlevés par la France, est-il juste aussi q[u'une] autre partie importante et essentielle de l'Allemagne [soit] occupée par la France avec l'intention évidente de [l'an]nexer définitivement ? Est-il juste que l'Angleterre [ait con]clue avec la France un pacte aux termes duquel la F[rance] pourra piller autant qu'elle le voudra dans la Ru[hr si] l'Angleterre peut piller autant qu'elle le voudra en [Tur]quie, un accord qui permettra à la France de met[tre la] main sur les gisements de charbon de la Ruhr si [l'An]gleterre peut s'emparer des gisements pétrolifères [de] Turquie (1) ?

La famine en Rhénanie.

La *Washington Post* du 16. 1. 23 juge l'opé[ration] dangereuse : « A tous points de vue, l'invasio[n du] territoire allemand par les forces française[s est] malheureuse, pour la raison fondamentale q[u'elle] retarde le retour de la paix en Europe. » C'est[, dit-]elle le 21. 1. 23, « une des aventures les [plus] étranges et les plus chimériques de l'histoire, [la] tentative que fait la France pour contraind[re le] cœur allemand à dire aux muscles allemand[s de] travailler volontairement pour la France ». C[elle-ci] aura la responsabilité du ravitaillement de la [Ruhr] et elle pourra « céder à la tentation de contra[...]

---

(1) Traduit de l'anglais par François Lechannel, « A travers la presse étrangère » (*Correspondant*, 10. 10. 23).

(2) Voici quelques exemples typiques empruntés au *Bull. Pr. am.* (18. 2. 23) : Le *World* annonce que les Français sont entrés à Essen « Marocains en tête ». La *Washington Post* (21. 1. 23) publie une dépêche de son correspondant de Berlin, Harry Rue, d'après laquelle le général Nollet aurait fait savoir au professeur Stein, qui fait la liaison entre lui et le Gouvernement allemand, que les Français étendraient probablement leur occupation jusqu'en Hanovre. Le 16. 1. 23, M. C.-F. Bertelli, correspondant parisien du *New York American*, apprend au public américain : « Il est possible que la France étende son occupation à toute la zone neutre, jusqu'à 60 milles à l'est du Rhin, et y englobe des villes comme Francfort, Darmstadt, Carlsruhe, Fribourg et Stuttgart. » Le même jour, on affirme, sur la foi du correspondant de Londres, que le président du Conseil français est satisfait des obstacles opposés par l'Allemagne à l'application de la politique française dans la Ruhr, « parce que cela lui fournira une excuse pour annexer les industries de la Ruhr et réaliser un projet de séparation de la Ruhr et de la Rhénanie d'avec l'Allemagne ». Le 18. 1. 23 : « La France a maintenant 100 000 hommes dans la Ruhr. L'Italie fait savoir à la France qu'elle se séparera d'elle si son invasion de l'Allemagne devient militaire au lieu de rester économique. Après avoir songé à saisir les mines, la France se contente de réquisitionner le charbon déjà extrait. Cette modification de sa politique est due à ce qu'on a appris que les mesures de confiscation mentionnées par les journaux français ont fait mauvaise impression à l'étranger, et en particulier aux Etats-Unis. Il y a d'ailleurs, dans la Ruhr, un désaccord entre les civils et les militaires qui fait que la politique française passe par des alternatives de sévérité et de modération. » (Dépêche *Associated Press*.) Le 20. 1. 23, on assure que la France envoie dans la Ruhr, « pour la subjuguer », le général Weygand, qu'on décrit comme « le militariste le plus radical de l'armée après le maréchal Foch ».

(3) Le *Literary Digest* (27. 1. 23) relève des déclarations — condamnant la politique française — des sénateurs Caraway, démocrate, de l'Arkansas ; Williams, démocrate, du Mississipi ; Weller, républicain, du Maryland ; du Rev. Paul Rader, président de la *Christian and Missionary Alliance* ; du docteur William Herbert Perry Faunce, président de la *Brown University* ; du gouverneur de la Louisiane, M. John M. Parker. Le sénateur Robinson exprime l'avis que l'opération de la Ruhr n'est pas justifiée par le traité de Versailles (*New York American*, 19. 1. 23).

(4) Le *New York American* fait partie de la presse Hearst. Né en 1863 à San Francisco, William Randolph Hearst est le fils d'un sénateur des Etats-Unis, George Hearst ; il a été lui-même membre de la Chambre des représentants ; en 1905, il a été candidat à la mairie de New York City. Les principaux journaux, à tendance germanophile, qu'il dirige sont, indépendamment du *New York American*, le *New York Evening Journ[al]*, le *Boston American*, le *Boston Advertiser*, le *Chicago [Herald] and Examiner*, le *Chicago American*, le *San Fra[ncisco] Advertiser*, le *Los Angeles Advertiser*.

(1) Trad. *Bull. Pr. am.*, 14. 3. 23. — M. A[rthur] Brisbane avait écrit dans le même *New York Am[erican]* du 18. 1. 23 : « On peut voir des manières diffé[rentes] de faire rentrer une dette en regardant l'Allema[gne et] les Etats-Unis. L'Allemagne a une dette qui lui [a été] imposée par la défaite, qu'elle ne peut payer, ou du [moins] qu'elle ne paye pas. La France fait entrer son armé[e chez] elle pour prendre ce qui lui est dû.

» La France, l'Angleterre, d'autres pays, doive[nt des] milliards aux Etats-Unis, dette d'honneur, contract[ée vo]lontairement par ces pays et qu'eux aussi, jusqu'i[ci, ne] payent pas.

» Quels cris le monde pousserait si nous parlion[s d'en]voyer une armée en France pour nous faire payer [ce qui] nous est dû, comme elle en envoie une en Allem[agne]. Après tout, une dette n'est qu'une dette, qu'il [s'agisse] d'une dette imposée à l'Allemagne vaincue, ou d'un[e dette] d'honneur contractée envers les Etats-Unis. »

uvriers à travailler en refusant de les nourrir ».
ce cas, elle aurait tort :

a accusé l'Allemagne, pendant la guerre, d'exposer
Belges et les Français dans les régions occupées aux
ers de la famine. Ils ne sont pas morts de faim
aux secours venus de l'extérieur. L'excuse qu'avait
emagne pour ne pas nourrir les Belges était qu'il
ait la guerre, mais la France n'aurait pas la même
se pour ne pas nourrir les habitants de la Ruhr.
cuse n'était pas valable, même en temps de guerre.
'y a pas d'excuse valable à laisser une population
e mourir de faim, que ce soit en temps de paix ou en
os de guerre (1).

La France veut une nouvelle guerre.

our la *New Republic* (21. 3. 23), la France est
le régime de la « Terreur blanche ». « La voix
parle officiellement pour la France est celle de
Poincaré, mais les mains qui tirent les ficelles
celles de Léon Daudet et de l'*Action fran-*
ç. » C'est pourquoi elle désire déclarer la guerre
Allemagne, et les clauses du traité de Versailles
la gêneraient plus.

[les Français] pourraient fixer les conditions de paix
être gênés par les désirs des autres nations, et ainsi
iger ce qu'ils considèrent comme les erreurs du pre-
règlement, par exemple le fait que la Rhénanie a
laissée sous la souveraineté de l'Allemagne. Lorsque
militaristes allemands, après la défaite de la France en
, ont voulu chercher une autre querelle et achever
uine de la France, Bismarck les en a empêchés. Il
ait envisager une époque de paix. Mais ce n'est pas
Bismarck qui tient la barre, en France (2).

La note francophile.

La modération de la France.

ependant, certains commentaires de la première
e témoignaient d'une plus grande sérénité de
ment et leur nombre ne fit que grandir. Dès
ois de février, on assistait à un véritable revi-
ent de l'opinion en faveur de la France (3). « La France parle à l'Allemagne la seule langue que deux générations d'Allemands aient appris à comprendre », écrivait le *New York Times* (10. 1. 23). « L'Allemagne devra payer si elle veut garder la Ruhr. Elle devra payer la somme fixée par la France en s'acquittant des obligations que lui imposait le traité » (*Boston Transcript*, 22. 1. 23). Sur les prétendues atrocités commises par les troupes françaises et en particulier par les troupes noires, l'opinion américaine revint très vite à une plus saine appréciation des choses. Le *New York American* lui-même avait reconnu, le 12. 1. 23, que « le désir qu'ont les Français d'éviter des troubles inutiles apparaît au fait qu'il n'y avait pas de troupes noires parmi celles qui sont entrées dans la Ruhr ». La *Commercial and Financial Chronicle* avait noté, le 24. 2. 23, qu' « il y a eu dans la Ruhr des désordres remarquablement peu nombreux à la suite de l'invasion française » (1). Le 24. 3. 23, le *New York Times* remarquait que les prédictions de ceux qui annonçaient des désastres à la suite de la présence des ingénieurs et des soldats français ne se sont pas réalisées :

Des prophètes impétueux ont déclaré que la France ne désire pas tirer des réparations de l'Allemagne, mais simplement la démembrer et la détruire. Manifestement, les autres nations ne le croient pas. Elles agissent sur la supposition que le payement des réparations sera bientôt repris par l'Allemagne. Notre Gouvernement consent à régler sa créance sur l'Allemagne pour les frais de notre armée d'occupation en acceptant douze payements annuels, qui viendront tous du fonds des réparations. L'Angleterre aussi et la Belgique comptent sur un remboursement analogue. Le Gouvernement allemand lui-même a répété qu'il était prêt à payer jusqu'à la limite de sa capacité. Il semble clair que les nations les plus directement intéressées n'ajoutent pas foi aux allégations qui représentent la France comme résolue à rendre l'Allemagne irrémédiablement insolvable. En cette affaire, les actes sont plus éloquents que les paroles, même quand les paroles sont les déclarations enflammées et orageuses de critiques qui ont perdu leur équilibre mental et qui voient rouge (2).

La France n'est pas militariste.

Dans l'*American Review of Reviews* de mars, M. Frank Simonds défend la France contre l'accusation de militarisme qui lui fut fréquemment adressée :

J'ai toujours cru qu'en fin de compte les Français ne s'arrêteraient devant rien pour empêcher le relèvement de l'Allemagne, à moins que ce relèvement ne leur promette des compensations pour le mal que leur ont fait les Allemands, et en même temps n'implique aucune menace pour leur sécurité. Dans l'état actuel des choses, les Français n'ont pas été payés ; et il n'est pas douteux qu'un relèvement de l'Allemagne dans un avenir prochain ferait une certitude d'une tentative de revanche de la part de l'Allemagne. Le sentiment dominant dans

---

Trad. *Bull. Pr. am.*, 18. 2. 23.
Trad. *Bull. Pr. am.*, 10. 4. 23. — Le *New York Call*
1. 23) voit des signes de collusion entre les fascistes
rois et les nationalistes français : « Il est possible
les fascistes bavarois et leurs appuis monarchistes
une sorte d'accord avec les agents du Gouverne-
français. Il y a environ deux ans, des officiers fran-
encourageaient les monarchistes bavarois dans leurs
ues contre la République. On soupçonnait alors que
lan français était de détacher la Bavière de l'Alle-
ne, d'aider à la restauration de la monarchie des
elsbach et d'accomplir ainsi un article du programme
émembrement de l'Allemagne.
Les démonstrations de Munich semblent être arran-
à une époque où elles serviraient à la fois la mo-
hie et la politique française. Il est certain que les
tes bavarois facilitent la tâche de l'impérialisme
ais à l'heure actuelle, bien que les démonstrations
t ostensiblement faites contre le régime républicain
le prétexte qu'il est responsable de ce qui arrive
la Ruhr. Une République française qui a pu con-
r une alliance avec le tsarisme russe est certainement
le d'encourager les monarchistes bavarois à jouer le
le la France. »
Aux journaux que nous citons, il convient d'ajouter
iste fournie par le *Literary Digest* du 27. 1. 23. Elle
rend le *Providence Bulletin*, la *Duluth News Tribune*,
chester Post Express, l'*Uniontown News Standard*, le
Record, le *Wall Street Journal*. Approuvent également
litique française : le général Dawes ; M. Daniels, an-
ministre de la Marine ; M. Thomas Alva Edison ;
ésidents des Universités de Chicago et de Californie.

(1) Par contre, la *Nation* du 21. 3. 23 publie : « Deux soldats français trouvés morts avec des balles dans le dos, deux suspects allemands tués en essayant de fuir, cinq autres Allemands tués lorsque les soldats français tirèrent sur une foule hostile, et un autre Allemand tué dans une ville voisine. Ces nouvelles d'une seule journée, deux mois après l'entrée des Français dans la Ruhr, deviendront probablement typiques. Elles représentent la moisson naturelle de l'invasion militaire. » Pour le *New York American* du 18. 3. 23, « les Français font la guerre aux petits enfants » et « les tout petits sont battus, frappés à coups de baïonnettes, expulsés des écoles et privés de pain et de lait ».
(2) Trad. *Bull. Pr. am.*, 27. 4. 23.

la France que je connais n'est pas militariste ou impérialiste ; c'est une volonté de vivre (1).

Le *World's Work* de mars aboutit à des conclusions analogues :

Après la signature de la paix, la France se trouvait sans garantie d'aucune sorte. Elle avait abandonné son plan pour l'obtention de sauvegardes matérielles dans l'espoir d'une alliance défensive avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et cet espoir avait été déçu. Que devait-elle faire ? Evidemment, la seule voie qui lui restait ouverte était de reprendre le programme abandonné des garanties matérielles. Cette nécessité explique pratiquement tout ce qui est arrivé depuis l'échec du traité de Versailles aux Etats-Unis... Il serait possible de passer en revue pratiquement tous les actes de la politique française depuis quatre ans ; la crainte de la destruction nationale les anime tous (2).

A la tête de ce mouvement francophile, on voit les anciens combattants. Le 24. 1. 23, le lieutenant-colonel Owsley, commandant de l'*American Legion*, rappelle que la question essentielle est l'obligation qui existe pour l'Allemagne de payer des réparations.

Le *Public Ledger* avait dit la veille, 23 janvier :

La France demande à l'Allemagne de réparer les dommages qu'elle a causés. Les Allemands ne les ont pas réparés. Après tout, ils ont fait défaut sur les livraisons de charbon et de bois, et sur les payements en espèces. Il ne faut pas oublier ces choses. La France est dans la Ruhr un policeman qui essaye de faire rentrer une juste amende. Elle essaye d'atteindre ceux qui peuvent payer, les Stinnes, les Thyssen et autres seigneurs industriels qui se sont gorgés du sang de l'industrie allemande. Au nom de la justice élémentaire, des ouvriers qu'ils ont exploités et de l'or qu'ils ont dissimulé et exporté, pourquoi ne payeraient-ils pas (3) ?

(1) Trad. *Bull. Pr. am.*, 27. 4. 23.

(2) *Ibid.* — Dans la revue *Current History* de septembre 1923, M. JOSEPH CAILLAUX expose qu'il y a eu en France, après la guerre, une vague réactionnaire, mais qu'on assiste aux prodromes d'un nouveau triomphe des idées libérales. A l'aide de cette vue d'ensemble, M. Caillaux examine la politique étrangère et estime que, si la France a raison de vouloir « des réparations légitimes et la sécurité », la politique suivie depuis 1919 ne peut lui donner ni l'une ni l'autre : « En janvier, quand nos troupes franchirent le Rhin, tous les blancs et la plupart des bleus applaudirent. M. Poincaré se dressait comme l'homme qui allait enfin « faire payer l'Allemagne ».

» Depuis, l'opinion publique a changé. Aujourd'hui, elle est inquiète et troublée. Elle a découvert que l'entreprise ne nous a pas rapporté un centime et qu'au contraire elle nous a imposé de lourdes charges. Elle sait que les livraisons de charbon allemand ont considérablement diminué. Elle redoute une disette de charbon. Elle commence à prêter l'oreille aux rumeurs. On entend murmurer partout que l'expédition de la Ruhr a été décidée à l'instigation des gros métallurgistes qui, possédant les mines de fer de la Lorraine, désirent mettre la main sur les vastes gisements de charbon de l'autre rive du Rhin. Ces allégations sont probablement calomnieuses, mais elles s'enracinent profondément dans l'esprit du public. Le peuple, en général, continue d'appuyer le Gouvernement, bien qu'il ait conscience que les autorités aient agi avec précipitation, sans avoir dûment pesé leur action, dans la sotte illusion qu'une promenade militaire réglerait le plus compliqué des problèmes économiques. Mais l'appui ainsi donné ne l'est que pour quelque temps. A l'expiration du délai accordé, s'il n'a été obtenu aucun résultat décisif, les masses se retourneront avec violence, comme c'est leur coutume, contre ceux qu'elles regarderont comme ayant été de mauvais bergers. » (Trad. *Bull. Pr. am.*, 11. 10. 23.)

(3) Trad. *Bull. Pr. am.*, 18. 2. 23.

Le 29. 1. 23, le *New York Times* reproduit [...] déclarations favorables à la France du général J. [...] O'Ryan, et les accompagne de ce commentaire [...] « l'influence morale des soldats américains est é[...]demment jetée dans la balance en faveur de [la] France ». Le 1. 2. 23, à la Chambre des représ[en]tants, le représentant Lineberger, de Californie, [vé]téran de la guerre, déclare vouloir « souhaiter bon[ne] chance à la France dans son effort pour percev[oir] les réparations » (1). La *New York Tribune* [du] 29. 1. 23 rappelle aux germanophiles qu'il y a [eu] la guerre :

De 1914 à 1918, l'Allemagne a été un butor, souffl[ant] le feu et la mort. Depuis 1918, elle est un butor i[n]timidé, gémissant, mais que n'a pas touché le repen[tir]. Elle n'a pas avoué ses fautes et n'a pas offert de [les] expier. Elle s'humilie hypocritement et demande la sy[m]pathie morbide de ceux qui accordent la leur sans [dis]tinguer entre le juste et l'injuste, entre le bien et le m[al].

Il est temps de rappeler la guerre et ses causes lors[que] des sénateurs parlent de transiger sur les crimes de l'A[lle]magne sur une base purement économique, sans te[nir] aucun compte de la justice et de la morale. Ce n'est [pas] là une conception américaine. Elle porte la marque [de] Berlin (2).

L'amour pour la France, plus puissant en Amériqu[e] que la haine pour l'Allemagne.

Ainsi s'accentue toujours davantage l'impress[ion] que, sous des divergences momentanées, subs[iste] profond en Amérique « l'amour pour la France [».]

Lors de son récent voyage en Amérique, miss Ma[ude] Royden (3) fut invitée par le Congrès de la *Women's In[ter]national League*, tenu à La Haye, à le représenter au[près] du Gouvernement des Etats-Unis. Au cours d'une ré[cep]tion organisée cet après-midi en son honneur par [le] Comité de cette ligue, elle rendit compte de ses vi[sites] à M. Hughes et à M. Hoover et raconta également l'[im]pression qu'elle avait rapportée au sujet de l'opinion g[éné]rale en Amérique sur l'occupation française de la Ru[hr].

Pendant son séjour aux Etats-Unis, miss Royden a [eu] une occasion très favorable de sonder l'opinion am[éri]caine sur la question de l'occupation de la Ruhr. [C'est] en cours de route vers l'Amérique qu'elle apprit [l'en]trée des Français dans la Ruhr et le retrait des tro[upes] américaines. Elle interpréta, sur le moment, l'action a[mé]ricaine aussi faussement que le fit la presse anglaise, [mais] elle s'aperçut, dès son arrivée, que l'Amérique était [pour] ainsi dire unanime à approuver l'action de la Fra[nce]. Elle ne trouva pas plus d'une douzaine de personnes [qui] pensaient que c'était une erreur, et presque tout le m[onde] estimait que l'Angleterre aurait dû soutenir la France. [Les] gens semblaient indignés de s'apercevoir que l'Angle[terre] cessait de haïr les Allemands. On lui adressait [le] reproche que nous commencions à oublier nos morts[, et] cela lui donna fort à penser, car elle reconnaissait [par]faitement que les Américains ne sont pas vindic[atifs,] mais bienveillants et toujours prêts à secourir [les] détresses.

« Je crois, dit miss Maude Royden, que c'est pour [...]

(1) *New York Times*, 2. 2. 23.

(2) Trad. *Bull. Pr. am.*, du 14. 3. 23.

(3) Née en 1876, fille de Sir Thomas Royden, 1er bar[onnet,] Miss Agnes Maude Royden a multiplié livres et c[onfé]rences sur le côté économique et religieux du mouve[ment] féministe; de 1917 à 1920, elle fut attitrée à *City Te[mple]* (Londres) comme prédicateur ; en 1920, elle fond[a à] Kensington, avec le Rev. Percy Dearmer, les *Fellow[ship] Services*, transférés depuis à Guildhouse, Eccl[eston] Square.

e partie à nous la faute si les sentiments de l'Amé- sont aussi hostiles aux Allemands. C'est le résultat notre propagande habile et merveilleusement effi- pendant la guerre. Les Américains disent que la agande allemande était complètement éclipsée par la . Ils reçurent alors une impression si forte de élératesse allemande qu'ils ne peuvent comprendre attitude actuelle. »

Royden déclara qu'elle trouvait un accueil enthou- orsqu'elle prêchait sa doctrine d'amour et de bonne ; seulement, ceux-là mêmes qui l'applaudissaient saient : « Mais vous n'appliquez pas cette doctrine Français dans la Ruhr. »

qui permet vraiment d'avoir confiance en l'avenir, miss Royden, c'est que le sentiment le plus puis- ux Etats-Unis n'est pas la haine de l'Allemagne, 'amour pour la France. Ils éprouvent à l'égard de nce une sympathie naturelle et à l'âge le plus im- nnable chaque enfant américain apprend à voir en yette le symbole de la France, tandis que l'on ne te que dans les Etats du Sud une sympathie naturelle ue pour l'Angleterre. L'Amérique ne reviendra en Europe pour punir l'Allemagne. Elle est résolue plus se laisser entraîner dans la guerre ; mais son pour la France est un mobile susceptible de la er. Le sentiment que la France se lance dans une re périlleuse surtout parce que la sécurité que it lui donner l'Amérique lui fait défaut, le sentiment que l'Amérique a « lâché » les Français, pourront r un jour l'Amérique à s'intéresser aux affaires d'un dont elle s'est retirée (1).

L'Allemagne a chez elle ses plus redoutables ennemis.

s le titre « *Germany's enemies* » [Les enne- e l'Allemagne], la revue *The Outlook* de New- écrivait, en décembre 1923, à l'occasion de sère causée en Allemagne par la résistance e :

ennemis les plus redoutables de l'Allemagne se nt en Allemagne même et non en dehors de ses res. Ce sont ceux qui sont arrivés à la brouiller e monde entier. Ce sont ceux qui l'ont encouragée er aux pieds les droits de la Belgique. Ce sont ceux ont entraînée à croire qu'elle pourrait dominer le . Ce sont ceux qui l'ont poussée à ravager le pays voisin, non pas dans un dessein militaire, mais arriver à mutiler ce voisin, quelle que fût l'issue stilités. Ce sont ceux qui ont encouragé l'Allemagne, l'heure de la défaite avait sonné, à repousser les les équitables de restitution. Ce sont ceux qui, rriver à résister à ces demandes, se sont servis ssources de l'Allemagne pour imposer au peuple ômage forcé. Ce sont ceux qui, forts d'une situa- sponsable et importante, ont encouragé la destruc- es finances allemandes, avec le résultat inévitable ls sont responsables) d'amener l'Allemagne à faire route, bien que le pays n'en demeure pas moins ieusement riche. Ce sont ceux qui, en détruisant e intérieure de l'Allemagne, ont détruit en même le bien-être, le bonheur, l'existence même de ceux ls cette dette était due en Allemagne. Ce sont ceux ndant tout ce temps, ont bénéficié des épreuves de agne et se sont enrichis des dépouilles de leurs riotes.

le *New York Times* du 25 novembre dernier, Georg rd, rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung* de décrit le souverain sans couronne de l'Allemagne, Hugo Stinnes, possédant à cette heure plus d'autorité que tout autre homme en Allemagne, et, par conséquent, plus responsable que tout autre de l'état actuel du pays...

« ... Depuis la guerre, dit-il, Stinnes a été le mauvais génie de l'Allemagne ; mais ce serait une faute capitale que de lui imputer une vilaine nature (*sic*). Il a pensé, pendant le premier trouble de la Révolution, que le démembrement inévitable de l'Empire allemand ne laisserait subsister qu'un seul élément stable : le système économique allemand.

» ... A l'heure qu'il est, Stinnes entretient des relations suivies avec Ludendorff, avec le kaiser à Doorn et le prétendant Wittelsbach au trône de Munich. Aujourd'hui, comptant sur la faiblesse des unions ouvrières — résultat de l'inflation et de ses propres manœuvres, — il demande l'abolition de la journée de huit heures. Il redevient capitaliste, et attend sa victoire. — Economiquement, il a déjà vaincu. Car son entreprise gigantesque est en partie construite sur les pertes immenses subies par les classes bourgeoises en Allemagne, en particulier les petits rentiers, à cause de l'absorption graduelle des revenus par la dépréciation monétaire. »

Ceux qui encouragent l'Allemagne à opposer à de justes revendications une résistance opiniâtre, et qui manifestent de l'indignation contre les auteurs de ces mêmes demandes, contribuent sans le savoir au succès des ennemis de l'Allemagne et augmentent les souffrances auxquelles ils sont désireux de porter remède (1).

Manchester Guardian, 3. 5. 23 (trad. *Bull. quot.*, 23).

L'Italie s'inquiète de la puissance française

Lorsque la Ruhr fut occupée le 10. 1. 23, des ingénieurs italiens s'étaient joints aux ingénieurs belges et français qui devaient contrôler les livraisons de charbon. Le lendemain, M. Poincaré lisait aux Chambres une déclaration que les journaux fascistes et sympathiques à M. Mussolini jugèrent modérée (2).

« La France, dans les déclarations de Poincaré, a précisé son but, qui n'est ni polique ni militaire, disait le *Giornale d'Italia* du 13. 1. 23. Elle ne nourrit aucune folie de conquête. Elle veut uniquement obtenir des réparations... Le discours de Poincaré, en même temps que les documents soumis aux chancelleries amies, montre le vif sentiment de modération de la France et son profond sentiment des responsabilités. » (3) Toutefois, dès ce premier épisode de l'occupation, le Gouvernement italien fait ses réserves : M. Mussolini déclare rester fidèle au memorandum de Londres, et la presse la plus favorable à la politique française demande que l'Italie garde une complète unité de vue avec l'Angleterre. « L'Italie ne fera jamais de politique

(1) Traduit de l'anglais par M. FRANÇOIS LECHANNEL, « A travers la presse étrangère » (*Correspondant*, 25. 1. 24).

(2) Cf. le texte de cette déclaration et le détail du scrutin à la Chambre des députés dans *D. C.*, t. 9, col. 147-156.

(3) Traduit de l'italien par le *Bulletin périodique de la Presse italienne* [*Bull. Pr. it.*] du 23. 1. 23. — Le journal de gauche *la Stampa* se prononça au contraire contre l'occupation du bassin minier et, lorsqu'il fut occupé, pour sa plus prompte évacuation. Le 12. 1. 23, il écrivait : « En présence de l'occupation française de la Ruhr, le premier besoin qu'éprouve toute conscience libre est de protester contre cette offense au droit des peuples, à l'indépendance du peuple allemand. Une fois remplie cette obligation de conscience, nous ne nous arrêterons pas à discuter les chicanes combinées par les défenseurs de l'occupation — qu'ils parlent ou non français, — sur les articles, paragraphes, mots et virgules du traité de Versailles. Rien ne nous répugne davantage que la violence hypocritement enveloppée de droit. » (Trad. *Bull. Pr. it.*, 23. 1. 23.)

antianglaise... Sa mésentente temporaire des jours derniers dévie aujourd'hui vers un retour à la plus étroite cordialité et à la confiance virtuelle », continue le *Giornale d'Italia*, qui souhaite en terminant la réalisation d'un projet d'entente continentale ou d'une médiation concertée par l'Italie et l'Angleterre. La *Tribuna* (25. 1. 23) préconise une action dans ce sens : « Lorsque la crise de fièvre actuelle aura été surmontée, on peut espérer que l'Angleterre sortira de son isolement et collaborera avec nous pour parvenir à une solution pratique, équitable et profitable, du problème angoissant des réparations. » Parallèlement, se fait jour une certaine appréhension contre l' « hégémonie française ». L'*Epoca* (18. 1. 23) prévoit son établissement : « L'Italie serait gravement menacée par un état d'anarchie en Europe et elle n'a aucun intérêt à favoriser l'hégémonie économique ou politique d'aucune Puissance. » Cette inquiétude ira s'accentuant et deviendra la note dominante de l'opinion italienne à l'égard de notre intervention militaire sur la rive droite du Rhin.

L'HÉGÉMONIE DE LA FRANCE ET LA TRANQUILLITÉ DE L'EUROPE

Le traité de Versailles est devenu un chiffon de papier entre les mains de la France.

Sous le titre « Optimisme prématuré », la *Stampa* du 26. 4. 23 se demandait ce qui arriverait si l'Allemagne faisait en matière de réparations une offre acceptable par la France :

Le plus difficile resterait encore à faire et ce serait de s'accorder sur les conditions politico-territoriales qui accompagneraient la mise en vigueur de l'accord lui-même. L'occupation rhénane et, plus encore, celle de la Ruhr constituent la véritable pierre d'achoppement.

Non seulement le Gouvernement français est résolu à maintenir son occupation de la Rhénanie pendant les quinze ans prévus par le traité de Versailles (ces quinze ans qui, selon l'absurde thèse de M. Poincaré, n'ont pas encore commencé à courir); mais elle a également proclamé d'une façon formelle et répétée que la Ruhr ne sera totalement évacuée qu'après le payement total des réparations. Cette exigence est doublement en contradiction avec le traité de Versailles, qui ne prévoit pas d'autre occupation que celle de la Rhénanie et qui fixe le terme de cette occupation à quinze ans, en subordonnant l'évacuation à l'acquittement des obligations qui incombent à l'Allemagne durant cette période, mais non pas au payement total de l'indemnité. Mais la France de Poincaré, nous l'avons dit plus d'une fois, a réduit le traité de Versailles à l'état de chiffon de papier et elle n'entend pas respecter ses obligations internationales.

Ainsi, même en supposant que l'Allemagne souscrive aux « absurdes » demandes de la France, on n'aurait pas avancé vers la solution définitive, parce que ce ne sont pas des accords de payements que veut obtenir le Gouvernement de Poincaré, mais « des occupations indéfinies et le démembrement de l'Allemagne » (1).

---

(1) Trad. du *Bull. quot.*, 28. 4. 23. — Parmi les documents anglais de cette étude, nous avons donné (*D. C.*, t. 12, col. 1086) l'opinion de Lord Beauchamp concernant l'illégalité de l'occupation de la Ruhr. Voici un article du correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* (24. 5. 23) qui corrobore la thèse de Lord Beauchamp reprise à son compte par la *Stampa* : « Depuis le premier jour de l'occupation séparée de la Ruhr par les Français et les Belges, et même depuis que M. Poincaré a menacé, au mois d'août dernier, de procéder à cette occupation, on a discuté à perte de vue, et souvent avec une chaleur considérable, le point de savoir si l'interprétation juri-dique donnée par M. Poincaré au paragraphe 1 l'annexe II des réparations, article 244 du traité de sailles, était exacte. Le paragraphe en question est conçu :

« Les mesures que les Puissances alliées et ass
» auront le droit de prendre en cas de manquement v
» taire par l'Allemagne, et que l'Allemagne s'engage
» pas considérer comme des actes d'hostilité, peuvent
» [comprendre] des actes de prohibitions et de représ
» économiques et financières et, en général, telles
» mesures que les Gouvernements respectifs pou
» estimer nécessités par les circonstances. »

» En deux mots, la thèse française consiste à dir l'expression « Gouvernements respectifs » équiva l'expression « Gouvernements individuels ». Le G nement britannique n'a jamais accepté cette inter tion, qu'il a toujours considérée comme étant con aux intentions des auteurs du traité. Néanmoins, le vernement britannique n'a jamais chargé Sir Bradbury de demander à la Commission des Répar une interprétation juridiquement autorisée ; il n'a non plus adopté l'alternative prescrite par le traité même en cas de désaccord, au sein de la Comm des Réparations, sur un point d'interprétation, et c tant à demander une déclaration à une organisation trale — le tribunal de la Société des Nations.

» Cependant, le Gouvernement britannique et les Gouvernements alliés ont agi comme si le paragrap n'avait jamais été interprété ni par les auteurs du ni par la Commission des Réparations. Ce que je constater ou, plus exactement, signaler à nouveau, que le paragraphe 18 a reçu une interprétation à l théorique et pratique de la part de son propre a le Conseil suprême primitif, à la requête de la mission des Réparations, et cela dès le 23 août sous la forme d'une note adressée au Gouverne roumain d'alors et protestant contre l'occupation s de la Hongrie par ce Gouvernement et la saisie, pa d'une partie de l'actif hongrois en vue des répara La note était signée de M. Clemenceau, comme pré de la Conférence de la paix. Elle avait été rédigé nom de la Commission des réparations, par M. Lou qui présidait alors cette Commission, et en collabo avec le délégué américain, M. Hoover...

» Il ne pourrait y avoir de réfutation plus frap de l'interprétation française actuelle du paragraph suivant laquelle ce paragraphe autoriserait une séparée de la part d'une ou deux Puissances, que note autorisée du 23 août 1919, émanant des prés français de la Conférence de la paix originale et Commission des Réparations, MM. Clemenceau et cheur. » (Trad. *Bull. quot.*, 25. 5. 23.)

Par contre, M. Austen Chamberlain, nouveau sec d'Etat au Foreign Office dans le deuxième ca Baldwin, parlant le samedi 18. 8. 23 à Edgbaston, le point de vue conservateur sur l'occupation conclut nettement à sa légitimité. Le *Daily* (20. 8. 23) l'en félicitait : « L'occupation de la déplaît nettement à M. Chamberlain, mais l'a adoptée par notre Gouvernement lui déplaît plus e Il donne à ce Gouvernement l'avertissement que « » tente est suspendue à un fil », il lui demande de preuve de circonspection et il lui dit sans ménage que le piteux état de l'Allemagne, autour duquel o tant de bruit, est dû à sa « folie financière ».

» Nous constatons avec plaisir que M. Cham condamne en termes vigoureux l'accusation d'ill portée contre les Français, accusation qui constitue être le passage le plus difficile à défendre entre tous note des plus pernicieuses. Il déclare avec raison moment de soulever cette objection, si toutefois el fondée, était au mois de janvier dernier, lorsqu Français sont entrés dans la Ruhr avec l'assen passif du Gouvernement britannique. Soulever cette tion aujourd'hui, où les Français sont profond engagés dans la lutte, est à la fois « inconséquent

…ui ni affirmer que non : c'est à M. Poincaré …e d'une façon claire et explicite quels sont ses …is. » Par « amour de l'objectivité », l'*Epoca* …strait cependant qu' « une partie de la presse …nde accuse les Français de vouloir rompre … de l'Etat allemand et que les nationalistes …is conseillent d'une façon ouverte ce pro…ne à M. Poincaré » (1). Mais lorsque l'Alle… eut capitulé en abandonnant la résistance …, le même journal n'eut plus aucun doute :

L'Allemagne, colonie française.

…andon de la résistance passive signifie, comme …ent les journaux du matin, la soumission de …agne à la France, la transformation de l'Allemagne …e colonie française.

L'Allemagne n'est plus et il s'établit aujourd'hui …rope l'hégémonie politique et économique de la …, que nous avions prédite, il y a un mois, suscitant …ement incrédule de bien des personnes de bonne … (2).

…e et futile ». […] La réponse à l'accusation ridi…ortée contre la France au nom de l'illégalité de …ation prête à des développements beaucoup plus …s que ne lui en a donné M. Chamberlain. Nous …ons qu'un des hommes qui jouissent tout particu…ent de la confiance de Downing Street déclarait … : « Entre le mois de mars 1920 et le mois de mai … la menace d'envahir le territoire allemand situé …elà du Rhin a été faite cinq fois et exécutée deux … Le Gouvernement britannique a participé à trois …ces menaces sur cinq ainsi qu'à l'une des deux …pations. »

…omme nous avons eu l'occasion de le faire observer, …gestion contenue dans la note britannique et suivant …e ces cas particuliers constituaient des actes de … et non pas des efforts en vue de faire exécuter les … des réparations du traité de Versailles, est une … qui n'a pour ainsi dire aucun sens. » (Trad. …*quot.*, 21. 8. 23.)

…sait que la théorie de l'illégalité, soutenue par …dwin le 11. 8. 23, a été réfutée par M. Poincaré … 8. 23 (cf. *D. C.*, t. 10, col. 330-332 et 345-350). … reviendrons dans la dernière partie du dossier.

…Trad. *Bulletin Pr. it.*, 7. 2. 23.

…ous le titre « A qui la palme antifrançaise ? » …e *republicana* (2. 6. 23) passe en revue les divers …ux antifrançais d'Italie. Elle parle ainsi de l'*Epoca :* …*poca*, il y a quelques jours, dans une note qui …it officieuse, écrivait que « le monopole économique …a France ou de l'Allemagne ou de quelque autre …ance que ce soit, aboutirait à mettre dans un état …assalité toute notre production ». C'est exactement … nous écrivions il y a quelques mois contre la thèse …*ssaggero*. Mais nous demandions aussi que la con…les membres italiens de la Commission des Répa… changeât ; on ne peut, en effet, vouloir à la fois …choses contradictoires : voter pour les demandes …ses sans réserve et repousser le monopole écono… de la France. »

…le même ordre de préoccupations, c'est une per… un peu différente qu'envisage le *Messaggero* … 23) : « Quels doivent être les accords franco…ds, on ne peut le dire en peu de mots. Ils ne …tent pas au « mariage du fer de Lorraine avec …arbon de la Ruhr », ni à des participations indu… dont on a déjà souvent parlé. Ces accords …pent tout le système économique et technique de …ce et de l'Allemagne, surtout des régions indu… allemandes devenues françaises dans leurs rapports …merce et de complément avec celles qui sont restées …des : ils conduisent à des combinaisons vastes et …s de production, d'échanges et de travail.

… a toujours parlé, depuis l'occupation de la Ruhr, …ger d'une hégémonie industrielle française sur …e centrale et continentale contre laquelle l'Italie …dû prendre position. Pour nous, le danger qui …pparaissait, sous l'apparence de cette hégémonie,

… La victoire française laisse la France arbitre non seulement de l'économie, mais encore de la politique continentale ; elle permet, en somme, à M. Poincaré d'imposer, dans les prochaines négociations pour le syndicat franco-allemand, outre les clauses qui garantiront la suprématie industrielle de la France, celles qui lui assureront la suprématie politique. C'est ce que ne voient pas ou ne veulent pas voir nos confrères qui parlent au nom d'industriels liés à des industriels français (1).

Poincaré travaille pour l'anarchie en Allemagne.

Cette thèse avait toujours été celle de la *Stampa*. Le 24. 1. 23, elle dénonçait déjà les projets « véritables » de la diplomatie française, dont les réparations économiques ne sont qu'un prétexte :

Le langage que tiennent aujourd'hui presque tous les journaux français, sauf ceux de gauche, sur l'opportunité de tendre un cordon douanier entre la Ruhr et le reste de l'Allemagne et d'introduire dans la Ruhr une monnaie spéciale, sur la possibilité de faire de la Ruhr et de la Rhénanie un Etat-tampon, sur la tactique séparatiste à suivre envers les différents Etats de l'Allemagne, tout cela confirme et augmente les soupçons sur le but politique de l'occupation de la Ruhr.

Le but suprême serait de jeter l'Allemagne dans l'anarchie la plus complète… La politique de Poincaré caressant le communisme en Allemagne est identique à celle de l'état-major allemand lorsqu'il envoya pendant la guerre Lénine en Russie. Cette tentative de Poincaré, accompagnée, à ce qu'il semble, de cajoleries à l'adresse des industriels pour que ceux-ci se détachent du Gouvernement de Berlin, peut être qualifiée une politique de désagrégation nationale et sociale de l'Allemagne (2).

Le président du Conseil français est un esprit « statique », écrit le même journal, à la date du 27. 5. 23. Ses formules sont monotones, mais les arrière-pensées qu'elles traduisent restent aussi immuables :

La France veut être payée, l'Allemagne ne paye pas, la France est entrée dans la Ruhr pour se faire payer et y demeurera jusqu'à ce que les payements aient été effectués.

Quel rapport y a-t-il entre ces affirmations dogmatiques et l'évolution réelle des faits ? Surtout, comment M. Poincaré conçoit-il les rapports entre l'occupation de la Ruhr et les payements allemands, par quel moyen estime-t-il possible de percevoir ces payements ? On chercherait vainement des réponses à ces questions dans son dernier discours, aussi bien que dans ses discours précédents. On dirait que, pour M. Poincaré, la politique et les problèmes politiques n'existent pas. Son intelligence ne comprend que les citations par huissier, les séquestres judiciaires et, comme nous l'avons déjà dit, les dépôts de conclusions. En présence de cette attitude, on peut se demander si elle correspond à l'état d'âme réel du président du Conseil français ou si elle n'est que le paravent d'une politique nettement conçue et poursuivie, mais qu'on ne dévoile pas parce qu'elle est inavouable, une politique tendant à perpétuer, au lieu de le résoudre, le problème des réparations pour prolonger indéfiniment les occupations territoriales destinées à rendre l'Allemagne impuissante et même, selon certains rêves plus ambitieux, à la démembrer (3).

---

c'était une combinaison industrielle franco-allemande, véritable trust sidérurgique européen, intéressée à s'ouvrir tous les marchés et pour cela à supprimer ou à tenir en esclavage toutes les industries nationales concurrentes. »

(1) *Epoca*, 26. 9. 23. (Trad. *Bull. quot.*, 28. 9. 23.)
(2) Trad. *Bull. Pr. it.*, 7. 2. 23.
(3) Trad. *Bull. quot.*, 29. 5. 23.

Ce n'est donc pas seulement « l'autorité qu'elle avait perdue » que M. Poincaré a rendue à la France par « la marche de ses troupes au delà du Rhin », ainsi que le disait le correspondant parisien du *Popolo d'Italia*, le 13. 1. 23 ; mais, puisque « les événements ont donné raison à Poincaré » (1) et que « le réalisme français est désormais une réalité indubitable » (2), « l'Europe est-elle sur le point de devenir une société anonyme par actions, dont le Gouvernement français sera l'administrateur délégué » (3) ?

Les préjugés antiallemands du peuple français.

C'est la question que se posera désormais l'opinion politique italienne. « Qu'est-ce que la France ? », se demandait, en mars 1923, M. Giuseppe Speranzani dans la revue *Rassegna Nazionale*, de Rome. Victorieuse, certes, puisque « l'Alsace et la Lorraine ont passé à la France, la Sarre est entre ses mains, la Haute-Silésie lui appartient aussi virtuellement par l'intermédiaire de la Pologne, son domaine colonial a été accru, de même que son bassin minier » ; mais elle reste « armée de peur » : elle a « ses départements dévastés, tellement que Rathenau lui-même a justement reconnu que la persistance d'un pareil désert signifiait la persistance d'un symbole de la haine qui sépare les deux peuples. » Elle « gémit », « écrasée par une dette formidable ». Enfin, « tandis que la race germanique est en perpétuel accroissement, la race française continue à diminuer, et elle est forcée de faire appel aux troupes noires et sauvages de ses colonies » (4). M. Speranzani continue :

... Pendant quelques années, la France a rengainé, sous la pression des Alliés, ses préjugés antiallemands ; à chaque Conférence, elle a laissé amputer la proie germanique de quelque large morceau. Le mécanisme des réparations est apparu, et il était en réalité de plus en plus improductif. S'il ne fonctionnait pas, c'était un préjudice pour la France ; s'il fonctionnait, il produisait le même effet, en mettant l'Allemagne dans l'impossibilité, le premier terme payé, de payer le suivant, ce qui laissait les nécessités françaises insatisfaites. Et alors le parti politique au pouvoir en France en profitait pour pousser violemment aux anciens projets de démembrement (5).

« Delenda Germania », maxime séculaire de la politique française.

Quand Poincaré, ses collègues et ses organes, quand des hommes étrangers à la politique, comme certains Monseigneurs de l'épiscopat français commandés par le cardinal Dubois, déclarent, à la face du monde, n'avoir pas d'autre but, en occupant la Ruhr et... le reste, que les réparations (1), ils oublient que, désormais, une b[...] partie du monde blâmera les intentions françaises, [...] on se rend ainsi compte. Très probablement, la F[rance] est satisfaite que l'Allemagne ne paye pas et ne puiss[e] payer ce qui a été convenu ; c'est plus qu'un prob[lème] juridique et économique qu'elle entend résoudre, c'es[t un] problème historique : l'Allemagne doit être détruit[e] [...] cela, la France tend à le démontrer au moyen des [...] rapports rédigés sur l'ordre du Gouvernement de [...] par M. Dariac, dans le dessein de construire une Rhé[nanie] autonome sous la tutelle militaire franco-belge et [...] sorber le territoire de la Sarre. *Delenda Germania* [...] est le programme fatal de la France, celui qu'elle [...] faire aboutir coûte que coûte, de peur d'être jetée [...] l'Atlantique par un peuple qui s'accroît avec une im[pres]sionnante régularité et qui élève ses générations da[ns le] sentiment de la vendetta.

Le nationalisme français est donc au fond une arm[e de] défense : tuer pour ne pas être tué. Jacques Bainvill[e, de] l'*Action Française*, l'a dit en substance avec une [...] admirable et détestable...

Sa réalisation serait un danger pour l'équilibre europé[en].

La politique française contraste violemment ave[c les] intérêts de l'Europe en général et ceux de l'Itali[e en] particulier.

Victor Cambon, dans la *Démocratie Nouvelle*, [par] exemple, n'a pas hésité à dire ce que signifie la posse[ssion] de la Ruhr par la France. Ce n'est pas seulemen[t un] coup mortel à l'unité et à l'économie allemandes. [Une] telle possession donne à la France le monopole c[onti]nental du charbon et du fer et des produits dérivés n[éces]saires à la sidérurgie. Par ce moyen, la France [peut], plus que nul autre en Europe, avoir le monopole [des] armements et, quand elle le voudra, être la seule [puis]sance armée parmi les autres désarmées. Un tel ré[sultat] signifierait, grâce à ce monopole, la réalisation po[ur la] France de l'effective hégémonie continentale...

Si la France est nécessaire et utile à l'existenc[e du] monde civilisé moderne, la nation allemande ne lu[i est] pas moins utile et nécessaire, à quelque point de vue [que] l'on se place. Et même si l'on veut, à toute force, [poser] la question au point de vue du sentiment, est-il pos[sible], pour sauvegarder la vie et la fortune de 40 million[s de] Français, de ne tenir aucun compte de 70 millions d'[Alle]mands ? Est-il possible, disons-nous, de sacrifier un g[rand] peuple tel que ce dernier, encore en plein développe[ment], de sacrifier sa fortune et ses droits politiques et [histo]riques dans l'avenir à un peuple numériquement [moins] fort, en pleine crise de dépopulation et qui, par suite, [s'est] rendu coupable d'une véritable décadence. Certes, la [con]duite actuelle de la France et la situation très [grave] qui en dérive n'est pas imputable au seul Gouverne[ment] de Paris. Aujourd'hui comme en 1914, il faut être im[par]tial. Les alliés de guerre de la France, après avoir p[rofité] de sa mentalité particulière, ont cherché ensuite à r[etirer] leur épingle du jeu et à la réduire brutalement à l'[isole]ment. Cette reprise de liberté d'action, pratiquée su[rtout] par l'Amérique et l'Angleterre, a amené leur alli[ée à] prendre des décisions extrêmement dangereuses. L'[Amé]rique et l'Angleterre ont largement su tirer parti [pour] leurs intérêts égoïstes de cette attitude. [...] (1)

---

(1) *Giornale d'Italia*, 26. 9. 23.
(2) *Idea Nazionale*, 26. 9. 23.
(3) *Epoca*, 26. 9. 23.
(4) Traduit de l'italien par Hugues Dutemps, « A travers la Presse étrangère » (*Correspondant*, 10. 6. 23).
(5) Le *Giornale d'Italia* (10. 8. 23) écrit que l'intransigeance française a pour dessein secret d'annexer la Rhénanie « La France ne relâche pas son étreinte, et continue à vouloir imposer à l'Allemagne, avec la rançon du Rhin, une capitulation complète. L'Allemagne ne s'agenouille pas, ne signe pas ; à demi étranglée, elle continue à hurler : « Je résiste ! » et ce n'est pas tout. Tandis qu'elle se défend sur le Rhin, elle cherche à réorganiser sérieusement sur le territoire qui lui reste une vie économique et étatique relativement normale. La France ne veut pas laisser à l'Allemgane le temps de faire cette expérience: elle mènera l'occupation à ses extrêmes conséquences, ruinera l'Allemagne pour l'empêcher de se rendre solvable et pour avoir le prétexte de conserver la Ruhr et le Rhin. » (Trad. *Bull. quot.*, 13. 8. 23.)

---

(1) Voir dans *D. C.*, t. 9, col. 136, note du car[dinal] Dubois sur les « conditions d'une paix sensée et durab[le] » — t. 10, col. 71-72, lettre du cardinal Dubois à M[.] Gailhard-Bancel, député de l'Ardèche, sur la lettre de P[ie XI] *Quando nel principio* au cardinal Gasparri.
(2) Traduit de l'italien par Hugues Dutemps, « A [tra]vers la Presse étrangère » (*Correspondant*, 10. 6. 2[3]).

talie contre la suprématie continentale de la France.

vant cette « folle politique » conduite par vocat lorrain » (1), que fera l'Italie ? Le *Mondo* 7. 23) répondait que son but était « connu » juste » :

st la solution pacifique du conflit grâce à des négons et à des transactions qui puissent tempérer et oniser, dans la meilleure forme possible, les diffé- points de vue. Mais quelles sont les méthodes et ègles d'action que le Gouvernement estime les plus pour arriver à cette fin ?...

ıs affirmons que, hors de toute attente exagérée, e, en suivant une ligne de conduite claire et pré- et en dissuadant la France de suivre un pro- me intransigeant contre lequel notre Gouvernement peut-être pu se dresser efficacement à un autre ent, — peut hâter aujourd'hui la fin de la crise dans lle l'Europe se débat et qui a des répercussions si s et si douloureuses sur notre vie économique (2).

ction anglo-italienne peut sauver l'industrie française contre les sabotages de M. Poincaré.

Stampa (1. 8. 23) demande au Gouvernement Iussolini d'agir en accord avec l'Angleterre :

Il est clair que le premier devoir qui incombe à e comme à l'Angleterre est de démasquer ce jeu. ıgit pour cela de rendre concret et public un pro- me d'action de teneur telle qu'il englobe aussi la action des légitimes intérêts français, dont Poin- est inconsciemment le plus dangereux saboteur. L'in- e métallurgique française par exemple, ébranlée par litique de Poincaré, s'achemine vers la destruction ; ce que n'ignorent pas les hommes du Comité des es, depuis longtemps opposés à cette politique, mais ant en plein dans le patriotisme vindicatif et anti- nal. Il faut donc un programme public d'action an- alienne afin que l'opinion mondiale, y comprise ion française, puisse établir son jugement ; et il ent de le mettre en action au plus tôt, sans compter longtemps sur la bonne volonté, parfaitement inexis- de Poincaré. Seule une telle démarche pourrait ître secouer la Belgique, liée aujourd'hui, contre tous ntérêts économiques et politiques, au char du Quai ay, qui mène ce courageux pays, cultivé et riche, ruine. Le Gouvernement belge, particulièrement son tre des Affaires étrangères, entrevoit l'abîme, mais ıx pas initial le retient prisonnier, et seule une forte ée extérieure pourrait lui rendre l'espoir de la libé- ı.

-ci restera toujours hostile à une politique de collaboration.

Nous avons dit ailleurs, et nous le répétons, qu'il pas à hésiter là où le choix n'existe pas. Qu'il faut l'inaction étant la pire des politiques. Nous ajou- aujourd'hui qu'à Londres et à Rome doivent tomber itivement les dernières illusions qui pourraient faire e que Poincaré collabore jamais à une politique de struction puisqu'il a pour programme de détruire on d'édifier. On peut espérer, par contre, voir s'ou- les yeux du généreux peuple français, actuellement uit à l'abattoir par ses mauvais bergers nationalistes eulement ceci ne saurait se produire à l'aide d'un ge de notes diplomatiques secrètes, mais uni- ent par la publication des propositions, et surtout 'évidence de l'action (3).

Stampa, 1. 8. 23.
Trad. *Bull. quot.*, 13. 7. 23.
Trad. *Bull. quot.*, 4. 8. 23.

Il faut rétablir l'équilibre de l'Italie et de la France.

Lorsque la capitulation de l'Allemagne eut prouvé la réussite de la politique française, le périodique édité à Rome *Rivista popolare* du 15. 10. 23, sous la signature O. L., présenta une conception plus apaisée des rapports franco-italiens. Il s'agissait, pour les deux nations latines, de partager à l'amiable la suprématie continentale, perdue depuis la guerre pour l'Allemagne. Celle-ci écroulée, l'Amérique se désintéressant des affaires de l'Ancien Monde, la situation est telle :

Sur le continent, seules deux grandes Puissances restaient encore debout : l'Italie et la France, diversement puissantes, car l'une pouvait balancer l'autre. Pour cette raison, aucune équivalence de force n'existait entre elles pendant une première période [postérieurement à la guerre]. Cette équivalence n'est désormais plus accessible pendant cette seconde période, la France devenant toujours plus puissante. Les hommes d'Etat anglais se sont montrés inférieurs à leur tâche en ces temps très calamiteux ; ils ne s'aperçoivent pas qu'ils manquent à la tradition politique de leur pays, tradition qui n'admettait l'établissement d'aucune hégémonie continentale. Maintenant, non seulement ils acceptent l'hégémonie française, mais encore, animés d'une inconcevable mentalité, ils l'encouragent et la secondent. Pour diverses raisons d'intérêt, notre amitié aurait été utile à la Grande-Bretagne, elle aurait pu ainsi contre-balancer la puissance française. Mais elle a préféré, à l'égard de l'Italie, un misérable jeu de pile ou face, sans aucun profit pour elle. Son attitude lors du conflit italo-grec lui a aliéné notre sympathie, et nous ne savons pas comment elle pourra la regagner dans l'avenir.

Notons pour l'instant que l'inflexibilité française, secondée par sa puissance militaire et la faible conduite de l'Angleterre, a vaincu la résistance passive de l'Allemagne. C'est un premier succès auquel d'autres feront fatalement suite. En ce qui nous concerne, comme le dit la *Finanza Italiana*, nous assistons avec préoccupation à l'accroissement de la puissance économique et politique de la France, puissance qui finira par être d'un grand poids contre nous dans les événements qui se préparent (1).

LA FRANCE COMPROMET L'IDÉAL CHRÉTIEN ET LES INTÉRÊTS CATHOLIQUES

Les catholiques italiens, dans leurs organes autorisés, ont été surtout frappés des répercussions morales et religieuses de ce nouveau conflit. Fidèles « aux principes de vraie charité morale, dictés par Celui qui est le juge-né de la justice, de la moralité et du droit » (2), ils visent beaucoup moins à la paix qui résulte de l'application des traités qu'à la pacification des consciences et des peuples. Il y va, à leurs yeux, de tout l'idéal chrétien, que menacent les désunions sans cesse renaissantes des nations.

L'esprit de domination, cause permanente de guerres.

Fede e Ragione, revue hebdomadaire catholique de Florence, brossait ce tableau moral de la situation, le 19. 8. 23, dans un article intitulé « *L'ora che volge : considerazioni solitarie* [L'heure qui passe : considérations d'un isolé] » :

C'est en vain que les hommes politiques se démènent, échangent notes et contre-notes, tiennent conférences et conversations : ils n'arrivent qu'à retarder la solution des

(1) Traduit de l'italien par Hugues Dutemps, « A travers la Presse étrangère » (*Correspondant*, 10. 12. 23).
(2) *Fede e Ragione*, 27. 1. 24.

questions qui les divisent et à prolonger les discussions qui devaient aboutir à un accord mettant les peuples à l'abri de nouveaux conflits. L'horizon devient de plus en plus sombre, car toute cette diplomatie ne s'inspire ni de la justice du Christ ni de celle de l'Evangile, mais seulement de l'intérêt et d'un honteux égoïsme de nationalité et d'Etat.

C'est ainsi que la manie de vouloir se dominer les uns les autres fait fouler aux pieds l'intérêt général de la société, et que l'Europe, par la faute de ceux-là mêmes qui prétendent la sauver, est menée à grands pas vers l'abîme.

La France, qui a provoqué ce nouveau conflit, en sera la première victime.

Comment finira, en effet, le terrible conflit que la France a provoqué avec une inconcevable légèreté, par l'occupation de la Ruhr ?

Les événements vont se précipiter ; et, si au Quai d'Orsay et au Palais-Bourbon l'on ne finit pas par ouvrir les yeux et par comprendre la folie de la politique suivie à l'égard de l'Allemagne, la Ruhr deviendra le foyer d'une nouvelle guerre encore plus terrible que la précédente.

Pour justifier sa propre attitude agressive et oppressive, le Gouvernement de Paris en appelle au traité et aux conventions de Versailles, mais il oublie qu'un crime ne justifie pas un autre crime.

Aujourd'hui, l'iniquité du traité de Versailles, dicté par la haine et la soif de vengeance, est telle que chaque fois qu'il est invoqué on devrait voir s'indigner toutes les consciences honnêtes qui ont encore conservé le sentiment de l'humanité.

Ce traité constitue, il est vrai, une force dans les mains de la France, mais il est en même temps pour elle une cause de faiblesse et un danger.

Car il n'est pas douteux que la première de toutes les nations de l'Europe qui subira les conséquences de ce pacte sanglant sera la France elle-même, elle qui, on peut bien le dire, reste désormais la seule à en exiger l'exécution.

L'Angleterre, qui a voulu la guerre en 1914, reste neutre maintenant.

Indubitablement, le péril dans lequel la France, dominée par son fol et utopique désir d'hégémonie, expose aujourd'hui l'Europe, pourrait être évité si les autres Puissances signataires du traité de Versailles, qui, semble-t-il, considèrent et pèsent davantage les conséquences désastreuses de la politique de M. Poincaré, entreprenaient une vigoureuse action pour obliger le Gouvernement de Paris à modifier son attitude en face de l'Allemagne et plus encore en face de l'Europe. Malheureusement, il n'y a rien à espérer même de ce côté, et la publication, faite par l'Angleterre, de récents documents politiques concernant la question de la Ruhr, est une nouvelle preuve qu'il n'y a rien à attendre des paroles, promesses, déclarations et discours qu'on prodigue sur les bords de la Tamise et qui répondent parfaitement, par leur désolante vacuité, à ceux qu'on prononce sur les bords de la Seine.

L'Angleterre, qui voulut la guerre pour se débarrasser de la concurrence commerciale allemande qui la menaçait, cherche maintenant à sauver l'Allemagne, dont la ruine financière et industrielle se répercute déjà sur le crédit anglais. Mais Lord Baldwin a déclaré à la Chambre des Communes que l'Angleterre ne peut sacrifier ses propres intérêts à ceux des Alliés. Elle entend, avant tout, conserver intacte son énorme créance, que lui ont acquise ses prêts de guerre à la France et à l'Italie. C'est là ce qui l'empêche de s'opposer à la cessation d'un état de choses qui, répétons-le, nous mène à grands pas vers un conflit.

Le Pape éleva la voix au nom du Christ et ne fut pas écou[té]

Sortant de sa réserve, le Souverain Pontife vient po[ur]tant de lancer, tout récemment, un appel aux peu[ples] de l'Europe et à leurs gouvernants (1), qui, s'il avait [été] entendu et mis en pratique, aurait rendu absolum[ent] inutile la publication des livres blancs, bleus, jau[nes,] gris, etc., au moyen desquels chaque nation, chaque [...] entend justifier sa propre action soit à l'égard de l'A[lle]magne, soit à l'égard des Alliés. Mais le Pape n'a [pas] été écouté. Bien au contraire, la magnifique lettre [de] Pie XI fut accueillie en France avec la plus gra[nde] hostilité, et la discussion qu'elle souleva à la Cham[bre] française (2) ne fut, d'un bout à l'autre, qu'une ins[ulte] à l'adresse de celui qui, au nom du Christ, avait [à] cœur de faire entendre des paroles de paix aussi no[bles] que désintéressées.

En d'autres temps, les peuples, témoins de pareils a[bais]sements, n'auraient pas hésité à faire justice de l[eurs] propres gouvernants, comme ils le faisaient au temps [où] le sentiment chrétien était encore vivant dans leur c[œur] et où la parole du Pontife était accueillie comme celle [du] gardien, du père, du juge et du souverain de l'huma[nité] chrétienne.

A l'heure actuelle, le monde porte la peine de sa pr[opre] apostasie et de sa négation du Christ, comme aussi [de] l'orgueil sacrilège qui l'a poussé à se donner une mo[rale] à lui, étrangère ou contraire à celle que renferm[e le] code divin de l'Evangile.

Les catholiques, il est vrai, auraient dû se faire [une] obligation de conscience d'élever hautement la voix [pour] protester d'abord contre le traité de Versailles, puis [pour] prêcher, au nom de la paix chrétienne, parmi les peu[ples] l'obéissance aux conseils du Souverain Pontife.

Mais où sont-ils, aujourd'hui, les catholiques (3) ?

Le traité de Versailles contraire à la justice chrétie[nne]

Cet article valut à *Fede e Ragione* une protesta[tion] du *Bloc catholique* de Toulouse (4), dont, remar[...]

---

(1) Lettre *Quando nel principio* au cardinal Gasp[arri,] 24. 6. 23 (trad. fr. dans *D. C.*, t. 10, col. 67-69).

(2) Voir le compte rendu des débats au Sénat et [à la] Chambre dans *D. C.*, t. 10, col. 75-128, 131-192.

(3) *Fede e Ragione*, 19. 8. 23 (traduit de l'italien [par] la *Documentation Catholique*).

(4) « *Magis amica veritas* ; les droits de la Fran[ce] » (nov.-déc. 1923). — Auparavant, *Fede e Ragione* avait [...] et publié dans son numéro du 9. 9. 23, une protesta[tion] véhémente de M. Etienne Dadé :

« Monsieur le Directeur,

» Lecteur occasionnel de la *Fede e Ragione*, j'ai été étonné de trouver dans le n° du 19 août une diatribe contre la France, à propos de l'occupation [de la] Ruhr. C'est tout simplement scandaleux, et vos co[nsidé]rations témoignent que vous ignorez les faits, ou [que] si vous les connaissez, vous ne les voyez qu'à traver[s des] lunettes allemandes. *Vous haïssez la France* et aimez [ten]drement l'Allemagne. Vous êtes libre d'aimer et de [haïr] qui vous voulez, mais il ne vous est pas permis, s[urtout] dans un journal qui a pour but de venger la Foi [et la] Raison, d'être aussi injuste, aussi déraisonnable, [qu'un] écrivain public peut l'être. *Il est vrai que votre f[euille] ne peut faire ni du bien ni du mal*, puisque le no[mbre] de ses lecteurs doit être minime. *Comment voulez[-vous] que le public s'intéresse à vos divagations ?...* C'est [tout à fait] par hasard que j'ai eu connaissance de votre a[rticle] contre la France. Quand je veux lire quelque cho[se de] sérieux, je m'adresse à une autre enseigne.

» Je ne viens pas rétablir, pour vous instruire, la [vérité] des faits que tout journaliste est censé connaître. La [der]nière réponse du président Poincaré au ministre [d'An]gleterre résume avec la plus grande clarté les r[aisons] qu'il a eu de faire occuper la Ruhr. Il ne fait que ré[péter] d'ailleurs, ce qu'il a dit et redit tant de fois. La v[...]

...ne florentine, « les idées et le programme ...n sont pourtant bien voisins des nôtres ». ...a réplique, *Fede e Ragione*, sous la signature

---

...ine, il ne pouvait varier dans son exposition. Si ...imez cette vérité, méditez, considérez une parole ... aussi la parole de la France entière.

... vous récusez le témoignage de M. Poincaré, lisez ...ez les lettres des cardinaux Dubois et Touchet, ...ue de quelques évêques français en réponse à la ...ollective des évêques allemands des pays occupés. ...es trouverez dans la *Documentation Catholique* du ...1 1923. Vous avez cette revue en main, puisqu'elle ...ée dans la vôtre, au moins au numéro du 19 août. ...z surtout le passage du P. Janvier sur la nécessité ... pour l'Allemagne de réparer *dans la mesure du* ...e le mal qu'elle a fait. Cette lecture vous conver...lle ?... Probablement que non. *Un esprit étroit ...préjugés tenaces.*

... je ne me trompe, vous devez être de la race de ...arlistes, prêtres et laïques, à qui les Allemands ...t mis dans la tête que la France était entièrement ... tandis que l'Allemagne était le champion de la ...catholique, à commencer par le kaiser. *Ces délégués ...nds écrivaient eux-mêmes les articles que des prêtres ... religieux signaient ensuite.* On les voyait souvent ...les auberges buvant ensemble, religieux, prêtres et ...ands. Naturellement, ces derniers avaient le plus ...d mépris pour ces êtres ignorants et crédules, mais ... peuple écoutait.

...our vous aussi, la France est le pays détesté, le ...rréligieux par excellence. Vous semblez ignorer que ...lle cependant qui marche à la tête des pays catho... pour les œuvres catholiques, et j'ajouterai, pour ...ience religieuse. Vos bibliothèques publiques et ...s sont toujours, presque pour moitié, composées de ... français. Pie X, de sainte mémoire, redoutait vos ...iques allemands, ceux des Universités, la science ...nde, et, s'il les ménagea comme vous savez, ce fut ...éviter un schisme. Lui, au moins, était juste pour ...ence.

...i vous n'avez aucun respect pour la vérité, vous ... en conscience, retirer les accusations *que vous ...portées avec tant de mauvaise foi et de rage.* Ou ...dans un second article, dites-nous, si vous l'osez et ...s le pouvez, que l'Allemagne a été innocente de la ...ation de la guerre, de la barbarie avec laquelle elle ...te, des vols, des destructions qui ont fait du Nord ... France quelque chose comme le Forum romain. ...ez-nous qu'elle a fait son possible pour s'acquitter ... indemnité qu'elle a accepté de payer, sur son ...ur. Surtout, répétez encore, avec preuves à l'appui, ... traité de Versailles est un « *delitto* ». Nous saurons ...à quoi nous en tenir sur votre mentalité ; nous ...s que votre journal, s'il garde encore la Foi, a ... absolument la Raison.

...out à vous.

» ETIENNE DADÉ. »

...revue de Florence faisait suivre la lettre de M. Dadé ...mmentaires. Nous traduisons les principaux para...es : « Après avoir étudié [le 19 août] l'origine des ... nous exprimions nos profonds regrets de voir que ...reusement les catholiques de France comme ceux ...utres pays ne savaient pas ou ne voulaient pas ... la voix pour réclamer la revision du traité si ... de Versailles.

...'est au nom de la morale chrétienne que nous ...dions cette revision, que les hommes de la poli...et de la finance internationales ne se sont jamais ... de réclamer pour d'autres motifs.

...ous y ajoutions des considérations d'un caractère ... plus général que nous suggéraient certains faits ...t nos lecteurs se souviennent encore.

...e contenu de notre article a dû donner sur les ...de certains chauvins français, pour lesquels tou...u traité de Versailles c'est toucher à la France ...me.

...ais, grand Dieu ! le temps où la France croyait ...r dicter et imposer ses volontés au monde, avec sa ...lution », ce temps-là est passé et ne reviendra plus. ...ous admirerons toujours chez le peuple français ces qualités qui le distinguent et l'honorent à un haut degré parmi tous les autres peuples : son génie, son âme chevaleresque, son attachement à sa terre et à son histoire, son esprit plein de brio, d'ironie et de ressources, sa littérature, sa foi et les sacrifices qu'il s'impose pour elle ; mais jamais nous n'en viendrons à reconnaître comme bien ce qui est mal et surtout cette tendance à mettre la France au-dessus de tout et de tous, comme si, dans le monde, il ne pouvait rien exister de beau et de bien en dehors de ce qui existe en France. Surtout nous n'admettrons jamais que l'intérêt de la France doive prévaloir et passer avant l'intérêt de l'humanité. »

(1) « *I diritti della verità e quelli della Francia* [Les droits de la vérité et ceux de la France] », 27. 1. 24.

(2) Mgr FERDINAND FIANDACA (né en Sicile en 1857, évêque de Nicosie de 1903 à 1912, actuellement évêque de Patti en Sicile) adressa au cardinal-archevêque de Cologne une lettre de protestation contre la politique rhénane de la France. Nous donnons une traduction de la partie essentielle de ce document, paru dans le *Momento* de Turin (18. 4. 24) : « Si ma lettre peut vous apporter quelque réconfort, j'en serai particulièrement heureux. Tous les Siciliens, et moi le premier, nous suivons avec le plus grand intérêt tout ce qui se passe dans le grand Empire allemand. Nous prenons en pitié les souffrances de la Rhénanie catholique. Fils de l'Etna et habitants du pays des Vêpres [Siciliennes], nous comprenons votre exaspération contre la France. Que ce pays ait rendu et rende encore des services à l'humanité, nous ne le contestons pas ; mais le mérite qui lui en revient est éclipsé aujourd'hui par ses fautes. Sous prétexte de défendre le droit, le peuple français le foule aux pieds et le traîne dans la fange. Nous, peuple civilisé, nous protestons. Partisans de la réconciliation, nous prions aussi bien pour l'Allemagne que pour la France, mais nous ne pouvons nous empêcher de déplorer les folies de ces Gaulois (*Galli*) que gonfle d'orgueil une victoire qu'ils n'auraient pu remporter sans l'aide d'autrui. En ma qualité d'évêque catholique, je voudrais me trouver près de Votre Eminence, des vénérables évêques allemands, du clergé et des catholiques allemands, pour unir mes gémissements et mes prières aux leurs et à celles de Votre Eminence. Confiant dans le Sacré Cœur de Jésus, j'attends une paix que seul l'amour chrétien peut nous donner, telle que notre Eglise la conçoit et la veut, telle que l'ont définie Benoît XV et Pie XI. »

d' « OBSERVATOR » (1), se défend d'avoir eu la prétention de « méconnaître les vrais droits de la France et les réparations qui lui sont dues par l'Allemagne pour les dommages considérables que cette dernière lui a causés pendant la guerre ». Mais c'est la France qui pâtira la première de son erreur en Rhénanie et c'est l'Angleterre, son ennemie séculaire, qui profitera de la rivalité franco-allemande.

Pour décharger la France, nos bons amis du *Bloc catholique* allèguent le traité de Versailles.

Nous ne discuterons pas pour savoir si ce traité, signé aussi par l'Allemagne, justifie ou non l'occupation de la Rhénanie. La France l'affirme, l'Allemagne le nie, l'Angleterre défend davantage la thèse allemande que la thèse française, l'Amérique y est opposée ; quant à l'Italie, si elle y a consenti, ce n'est, croyons-nous, qu'avec des réserves.

L'opinion du monde est donc en désaccord sur l'interprétation du traité.

Mais allons plus loin et posons la question suivante : Des catholiques ont-ils le droit d'affirmer que le traité de Versailles est conforme aux principes de justice proclamés et soutenus par la doctrine catholique ? Nous pensons que non. Le droit catholique, c'est l'ordre, c'est la paix, la justice, la charité garanties, tandis que le traité de Versailles et tous les autres traités qui en sont nés n'ont fait. — n'en déplaise à nos amis de France — que compléter le chaos dans lequel la guerre a jeté l'Europe (2).

Nous préférerions voir nos amis de France s'appuyer sur d'autres motifs que sur le traité de Versailles pour défendre les droits de leur patrie ; car, répétons-le, personne ne contestera jamais à la France son droit à des réparations toutes particulières, en rapport avec les énormes dommages qu'elle a soufferts (1). Ce qui nous divise, ce n'est nullement la reconnaissance de ce droit, c'est uniquement la façon de l'exiger. Sommes-nous assez clairs ?

La philosophie germanique est hors de cause dans ce débat.

Le *Bloc catholique* essaye, ensuite, de démontrer longuement la nécessité d'anéantir l'Allemagne sur le terrain philosophique et religieux puisqu'elle a été, par son protestantisme, comme un centre d'infection pour l'Europe entière.

C'est ce que nous, antimodernistes et catholiques intégraux, nous avons toujours dit et même combattu, même au temps où, en France comme en Italie, il était de mode de chercher le « mot d'ordre » à Berlin, auprès de Kant et de Harnack.

Et c'est cette opposition au *germanisme*, considéré comme foyer de toutes les hérésies (2), qui nous a fait traiter d'hommes rebelles à toute *culture*.

Aussi la démonstration qu'entreprend le *Bloc catholique* pour nous convaincre des malheurs causés par la philosophie allemande est parfaitement inutile, tout au moins pour nous.

Nous sommes d'accord sur ce point. Nous sommes antiallemands, ni plus ni moins que nos confrères de Toulouse, avec lesquels nous collaborons en vue du triomphe absolu du Christ dans la société.

Fasse le ciel que la France, après tant de douleurs et tant de leçons que lui a réservées la Providence, retrouve et reprenne la voie qui lui est propre.

Qu'elle redevienne vraiment la France de Clovis et de saint Louis, de Pépin le Bref et de Charlemagne et qu'elle réalise à nouveau la devise : « *Gesta Dei per Francos !* »

C'est là le souhait le plus sincère de notre cœur.

Il s'agit de l'idéal pacifique du catholicisme.

Mais, par charité, nous, catholiques, cherchons à nous élever au-dessus de tout nationalisme étroit et mesquin. Envisageons les différentes questions à la lumière universelle et grandiose de la foi. Ne réduisons pas le conflit qui sépare aujourd'hui la France et l'Allemagne à une simple question d'intérêts matériels et nationaux, ce serait le rapetisser. Car, à côté de toutes les questions territoriales et économiques agitées à l'heure actuelle, il existe une autre question plus grande, plus vaste, plus importante : c'est la question catholique, que ne doivent pas compromettre d'inutiles et dangereux nationalismes.

La France s'élèvera à la hauteur de son histoire dix-huit fois séculaire si elle redevient le pionnier et le gardien de la cause catholique dans le monde.

Que la France ne ternisse pas l'éclat de sa gloire ! Sa victoire sera d'autant plus complète et glorieuse si, après avoir brisé cette puissance matérielle dont se servait le germanisme pour étendre sa domination sur l'Europe et sur le monde, elle s'emploie à faire triompher partout l'idéal de la paix du Christ.

Nous sommes-nous exprimé clairement ? Nous le pensons.

Cependant, si quelqu'un voulait, après ces déclarations, nous obliger à épouser la politique d'un pays plutôt que celle d'un autre, qu'il sache et retienne que *Fede e Ragione* n'a qu'une politique, celle du Christ
l'Evangile ; elle n'est aux gages d'aucun nationalisme
même à ceux de son propre pays, et ne travaille
service de la vérité et de Dieu (1).

(1) En France, plus d'un philosophe et même d'un juriste ont regretté de voir M. Poincaré en appeler à un texte positif, toujours discutable en lui-même, plutôt qu'aux principes incontestables du droit naturel.

(2) Cf. Encyclique *Pascendi* condamnant le modernisme : *Q. A.*, t. 93, pp. 194-279 (texte latin et trad. fr.).

Le catholicisme allemand, frappé à mort par la politique françai

Le danger que l'occupation franco-belge
courir à l'Eglise catholique allemande, à son
fluence, à sa forte organisation, à ses œuvres f
santes, avait été copieusement signalé par les E
de l'Allemagne catholique (2). Cette question, «
la portée est extrême et presque universelle
l'Eglise catholique » (3), fut reprise par la *Rass*
Nazionale du 1. 1. 24 (4). Pour les statistiques,
renvoyons aux *Echos de l'Allemagne cathol*
reproduits par la *D. C.*, nous bornant à citer
considérations que « Germanico » envoyait de
nanie en décembre 1923 à la *Rassegna Nazion*

La fille aînée de l'Eglise entrave les progrès du catholi en Rhénanie.

Le plus grand tort causé par l'occupation réside
la confusion que les envahisseurs français et belges
apportée sur le terrain si délicat de la conscience
habitants catholiques du pays. Suivant l'opinion u
selle, le droit d'occuper *manu militari* ces régions
fiques n'est nullement conforme au traité de Versa
et l'état de guerre créé par le double occupant, en t
de paix, entrave tous les efforts tentés pour amener
la pacification de l'Europe. Il n'est même pas justifi
une déclaration de guerre régulière et formelle.

D'après la théologie morale — comme aussi, du
d'après le droit des gens, — tout démembrement de
ritoire ou toute occupation par l'étranger ne peut

(1) *Fede e Ragione*, 27. 1. 24 (traduit de l'italien p
Documentation Catholique).

(2) Cf. *D. C.*, t. 9, col. 1593-1598.

(3) *Unità Cattolica*, 1. 2. 24.

(4) « *Le sorti del cattolicismo nella Germania* i
[L'avenir du catholicisme dans l'Allemagne envahi
— Le grand journal catholique de Florence, l'*Unità*
tolica, s'empressa de reproduire dès le 1er février l'a
de la *Rassegna*. Il faut avouer que dès le début de
cupation de la Ruhr il manifesta nettement ses
timents hostiles ; nous nous contenterons de traduir
paragraphe de son article du 25. 2. 23 « *Un grid*
dolore dei cattolici renani [Un cri de douleur des c
liques rhénans] » : « Nos cris accusateurs retentissent
midables, à travers la chrétienté entière, pour a
l'attention sur les terribles périls religieux et m
qu'entraîne inévitablement l'occupation d'une région
fique par des centaines de mille de soldats étran
Sans parler de choses plus outrageantes encore, s
lons qu'à l'heure où l'Allemagne s'apprête, à l'exe
de plusieurs de ses grandes villes, à supprimer, r
légalement, les maisons de tolérance (*bordelli*) dans
son territoire, on nous inflige la honte de voir, da
zone occupée par les Français, quantité de municip
organiser, aux frais des contribuables allemands
pareils asiles de la dissolution et de la débauche. U
état de choses ne peut qu'offenser la pudeur et les
timents des femmes allemandes chrétiennes. Commen
pas éprouver la nausée et le dégoût en voyant le
mandant des troupes françaises qui occupent le bassi
la Ruhr consacrer ses premières ordonnances à l'or
sation de ces lupanars ? Le sentiment national, la
patriotique de cette population de la Rhénanie, do
passé chrétien remonte si haut dans l'histoire et
tant de monuments attestent la noblesse de sa foi et
cienneté de sa culture, ce sentiment et cette
devraient-ils, par hasard, s'effacer sous la menace
baïonnettes étrangères ? »

-déré comme permis et justifié que lorsqu'on en aura -ntré jusqu'à l'évidence la nécessité et la légalité. -is la « catholique » France et la « catholique » Bel- ont forcé employés et ouvriers allemands, catho- eux aussi, à faire violence à leurs consciences en -ant d'eux des renoncements nationaux et politiques -ême des parjures ; et tout cela au mépris du droit gens, qui interdit formellement et expressément -ngager ou de contraindre un sujet étranger à trahir ». -lgré cela, les envahisseurs prononcent toutes sortes -ondamnations et infligent des punitions de toute na- ils emprisonnent, exilent, s'approprient les fonds -cs ou privés, mettent en première ligne leurs troupes -s, menacent continuellement la liberté de conscience -ent la plus grande confusion dans l'idée de propriété. -ssi, cette opération de deux Puissances catholiques -e territoire d'un autre pays en partie catholique, où -anifestait jusqu'à présent un consolant retour vers -se catholique, apporte indirectement une forte en- au développement de l'idée et de la religion catho-.

France, qui s'honore du titre — désormais plus ou -s mérité — de fille aînée de l'Eglise, et qui, dans un -nent d'ostentation religieuse dans les pays occupés, -usqu'à orner les autels du drapeau tricolore, cause -us grand préjudice à cette même Eglise en laissant -s que les intérêts de la France ne font qu'un avec de l'Eglise elle-même.

Le diocèse d'Eupen-Malmédy.

-esque analogue est la situation du nouveau diocèse -pen-Malmédy, qui est dans la dépendance de l'évêché -iége, en Belgique. Là encore, fermeture des écoles -liques, exil des prêtres, etc., toujours sous l'œil de -rité ecclésiastique belge et sous les auspices de -rité belge, qui semble parfois ne chercher qu'à sur- sa grande alliée « catholique » d'Occident (1).

La résistance passive,
-titude de confiance chrétienne en la Providence.

-ucoup de personnes ne comprennent pas encore la portée des événements qui se passent en Rhénanie -ns la Ruhr. Nous sommes en pleine guerre, nous -oyons toutes les horreurs. Expliquons-nous mieux : -'est pas la guerre au moyen des armes, mais une qu'éclairent de sinistres et lugubres lueurs.

-tes, le spectacle que nous avons sous les yeux est d'être un spectacle de paix : c'est une lutte sans et sans merci. Dans l'esprit des Allemands, la résis- passive elle-même était une forme d'opposition, ren- -nt une profonde signification religieuse. Ils voulaient -ire une sorte d'abandon passif, complet et négatif, -stin immérité infligé aux Allemands de la Ruhr (2).

Il est possible que beaucoup d'étrangers et même beaucoup d'Allemands n'aient pas bien compris tout le sens profond d'une telle attitude, toute de résignation et d'abandon aux événements, mais aussi tout imprégnée de confiance en la divine Providence.

L'Allemagne souffre pour la civilisation du siècle à venir.

Si l'Allemagne souffre aujourd'hui, c'est pour le monde civilisé tout entier. Si elle s'abandonne aujourd'hui, l'univers entier s'abandonne avec elle dans la triste conviction que les guerres sont inévitables. C'est là le pivot de cette résistance, dont l'idée tout allemande exercera une influence considérable sur la culture et la civilisation de tout le siècle à venir. Le cœur plein d'angoisse, les catholiques d'Allemagne ont été les témoins attristés des souffrances de tant de victimes de cette lutte spirituelle ; les larmes aux yeux, ils ont compté les malheureux qui gravissaient ce rude calvaire ; mais, réconfortés par ces douleurs elles-mêmes, ils se sont dit : « De tels sacrifices ne seront pas vains ; ces douleurs seront comme l'aurore d'une ère nouvelle. Ecartons tout ce qui pourrait ternir la pureté de cette lutte spirituelle, repoussons tout désir de vengeance, et armons-nous de patience. Soyons dignes des martyrs qui, dans les prisons de la Ruhr et de la Sarre, ont sacrifié leur santé et leur vie. » (1).

L'appel du deuxième contingent de 1924 sous les -aux a marqué l'entrée dans l'armée belge des pre- miliciens — une soixantaine — d'Eupen et de Mal- . Ils ont été incorporés dans les deux bataillons -e régiment de ligne casernés dans ces deux villes. *de Belgique*, 7. 12. 24.)

La *Gazzetta del Popolo* (15. 2. 23) recevait de Munich -correspondance optimiste, où la situation était pré- sous un jour moins tragique : « Les préoccupa- provoquées en Italie par l'occupation de la Ruhr et -révisions pessimistes sur ses conséquences immé- n'ont pas jusqu'ici été confirmées par l'attitude du allemand.

-uand on voyage en Allemagne, même dans les pays -us voisins du fameux cordon militaire franco-belge, -a pas du tout la sensation que de graves événe- mûrissent dans l'ombre et le secret. L'observateur -f découvre tout de suite sans erreur possible les attitudes différentes prises, d'un côté par quelques hauts fonctionnaires et par quelques représentants de la haute industrie, et d'un autre côté par les masses laborieuses et les employés subalternes, tant de l'Etat que des grandes entreprises privées : les premiers, appuyés par le parti nationaliste, dont ils sont à la fois l'âme et les banquiers, exercent toutes sortes de pressions sur les seconds pour les pousser à des grèves de protestation et à des manifestations bruyantes contre l'occupation étrangère ; mais ces derniers, lassés et déçus par une politique inquiète, dont ils supportent principalement la charge et dont ils payent les erreurs éventuelles, ne se prêtent à ce jeu qu'à contre-cœur et répondent aux incitations des assemblées nationalistes que, dans la situation présente, le « Deutschland über Alles » veut dire pour eux le chômage et la faim. Aussi la plupart des hôtels et des magasins de Bavière, comme ceux d'autres provinces allemandes, portent bien sur leurs portes l'avis interdisant absolument l'entrée aux Français et aux Belges ; mais pratiquement, si la police ne s'en mêle pas, tous ces commerçants sont disposés à ouvrir leurs portes aux hôtes étrangers. En territoire occupé, la situation, bien que les douleurs y soient plus cuisantes, est exactement la même, et, sans l'intervention du Gouvernement allemand, de nombreux commerçants seraient déjà accourus dans la Ruhr pour offrir aux envahisseurs leurs marchandises. » (Trad. *Bull. Pr. it.*, 27. 2. 23.)

(1) Sous le titre « La France pangermaniste », la *Stampa* (6. 4. 23) commente les incidents des usines Krupp (31. 3. 23) en allant jusqu'à comparer les mesures de protection prises par le Gouvernement français avec l'exécution de Mgr Budkiewicz par les Soviets : « Mais ce n'est pas seulement en Russie qu'on fusille aujourd'hui en offense à l'humanité. Plus près de nous tombent les ouvriers de la Ruhr envahie, frappés dans le dos par le plomb des envahisseurs.

» La version du meurtre, telle que la donne la version allemande de la note de protestation, le rendrait, si elle était exacte, particulièrement grave et odieux, mais une note française est venue la démentir.

» La question essentielle n'est pourtant pas dans les circonstances précises et dans la physionomie particulière de l'épisode. Il serait injuste, croyons-nous, même de la part des Allemands, d'inculper précisément et personnellement, dans ce cas comme dans d'autres cas analogues, les soldats et les officiers français, en les accusant de cruauté délibérée et de tyrannie inhumaine. Nous sommes même disposés à admettre que la relative rareté des incidents de ce genre dans la Ruhr doit être attribuée non

Les catholiques franco-belges n'ont pas écouté la voix du Souverain Pontife.

Aussi quel immense réconfort apporte la lettre que le Saint-Père, à la date du 27 juin 1923 (1), envoya à ces populations si éprouvées. Avec autant de bienveillance que d'impartialité, le Souverain Pontife considérait l'actuel conflit franco-allemand à la lumière des principes suivants : attendu que le débiteur, désireux de réparer les dommages causés à la population des contrées jadis florissantes, a fait preuve de bonne volonté pour obtenir un arrangement équitable et définitif, s'en remettant à un jugement impartial sur sa solvabilité ; attendu, en outre, qu'il a promis de soumettre à des experts toutes les données relatives à la possibilité de satisfaire aux réparations dues par lui, la justice, la charité chrétienne et l'intérêt commun exigent qu'on n'impose aucune obligation au débiteur qu'il ne puisse remplir sans épuiser toutes ses capacités de production, au préjudice de ses propres créanciers et sans s'exposer au danger imminent d'une révolution sociale qui tournerait en un désastre sans précédent pour l'Europe entière. Il est juste que les créanciers demandent des garanties proportionnées aux réparations. Mais Sa Sainteté propose de chercher s'il ne serait pas mieux de substituer à l'occupation territoriale d'autres garanties tout aussi efficaces, mais moins onéreuses. Cette idée si raisonnable fit grande impression en Allemagne, et l'on s'attendait à la voir accueillie et acceptée au moins par les catholiques français et belges. Vain espoir ! Et ce n'est pas encore demain que l'on aboutira à un arrangement.

La jeunesse allemande veut rester chrétienne et aimer ses ennemis.

Mais personne à l'étranger ne doit se faire illusion sur l'état d'âme de la jeunesse allemande. Rien de plus injuste que d'attribuer à cette jeunesse des aspirations nationalistes. Elle possède une organisation purement et strictement catholique qui compte 400 000 membres, dont les deux tiers appartiennent aux provinces rhénanes. Tous sont animés d'un extraordinaire souffle spirituel et n'ont d'autre but que celui de vivre en vrais chrétiens. Dernièrement, cette organisation publia un appel dans lequel ces jeunes gens, au cœur enthousiaste, manifestaient leur ferme décision de vaincre la haine de l'étranger par la charité et par les sacrifices : « Jeunes gens, disait l'appel, le Seigneur vous appelle. Nous voulons chasser la haine de ce monde. O France, tu peux nous haïr autant qu'il te plaira, mais nous, nous t'aimerons avec une telle persévérance que finalement notre charité te fera déposer les armes et reconnaître en nous tes propres frères. Nous voici face à face. L'étincelle de la foi qui brillait à une meilleure époque illumine nos yeux d'une céleste clarté, et nos cœurs brûlent du désir de voir la paix régne[r dans] l'avenir. Nous voulons reconstruire, nous voulons gu[érir] les blessures causées par la guerre. »

Dans son milieu, cette jeunesse propage l'idée de [ras]sembler une armée de travailleurs volontaires pour [les] régions dévastées. D'autre part, il existe en Allema[gne] 22 organisations d'étudiants universitaires catholiques [qui] travaillent pour la conservation de la paix.

Les catholiques d'Allemagne savent que la paix [doit] avoir pour fondement le concept chrétien de la vie.

Mais les agissements des Français troublent chaque jour les consciences.

Malgré le socialisme et le communisme, la popula[tion] de la Ruhr est restée profondément chrétienne. Les ég[lises] sont bien fréquentées. Ne serait-ce pas là le moif [pour] lequel les envahisseurs déploient durant la messe et [les] autres cérémonies du culte tant de faste religieux ? M[ain]tenant encore on prêche dans les églises qu'il faut ai[mer] ses ennemis, on y donne lecture des avis du Saint-[Père] invitant les peuples à se réconcilier sur la base de la [...] Mais la population croyante, témoin chaque jour des [agis]sements rien moins que chrétiens des autorités civile[s et] militaires, demeure extrêmement perplexe et surprise.

L'impression est rendue encore plus désastreuse pa[r le] fait que les milieux intellectuels eux-mêmes, en Franc[e et] en Belgique, approuvent cette odieuse façon d'agir [de] leurs armées.

Les évêques français ne sont pas même intervenu[s en] faveur de la véritable pacification, tandis que les [...] de la Suisse réformée et de tant d'autres nations [ont] adressé de magnifiques lettres au cardinal-archevêque [de] Cologne.

C'est là certainement le côté le plus tragique de [...] l'aventure de la Ruhr (1).

Il nous reste à donner sur le conflit de la R[uhr] les appréciations les plus importantes de la pr[esse] de langue espagnole.

(*La fin dans un prochain numéro.*)

L. DAUTHEVILL[E]

---

seulement à la prudence et à la discipline des populations allemandes, mais encore à la modération et à l'humanité des occupants.

» Mais la vérité fondamentale est celle-ci : le fait même de l'occupation est en soi si anormal qu'il doit nécessairement produire des incidents comme celui d'Essen. La responsabilité définitive de ces incidents, celle qui compte vraiment, ne peut être attribuée aux troupes d'occupation, encore moins à la population envahie, pas davantage au Gouvernement de Berlin, qui en décidant la résistance passive a usé d'un droit incontestable ; la responsabilité doit être imputée à ceux qui ont décidé l'occupation, en dehors de tout fondement juridique, contre toute opportunité politique, et en dépit du sens moral, autrement dit au Gouvernement de Paris et plus précisément à M. Poincaré. » (Trad. *Bull. quot.*, 9. 4. 23).

(1) Il s'agit vraisemblablement de la lettre *Quando nel principio* de S. S. Pie XI au cardinal Gasparri, du 24. 6. 23 (cf. *D. C.*, t. 10, col. 67-69).

ALBUM DE LA « D. C. »

Dans ce monde religieux et conservate[ur] on ne comprend absolument rien aux condit[ions] de la vie publique et, à force de mollesse, [de] paresse, de faiblesse et de sordide avarice, [on] laisse le pays et la société en proie à l'aud[ace,] à l'énergie et à la résolution des méchants.

Tous nos maux viennent de là : les méch[ants] ont toutes les qualités qui font les vrais sold[ats;] les bons (*ou ceux qui se croient et se disent [tels]) n'en ont aucune et n'en veulent point av[oir]. La virilité chrétienne que je vous souhaite [suf]fira pour vous distinguer de cette tourb[e de] jeunes gens soi-disant* bien nés *et* bien él[evés] *dont toute l'ambition se borne à être* bons [pro]priétaires *et* bons pères de famille, *et dont la [sot]tise et la fainéantise ont compromis plus q[u'on] ne pourrait dire la famille, la propriété et la [reli]gion, c'est-à-dire les trois bases de [la] société.*

(Reproches de MONTALEMBERT aux c[atho]liques de son temps.)

(1) *Rassegna Nazionale*, 1. 1. 24 (traduit de l'itali[en pour] la *Documentation Catholique*).

Imp. PAUL FERON-VRAU, 3 et 5, rue Bayard, Paris-8e. — *Le Gérant* : A. FAIGLE.